



ÉDITION SPÉCIALE

La Presse

cyberpresse.ca

LONDRES > JUSTICE OU TERREUR page 3

PARIS > PUNIR BEN LADEN page 13

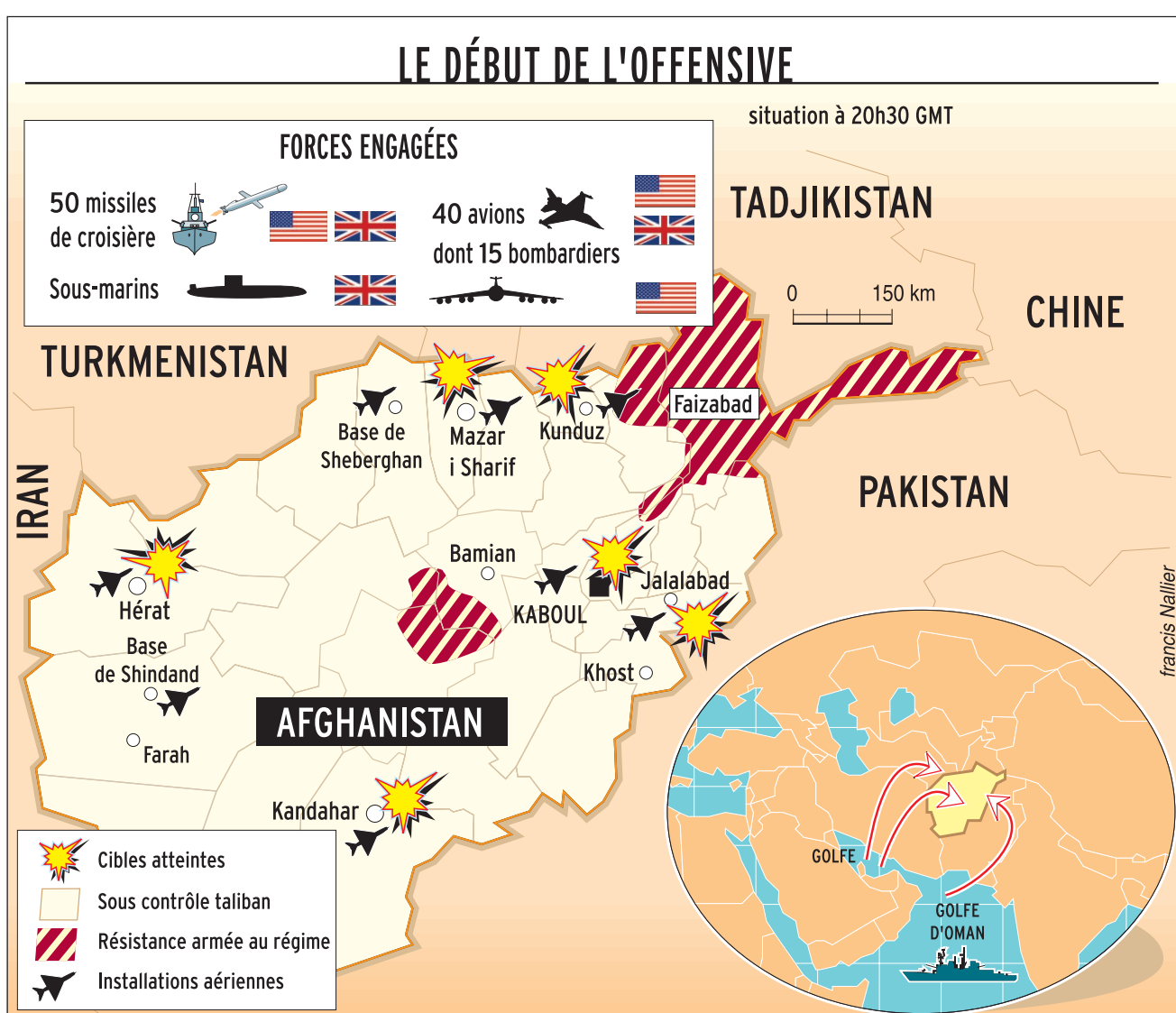
FOGLIA > LA GUERRE FAIT PEUR page 5

FORUM > INÉVITABLE page 16

MONTRÉAL | LUNDI 8 OCTOBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 345 > 20 PAGES > 1 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

LES ALLIÉS RIPOSTENT

Américains et Britanniques lancent une série de frappes contre l'Afghanistan



Les États-Unis, secondés par la Grande-Bretagne, ont lancé hier deux séries de frappes militaires contre des cibles en Afghanistan, promettant de faire payer aux talibans au pouvoir à Kaboul leur soutien à Oussama ben Laden, tenu responsable des attentats antiaméricains du 11 septembre, qui ont fait plus de 5000 morts.

Les frappes américano-britanniques ont visé plusieurs cibles militaires des talibans à Kaboul, Kandahar, Jalalabad et dans d'autres villes afghanes. Elles ont également pris pour cible des camps d'entraînement du réseau islamiste Al-Qaeda de ben Laden.

« Ces actions, soigneusement ciblées, doivent perturber l'utilisation de l'Afghanistan comme base d'opérations terroristes et frapper le potentiel militaire du régime des talibans », a déclaré George W.

Bush lors d'une allocution télévisée.

S'adressant aux Américains depuis la Maison-Blanche, le président des États-Unis a rappelé que les talibans avaient ignoré les demandes formulées par son administration à la suite des attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, soit la fermeture des camps d'entraînement terroristes en Afghanistan, la livraison des dirigeants du réseau Al-Qaeda et le retour de tous les ressortissants étrangers, y compris des citoyens américains détenus dans ce pays d'Asie centrale.

« Aucune de ces demandes n'a été satisfaite, a dit Bush. Et maintenant, les talibans vont en payer le prix. »

Le Pentagone a indiqué que 15 bombardiers, 25 avions de chasse et 50 missiles de croisière avaient été utilisés contre diverses cibles à travers l'Afghanistan, à partir de 21 h, à Kaboul. Selon le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, l'objectif de cette première phase de l'opération « Liberté immuable » était de prendre le contrôle de l'espace aérien afghan, en détruisant les batteries antiaériennes du régime taliban.

Rumsfeld a nié qu'un avion américain ait été touché en Afghanistan. Il a précisé qu'il était trop tôt pour déterminer le succès des

Voir ALLIÉS en A2

Ben Laden promet aux États-Unis de « ne plus jamais connaître la sécurité »

d'après AFP et AP

ISLAMABAD — L'islamiste Oussama ben Laden a promis aux États-Unis de « ne plus jamais connaître la sécurité » avant que la Palestine ne la connaisse et que toutes les armées occidentales athées n'aient quitté les terres saintes (de l'Islam), dans un message vidéo préenregistré diffusé hier soir par al-Jazira TV après le début de l'attaque américano-britannique en Afghanistan.

Selon la chaîne de télévision du Qatar, le message lui est parvenu dans la journée d'hier.

Ben Laden a appelé « tous les musulmans à défendre leur religion ». « L'heure est venue pour les humiliés de se rebeller contre les infidèles », a-t-il encore déclaré d'une voix calme.

Les talibans ont prévenu qu'ils allaient lancer la « djihad », la guerre sainte, contre les États-Unis



Peu de temps après que le président George W. Bush eut annoncé hier après-midi le début des bombardements en Afghanistan, Oussama ben Laden répliquait : dans un message préenregistré diffusé par une télévision de Qatar, il a averti l'Amérique qu'elle ne pourrait plus rêver de sécurité tant que la Palestine n'en jouirait pas et que « les armées infidèles occuperaient les terres de Mahomet ».

et qu'ils commenceront à se battre sur la frontière ouzbègue dès aujourd'hui.

Maulavi Najibullah, consul général afghan à Peshawar au Pakistan, près de la frontière, a affirmé après les premières attaques que ben Laden et le chef suprême des talibans, le mollah Mohammad

Omar, étaient vivants et qu'il n'y avait « pas eu de dégâts importants ».

« Nous restons en contact avec les autorités à Kaboul et à Kandahar et elles déclarent qu'elles ne sont pas impressionnées par ces attaques », a-t-il ajouté. « Nos forces sont prêtes à riposter. »

L'ambassadeur du régime des talibans au Pakistan, Abdul Salam Zaeef, a qualifié les bombardements « d'acte terroriste » et réaffirmé que ben Laden ne serait pas livré aux États-Unis, selon l'agence Afghan Islamic Press (AIP), proche du régime de Kaboul et dont le siège est au Pakistan.

« L'Amérique sera responsable de la mort de pauvres gens. Nous condamnons fermement cette attaque contre un pays indépendant. Nous combattons jusqu'à notre

Voir LADEN en A2



Photo CP
Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien.

Le Canada participera à la coalition militaire

Chrétien ordonne la mobilisation de certaines unités des Forces armées

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien assistait hier à un service religieux à Shawinigan en l'honneur des pompiers américains qui sont morts en service le 11 septembre quand il a reçu un appel du président George W. Bush lui demandant de confirmer son engagement formel à participer militairement à la riposte en Afghanistan.

M. Chrétien a immédiatement assuré le président Bush que le Canada participera à la coalition militaire dirigée par les États-Unis afin de lutter contre le terrorisme international et de capturer Oussama ben Laden, le principal suspect des attentats terroristes perpétrés contre New York et Washington le mois dernier.

Aussi le premier ministre s'est-il empressé

d'ordonner hier la mobilisation de certaines unités des Forces armées canadiennes, qui pourraient se rendre dans ce point chaud du globe dans les prochains jours afin de prêter main-forte aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. C'est vendredi dernier, au cours d'un entretien téléphonique, que le président Bush a formellement demandé à Jean Chrétien s'il pouvait compter sur une participation militaire canadienne.

« Nous faisons partie d'une coalition sans précédent qui a été formée afin de combattre la menace du terrorisme », a déclaré M. Chrétien lors d'un discours à la nation environ trois heures après les premières frappes aériennes.

« J'ai clairement indiqué depuis le début que le Canada ferait partie de cette coalition. Et à chacune des étapes », a ajouté le premier minis-

tre, qui s'est rendu à Ottawa prononcer son discours après avoir discuté de la participation militaire du Canada avec les chefs des partis d'opposition aux Communes.

Dans son discours, M. Chrétien a noté que le Canada continuera d'appuyer la coalition sur les plans militaire, diplomatique, financier, humanitaire et législatif dans cette lutte à finir contre le terrorisme.

M. Chrétien, qui s'est entretenu avec son homologue américain vers 11 h 45, hier, n'a pas voulu préciser la nature de participation canadienne à la coalition militaire, estimant que de telles informations pourraient mettre la vie des soldats canadiens en danger. Toutefois, tout

Voir CANADA en A2

SUITES DE LA UNE

| ALLIÉS |

Suite de la page A1

frappes. L'ambassadeur des talibans à Islamabad, au Pakistan, le mollah Abdul Salam Zaef, a qualifié les bombardements d'« acte terroriste », ajoutant : « Nous combattons jusqu'à notre dernier souffle. »

Selon des témoins, les habitants de la capitale afghane ont commencé à fuir la zone proche de l'aéroport de Kaboul à la suite de violentes explosions, tandis qu'un exode massif aurait commencé à Kandahar, le fief du guide spirituel des talibans, le mollah Mohammad Omar.

La chaîne de télévision CNN a rapporté que les bombardements avaient également touché l'aéroport d'Herat, dans l'ouest du pays. Il s'agit d'un des meilleurs aéroports du pays, où les talibans ont saisi plusieurs avions de combat de l'ère soviétique lors de la prise de la ville en 1995.

La Grande-Bretagne a confirmé sa position d'alliée privilégiée des États-Unis en étant le seul pays à apporter une contribution militaire dès le premier jour de l'offensive en Afghanistan.

« Des sous-marins lanceurs de missiles (Tomahawk) sont en action cette nuit », a déclaré le premier ministre britannique Tony Blair dans une intervention télévisée. « L'appui aérien sera prêt à être utilisé dans les prochains jours. »

Outre trois sous-marins à propulsion nucléaire déjà dans le Golfe ou sur le point d'y arriver, les Britanniques peuvent mobiliser plus de 50 avions dans la région.

Plusieurs autres pays ont annoncé un soutien militaire, dont le Canada, la France, l'Allemagne et l'Australie.

Parallèlement aux frappes militaires, les États-Unis ont commencé hier à larguer des colis humanitaires en Afghanistan. Selon Rumsfeld, quelque 37 500 rations, qui comprennent des vivres, des médicaments et d'autres articles de première nécessité, devaient être parachutés.

Dans son allocution télévisée, Bush a affirmé que l'offensive contre les talibans et le réseau Al-Qaeda ne visait ni le peuple afghan ni l'islam.

« Le peuple opprimé de l'Afghanistan connaîtra la générosité de l'Amérique et de nos alliés, a déclaré le président américain. Tandis que nous frapperons des cibles militaires, nous livrerons aussi de la nourriture, des médicaments et des provisions aux hommes, aux femmes et aux enfants qui souffrent et meurent de faim en Afghanistan. »

« Les États-Unis d'Amérique sont des amis du peuple afghan, et nous sommes des amis de près d'un milliard de personnes qui croient en l'islam à travers le monde. »

Bush a ajouté que les frappes contre l'Afghanistan ne consti-

tueraient qu'un volet de sa campagne contre le terroriste.

« Nous nous concentrons aujourd'hui sur l'Afghanistan, mais la bataille est plus large, a-t-il dit. Chaque nation a un choix à faire. Dans ce conflit, il n'y a pas de terrain neutre. Si un gouvernement, quel qu'il soit, soutient les hors-la-loi et les assassins de l'innocence, il devient lui-même un hors-la-loi et un assassin. »

Conscient des risques de représailles après les frappes d'hier, le FBI a exhorté toutes les forces de l'ordre des États-Unis de se mettre en état d'alerte. Dans plusieurs aéroports, les soldats de la Garde nationale ont fait leur apparition. À New York, le maire Rudolph Giuliani a indiqué que des mesures de sécurité supplémentaires avaient été mises en place.

Dans son discours, Bush a tenté de rassurer les Américains.

« Je sais que beaucoup d'Américains ont peur aujourd'hui, a-t-il dit. Et notre gouvernement prend de grandes précautions... »

« La bataille est maintenant lancée sur de nombreux fronts, a-t-il ajouté. Nous n'hésiterons pas, nous ne nous laisserons pas, nous ne vacillerons pas. La paix et la liberté gagneront. »

| LADEN |

Suite de la page A1

dernier souffle », a ajouté le responsable du régime des talibans.

« Nous avons fait plusieurs tentatives pour régler le problème, mais les États-Unis ont poursuivi une politique d'arrogance et d'usage de la force militaire », a-t-il poursuivi.

Le vice-ministre de la Défense des talibans, Mollah Nour Ali, a affirmé que les talibans étaient « prêts à se défendre par tous les moyens ».

Dans une offensive qu'elle disait coordonnée avec les raids américains, l'Alliance du Nord, opposition afghane aux talibans, a attaqué les positions défendues par les talibans dans les montagnes dominant la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul.

Les opposants ont utilisé des lance-roquettes multiples. Si les talibans ne sont pas délogés de ces positions, la base est inutilisable, aucun avion ne pouvant s'y poser.

Les talibans ont répliqué avec des tirs de roquettes BM-21, dont certaines ont explosé à 200 mètres de l'endroit où étaient installés des journalistes étrangers observant les attaques à Charikar, une ville située à 40 km au nord de Kaboul et tout près de la base de Bagram.

La tension régnait hier soir dans les rues de Kaboul, mais il n'y avait pas de scène de panique parmi la population, ont indiqué des habitants.

Des soldats de la milice au pouvoir pouvaient être aperçus patrouillant à bord de camions et de camionnettes. Après être sortis dans les rues au moment de l'attaque, la plupart des civils sont rentrés chez eux.

Des résidents ont déclaré que l'électricité et le téléphone avaient été rétablis après des pannes d'environ une heure, intervenues juste après le début des bombardements.

Dans son message, ben Laden s'est ouvertement réjoui des attentats du 11 septembre à New York et Washington. « L'Amérique a été atteinte dans son point le plus vulnérable ».



À Karachi, des réfugiés afghans ont scandés des slogans anti-américains, hier, et réitéré leur appui à Ousama ben Laden.

Photo Reuters

Manifestations au Pakistan, qui espère une « fin rapide des opérations »

d'après AFP et AP

ISLAMABAD — Le Pakistan a espéré une « fin rapide des opérations » en Afghanistan, alors que plusieurs milliers de manifestants descendaient dans les rues pour dénoncer les frappes qui ont touché le pays voisin.

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères publié hier soir à Islamabad, le Pakistan souhaite de plus que les opérations des États-Unis et de leurs alliés « soient ciblées pour atteindre les buts identifiés par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».

Malgré ces précautions, plusieurs manifestations spontanées se sont tenues dans des villes pakistanaises dès l'annonce des premières frappes occidentales sur l'Afghanistan. Islamistes et étudiants radicaux sont sortis dans les rues de Peshawar, de Rawalpindi et de Lahore notamment.

À Peshawar, dans le nord-ouest, plusieurs milliers d'étudiants de l'université d'ingénierie ont abattu des panneaux publicitaires, brûlé des pneus et crié des slogans contre les États-Unis et pour les talibans.

À Quetta, dans l'ouest, les principaux imams de plusieurs mosquées ont annoncé, par les haut-parleurs avec lesquels ils appellent habituellement à la prière, que le Jihad était maintenant « obligatoire » pour les musulmans du Pakistan.

Craignant une agitation dans les milieux scolaires et étudiants, les autorités de Quetta ont annoncé la fermeture de tous les établissements d'enseignement pour trois jours.

Un porte-parole du gouvernement pakistanais, Rashid Qureshi, a admis que l'espace aérien du Pakistan a été utilisé par les forces américaines et britanniques pour mener leurs attaques. Selon lui, la permission d'utiliser l'espace aérien était une des concessions faites par le Pakistan dans le cadre de son soutien à la coalition antiterroriste conduite par les États-Unis.

Islamabad a par ailleurs regretté que les efforts diplomatiques n'aient pu permettre de convaincre les dirigeants talibans de « répondre aux demandes internationales ».

Selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Isla-

mabad a « fait ce qu'il a pu pour convaincre les dirigeants talibans de la gravité de la situation et de prendre les bonnes décisions dans l'intérêt du peuple afghan ».

À Karachi, la grande cité portuaire du sud (10 millions d'habitants) où s'étaient déroulées les plus importantes manifestations protalibans ces dernières semaines, le calme régnait dans la nuit, mais le Jamiat-Ulema-e-Islam (JUI), parti très radical, a annoncé une grande marche pour aujourd'hui.

« Nous mènerons le Jihad (guerre sainte), il n'y a pas eu de gros dégâts en Afghanistan, et l'Amérique n'a pas réussi à casser les talibans », a dit le chef du JUI, Fazlur Rehman. Les autorités de Karachi ont annoncé que toute manifestation serait interdite.

Ce matin, le président Pervez Musharraf devrait tenter de calmer le jeu lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il ne devrait pas manquer de tenter de minimiser l'implication pakistanaise dans les opérations, notamment en ce qui concerne l'utilisation de son espace aérien.

Nous sommes là!

À LA UNE de notre numéro de dimanche, nous annonçons, quasiment par tradition, que *La Presse* ne paraîtrait pas aujourd'hui, fête de l'Action de grâces. C'était sans compter sur les rebondissements de l'actualité et surtout sur le déclenchement des premières attaques contre l'Afghanistan.

Peu avant 13 h, hier, au moment où les Américains étaient déjà devant leur télé pour regarder la traditionnelle partie dominicale de football, c'est plutôt le président Bush qui a pris l'antenne pour annoncer que le sablier est bel et bien vide et que la coalition antiterroriste attaque.

Dans l'heure, la rédaction déserte de *La Presse* s'anime. Les

cellulaires sonnent. C'est décidé, nous publions une édition spéciale. Force majeure oblige, *La Presse*, qui a offert une couverture remarquable de la crise déclenchée par les attentats de New York et Washington, sera là, même s'il faut écourter le congé de l'Action de grâces. Et même s'il faut renoncer pour ce faire à la distribution du journal à domicile.

Nos camelots sont en congé. Pour vous procurer l'édition spéciale d'aujourd'hui, il faut l'acheter chez nos dépositaires.

Bonne lecture.

Ce matin, nous continuons.

Marcel Desjardins,
vice-président et éditeur adjoint

| CANADA |

Suite de la page A1

indique que des CF-18, au moins un navire de guerre et des membres du commando Joint Task Force II, un groupe d'élite de 250 hommes, seront mis à la disposition de la coalition militaire dirigée par les États-Unis, selon plusieurs experts interrogés hier.

Des porte-parole du ministère de la Défense ont refusé de faire quelque commentaire hier soir quant à l'état de mobilisation des troupes canadiennes.

M. Chrétien, qui a fait l'objet de vives critiques de la part des partis d'opposition qui l'ont accusé d'improviser dans la lutte contre le terrorisme, a indiqué qu'il présidera une réunion du cabinet, vraisemblablement demain, afin de discuter d'autres mesures que le Canada doit prendre afin de jouer pleinement son rôle au sein de la coalition dirigée par les Américains.

« La lutte contre le terrorisme sera longue. Nous devons demeurer forts et vigilants. Nous devons continuer à vivre selon nos conditions. Selon nos propres valeurs. Et non pas selon les conditions dictées à partir de l'ombre », a déclaré M. Chrétien, qui doit prononcer un discours devant l'Assemblée parlementaire de l'OTAN demain à Ottawa.

« Je ne peux pas promettre que la campagne contre le terrorisme sera facile. Mais je peux vous promettre qu'elle sera gagnée », a ajouté le premier ministre.

M. Chrétien, qui a rencontré le président Bush à Washington deux semaines après les attentats et qui s'est également rendu à New York la semaine dernière afin de constater l'ampleur des dégâts, a annoncé la tenue d'un débat spécial aux Communies sur la participation militaire du Canada.

Ce débat n'aura toutefois lieu que lundi prochain compte tenu que les députés entament aujourd'hui une semaine de relâche. Il est donc probable que des soldats canadiens soient déjà à pied d'oeuvre avant que la Chambre des communes ne soit formellement saisie de la question.

L'Alliance canadienne et le Parti conservateur ont appuyé la décision du premier ministre de mettre des troupes à la disposition des États-Unis tandis que le Bloc québécois disait vouloir connaître la

nature exacte de la participation du Canada avant de se prononcer.

Le NPD a fait bande à part en dénonçant avec vigueur la décision du premier ministre. « La participation des forces militaires canadiennes doit être autorisée par un vote de la Chambre des communes et devrait se limiter à une mission sous les auspices des Nations unies », a déclaré la chef néo-démocrate Alexa McDonough dans un communiqué.

« Les personnes qui ont perpétré les attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis ont commis des crimes contre l'humanité et doivent être amenées devant la justice. Toutefois, la justice ne sera pas rendue en bombardant des cibles civiles », a ajouté M^{me} McDonough.

Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a salué la décision du premier ministre Chrétien d'envoyer des troupes canadiennes.

« Aujourd'hui, le monde civilisé a riposté contre la barbarie », a dit M. Day un communiqué de presse. « J'offre mon appui et celui de l'opposition officielle au premier ministre dans toute démarche qu'il prendra dans cette guerre contre le terrorisme. L'heure est maintenant venue de nous tenir debout tous ensemble. »

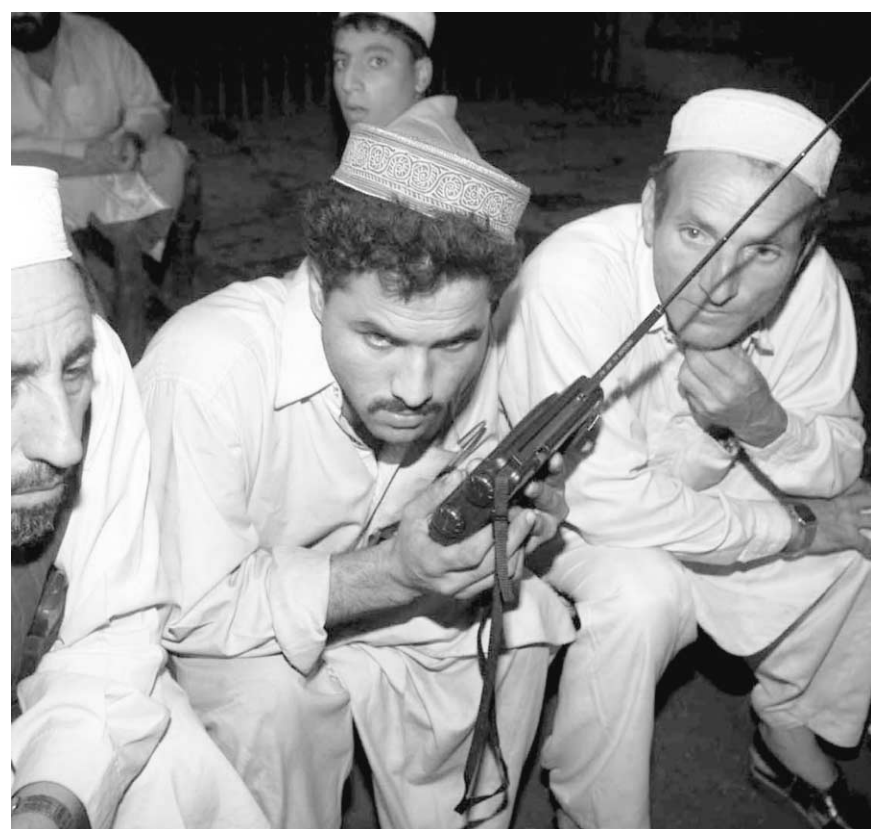
Le chef du Parti conservateur, Joe Clark, s'est dit satisfait d'avoir été informé par le premier ministre de la participation du Canada.

« J'appuie entièrement le fait que le Canada joue un rôle significatif et actif dans le cadre de la coalition internationale. Unis, nous assurerons la victoire contre le terrorisme », a déclaré le chef conservateur.

M. Clark, qui était ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Brian Mulroney lors de la guerre du Golfe en 1991, ne s'est pas formalisé de voir que la participation militaire du Canada ne fera pas préalablement l'objet d'un vote aux Communies.

Il a fait valoir que les élus avaient donné leur appui tacite à une telle participation lors des débats des derniers jours aux Communies.

« Même s'il n'y a pas eu de vote, on peut dire, de par la nature des débats, qu'il y a une grande approbation à une participation du Canada », a fait valoir M. Clark.



L'oreille collée à un poste de radio, des Pakistanais de Peshawar ont suivi avec beaucoup d'attention le déroulement des événements en Afghanistan, hier.

Photo Reuters

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Les alliés n'ont « pas le choix »

La Grande-Bretagne participe aux frappes; Tony Blair soutient que la coalition internationale s'est « renforcée, et non affaiblie » depuis les attentats du 11 septembre



ISABELLE HACHEY
LA PRESSE À LONDRES

VINGT-SEPT jours après les atrocités qui ont choqué la planète, les forces britanniques ont participé hier aux premières frappes en Afghanistan, aux côtés des soldats américains.

Le Canada, la France, l'Allemagne et l'Australie se sont aussi engagés à prendre part à cette guerre contre le terrorisme. Une guerre qui ne fait que commencer.

Affichant un air de défi, le premier ministre britannique, Tony Blair, a déclaré que la coalition ne s'accorderait aucun répit avant l'éradication complète du réseau d'Oussama ben Laden, le Saoudien en exil hébergé par le régime des talibans en Afghanistan et tenu responsable des attentats du 11 septembre contre les États-Unis.

« C'est un moment de la plus haute gravité pour le monde », a déclaré Tony Blair. « Aucun des leaders impliqués dans cette action ne souhaite la guerre. Nous sommes pacifiques. Mais nous savons que, parfois, nous devons nous battre pour sauvegarder la paix. »

Mercredi dernier, Washington a demandé

à Londres de se tenir prêt pour les frappes. La base militaire britannique de Diego Garcia, située dans l'océan Indien, a été mise à la disposition des forces américaines.

Dans une courte adresse à la nation, hier, depuis son bureau du 10 Downing Street, M. Blair a affirmé que des sous-marins britanniques dotés de missiles de croisière avaient participé aux premières attaques, et que des avions seraient disponibles dans les jours à venir. Vingt-quatre navires de guerre et 23 000 soldats britanniques sont basés dans la région.

Le premier ministre a dit n'avoir aucun doute qu'Oussama ben Laden et son organisation, al-Qaeda, soient responsables des attaques contre le World Trade Center et le Pentagone. Il est tout aussi clair, a-t-il ajouté, que les terroristes sont soutenus par le régime des talibans en Afghanistan.

« L'action militaire que nous entreprenons ciblera les endroits où nous savons qu'al-Qaeda et son réseau sont actifs, ou l'appareil militaire des talibans. (...) Nous sommes déterminés à faire tout ce qui est humainement possible pour éviter des victimes civiles. »

M. Blair n'a pas révélé combien de temps dureront les frappes en Afghanistan. Mais la « campagne soutenue » des États-Unis et de ses alliés pourrait se poursuivre pendant des mois. M. Blair a souligné que l'objectif était « d'éradiquer le réseau de ben Laden » et de cibler le régime des talibans qui le « commande ».

Face au refus des talibans de coopérer, les forces alliées n'ont « d'autre choix » que de frapper, a dit M. Blair : « Il y a plus de deux semaines qu'un ultimatum a été lancé aux talibans pour qu'ils livrent les terroristes, sous peine d'en subir les conséquences. Il ne fait aucun doute qu'ils ne le feront pas. Ils ont eu le choix de se ranger du côté de la justice ou de celui de la terreur. Ils ont choisi la terreur. »

« Le monde comprend qu'il existe des dangers, bien sûr, à agir comme nous le faisons. Mais les dangers de l'inaction sont beaucoup plus grands. » Si les alliés ne font rien, a affirmé le premier ministre, ils risquent d'être victimes de nouvelles attaques terroristes. Les économies des pays et la stabilité du monde entier sont menacées.

Des centaines de Britanniques ont perdu la vie dans les attaques contre le World Trade Center. Mais même si cela n'avait pas été le cas, la Grande-Bretagne aurait dû agir, a dit M. Blair : « Nous savons qu'al-Qaeda menace (...) toutes les nations du monde qui ne partagent pas ses points de vue fanatiques. » Une opération militaire en Afghanistan constitue, selon lui, un acte d'autodéfense.

Le premier ministre, véritable pivot de la coalition contre le terrorisme international, revient tout juste d'une mission diplomatique en Russie, au Pakistan et en Inde. Il a affirmé hier que cette coalition, cruciale pour les Américains, s'était « renforcée, et non affaiblie » depuis les attentats du 11 septembre.

M. Blair a répété, comme il l'a fait plusieurs fois depuis le début de la crise, qu'il ne s'agissait pas d'une guerre contre l'islam. « Ça me met en colère, comme ça met en colère la vaste majorité des musulmans, lorsque ben Laden et ses associés sont décrits comme des terroristes islamiques. Ce sont des terroristes, purement et simplement. L'islam est une religion pacifique et tolérante, et les actes de ces gens sont contraires aux enseignements du Coran. »

Le premier ministre a expliqué que l'opération comptait trois volets cruciaux : militaire, diplomatique et humanitaire. Les millions d'Afghans qui souffrent de la famine recevront l'aide des alliés, a-t-il promis.

Le Parlement sera rappelé ce soir pour un nouveau débat d'urgence sur les frappes en Afghanistan. M. Blair a été critiqué pour ne pas avoir consulté davantage les élus britanniques. Depuis le 11 septembre, il n'a convoqué le Parlement qu'à deux reprises, chaque fois pour une journée seulement.

Mais rien ne semble pouvoir arrêter celui que les Britanniques surnomment désormais Président Blair tant sa « performance » sur la scène internationale fait de l'ombre à George W. Bush. « La Grande-Bretagne a appris cette leçon plusieurs fois dans l'histoire, a-t-il dit. Nous (ne nous battons) que lorsque la cause est juste. Cette cause est juste. (...) Notre détermination sera totale. Nous ne nous accorderons aucun répit avant que nos objectifs ne soient complètement atteints. »

Ben Laden déclare la guerre à l'Amérique et se réjouit des attentats

Agence France-Presse

DUBAI — Oussama ben Laden a déclaré hier la guerre à l'Amérique et s'est réjoui des attentats du 11 septembre qu'il a liés à la situation en Irak et dans les territoires palestiniens dans un message diffusé peu après le début des frappes américaines en Afghanistan.

Dans un message diffusé en exclusivité par la chaîne arabe al-Jazira, ben Laden, suspect numéro un dans les attentats terroristes à New York et Washington, a pour la première fois déclaré que ces attaques avaient été perpétrées par un « groupe des musulmans », sans pour autant les revendiquer.



Ayman al-Zawahiri, bras droit de ben Laden, est aussi apparu à la télévision, hier.

« Je jure par Dieu que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes », a-t-il dit, en allusion aux lieux saints musulmans en Arabie saoudite.

Réagissant au message de ben Laden, la Maison-Blanche a affirmé qu'il « justifiait la nécessité de vaincre le terrorisme ».

Barbe grise, vêtu d'un treillis militaire vert et entouré d'hommes armés de Kalachnikov, ben Laden a affirmé que les attentats, qui ont fait quelque 5500 morts et disparus, étaient le résultat de la politique américaine pro-israélienne et hostile à l'Irak, soumis à un embargo depuis 1990.

« Les enfants innocents sont jusqu'à aujourd'hui tués en Irak injustement et sans que cela soit dénoncé et sans que les dirigeants et sultans (arabes) bougent », a-t-il dit.

« Ces jours-ci, les chars israéliens pénètrent dans les villes palestiniennes (...) et dans d'autres terres musulmanes pour y semer la destruction et personne n'élève la voix ni ne bouge le doigt », a encore dit le milliardaire déchu de sa nationalité saoudienne.

L'islamiste, dont la tête a été mise à prix par Washington, s'est pour la première fois réjoui des attentats aux États-Unis.

« Voilà l'Amérique frappée par Allah dans son point le plus vulnérable, détruisant, Dieu merci, ses bâtisses les plus prestigieuses », a-t-il déclaré. « Voilà l'Amérique remplie de terreur de Nord au Sud et d'Est en Ouest », a-t-il martelé.

Selon lui, « Dieu a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes qui a détruit l'Amérique et nous implorons Allah d'élever leur rang et de les recevoir au paradis ».

Les auteurs des attentats, a-t-il affirmé « ont riposté au nom de leurs fils opprimés et de leurs frères et sœurs en Palestine et dans beaucoup d'autres pays musulmans ».

Ben Laden, « protégé » des talibans au pouvoir à Kaboul, a encore appelé « tous les musulmans à défendre leur religion ». « L'heure est venue pour les humiliés de se rebeller contre les infidèles ».

Le porte-parole de l'organisation de ben Laden, al-Qaeda, Soleiman Abou Ghaith, qui se trouvait aux côtés de son chef, a lancé un appel au « jihad » (guerre sainte) et indiqué que le groupe était prêt à la « confrontation avec les États-Unis ».

« Ô peuple de cette nation ! le jihad vous appelle, le jihad contre les juifs et les Américains, le jihad au nom de Dieu », a déclaré le porte-parole qui était apparu en premier sur l'écran, avant que ben Laden ne s'exprime à son tour.

Les deux dirigeants islamistes sont apparus assis et s'exprimaient sur un ton calme dans un micro devant un flanc de montagne avec, à leurs côtés, un fusil mitrailleur.

D'autres responsables d'al-Qaeda sont apparus, dont Ayman al-Zawahiri, considéré comme le bras droit de ben Laden.

« L'Amérique est le leader des criminels. La nation de l'islam ne peut pas accepter le crime représenté par Israël qui existe depuis cinquante ans », a-t-il dit.

Un présentateur de la chaîne qatarote a indiqué que l'enregistrement avait été réalisé « très récemment », sans donner d'autres précisions.



Le commandant Ataul-Haq, un combattant de l'Alliance du Nord, se tient à son poste, près d'un lance-roquettes de fabrication soviétique, au nord de Kaboul.

L'Alliance passe aussi à l'offensive

Associated Press

CHARIKAR, Afghanistan — Dans une offensive qu'elle dit coordonnée avec les raids militaires américains en Afghanistan, l'Alliance du Nord a attaqué hier soir les positions défendues par les talibans dans les montagnes dominant la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul.

Les opposants ont ainsi utilisé des lance-roquettes multiples vers 22h par une nuit claire et étoilée. Si les talibans ne sont pas délogés de ces positions, la base est inutilisable, aucun avion ne pouvant s'y poser. Les talibans ont alors répliqué avec des tirs de roquettes BM-21, dont certaines ont explosé à 200 mètres de l'endroit où étaient installés des journalistes étrangers observant les attaques à Charikar, une localité située à 40km au nord de Kaboul et tout près de la base de Bagram.

On a pu voir les rebelles ignorer ces tirs de roquettes et se diriger en direction du sud, vers Kaboul, en brandissant joyeusement leurs Kalachnikov. Mais en sens inverse, les premiers réfugiés civils commençaient à quitter la capitale après les bombardements anglo-américains.

Dans la soirée, Ashmat Froz, un représentant de l'Alliance en France, a par ailleurs affirmé sur France-3 que le général Rachid Dostom avait fait « une percée très importante » et se trouvait à 40 kilomètres de Mazar-e-Sharif, la troisième ville du pays. D'origine ouzbèke, cet ancien général communiste, plusieurs fois ennemi puis allié du commandant Massoud, avait été chassé par les talibans de son fief de Mazar-e-Sharif en 1997.

Plus tôt dans la journée, l'Alliance avait annoncé qu'elle avait été avertie le matin que les États-Unis avaient l'intention d'attaquer des positions des talibans.



Des soldats de l'Alliance du Nord à l'écoute de l'annonce de l'attaque américaine en Afghanistan.

Rahimullah, premier secrétaire de l'ambassade afghane au Tadjikistan, qui représente le gouvernement en exil à Douchanbé, a affirmé à l'Associated Press que l'Alliance voulait lancer prochainement sa propre offensive contre les talibans et pourrait essayer d'entrer dans Kaboul, « peut-être d'ici deux jours, peut-être d'ici une semaine ».

Le principal porte-parole de l'Alliance, le Dr Abdullah, avait déclaré pour sa part depuis Jabal-us-Saraj (65km au nord de Kaboul) que le but principal de l'opposition regroupée dans le Front uni islamique n'était pas de s'emparer de Kaboul.

Mais il a reconnu que les rebelles auraient besoin de contrôler la capitale s'ils souhaitaient un jour exercer le pouvoir.

À Washington, l'émissaire spécial du gouvernement afghan en exil, Haron Amin, a souligné que cette offensive « n'est que la première phase d'un plan coordonné entre nos forces au sol et les frappes de la communauté internationale ». « Nous espérons être dans les jours à venir en position de (...) mobiliser nos forces terrestres pour arracher l'Afghanistan des griffes du règne tyrannique des talibans », a-t-il dit par téléphone.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Le film des événements depuis le 11 septembre

Agence France-Presse

NEW YORK — Vingt-six jours après les attentats du 11 septembre à New York et Washington, Américains et Britanniques ont commencé hier à bombarder l'Afghanistan.

11 septembre

> Deux avions de ligne détournés s'écrasent sur le World Trade Center à New York qui s'effondrera, un troisième sur le Pentagone et un quatrième en Pennsylvanie.

> Fermeture de l'espace aérien des États-Unis (rouvert le 14).
> Les soupçons se portent sur l'organisation « Al Qaida » de l'islamiste Oussama ben Laden.

> Le président George W. Bush promet de « punir » les responsables et ceux qui les abritent.

12 septembre

> Le secrétaire d'État Colin Powell et le président parlent d'actes de « guerre ».

13 septembre

> Bush promet de conduire « le monde à la victoire » contre les instigateurs de « la première guerre du 21^e siècle ».

14 septembre

> Le Sénat approuve 40 milliards de dollars pour « recourir à la force ».

> M. Bush autorise le rappel de 50 000 réservistes.

15 septembre

> Le Pakistan se rallie aux États-Unis.

16 septembre

> Ben Laden dément toute implication.

17 septembre

> À la réouverture de Wall Street, le Dow Jones tombe à son plus bas niveau depuis décembre 1998 (-7,13 %).

18 septembre

> Washington souhaite une vaste coalition antiterroriste.

> Les talibans déclareront le jihad (guerre sainte) contre les États-Unis s'ils attaquent un pays musulman.

19 septembre

> Au Pakistan, une « fatwa » appelle au jihad contre les États-Unis s'ils attaquent l'Afghanistan.

20 septembre

> Le Pentagone annonce un redéploiement de forces vers le Proche-Orient et l'Océan Indien.

> Les oulémas (chefs religieux) afghans demandent que ben Laden « quitte l'Afghanistan de son plein gré ».

> Bush somme les talibans de le livrer.

21 septembre

> L'Union européenne (UE) demande une riposte « ciblée », sous l'égide de l'ONU.

> Coopération sino-américaine.

> Les États-Unis soutiennent l'opposition afghane du Nord.

> L'ex-roi Zaher Shah, exilé à Rome, propose un gouvernement de transition élu par les chefs afghans.

22 septembre

> Les Émirats arabes unis rompent avec Kaboul.

> Le Tadjikistan prêt à coopérer.

> Levée des sanctions américaines contre l'Inde et le Pakistan, imposées après les essais nucléaires (1998).

23 septembre

> Washington reconnaît la perte d'un avion-espion en Afghanistan.

24 septembre

> Gel des avoirs aux États-Unis de 27 entités soupçonnées d'association avec ben Laden. Plusieurs pays suivront.

> Arrivée à destination des bombardiers américains B-52 et B-1.

> La Russie participera à des « opérations de sauvetage ». Elle accroît son aide militaire à l'opposition afghane.

> L'Organisation Mondiale de la Santé met en garde contre des attaques chimiques ou biologiques.

25 septembre

> L'Arabie Saoudite rompt avec Kaboul.

> Le Kirghizstan ouvre son espace aérien.

> Bush appelle les Afghans au soulèvement.

26 septembre

> L'ex-ambassade américaine à Kaboul est incendiée.

> Coopération pakistano-américaine pour le Renseignement.

27 septembre

> La Syrie soutient une lutte antiterroriste dans le cadre de l'ONU.

28 septembre

> Le président aghan déchu Rabbani demande un soutien logistique.

> L'ONU adopte une résolution contraignant les États à priver les réseaux terroristes de soutien financier et logistique.

> 29 septembre

> Le mollah Omar, chef suprême des talibans, établit son quartier général militaire à Khost, près du Pakistan.

1^{er} octobre

> L'opposition décide à Rome la création d'un « Conseil suprême d'unité nationale de l'Afghanistan ».

> Les talibans accepteraient de partager le pouvoir avec les conseils des anciens de trois provinces du sud-est.

2 octobre

> Ils rejettent l'accord de Rome.

> Washington dit avoir prouvé l'implication d'Al Qaida.

3 octobre

> Washington et Londres ont déjà massé plus de 50 000 hommes, des centaines d'avions de combat et des dizaines de navires près de l'Afghanistan.

> L'opposition armée affirme s'intégrer aux préparatifs américains.

> Le renseignement américain a identifié vingt trois « camps d'entraînement de terroristes » en Afghanistan.

> Activation de l'article 5 de l'OTAN sur la solidarité des alliés.

4 octobre

> Le Pakistan admet la culpabilité de ben Laden.

> Nouvelle aide humanitaire américaine de 320 millions pour les Afghans.

5 octobre

> Pas de soutien militaire arabe aux États-Unis.

> L'opposition se dit prête à attaquer.

6 octobre

> Un millier de soldats d'élite américains arrivent en Ouzbékistan.

> Nouvel ultimatum de Bush demandant aux talibans de remettre ben Laden.

> Premier incident aérien au-dessus de Kaboul avec un avion non identifié sur lequel les talibans tirent.

7 octobre

> Les talibans annoncent avoir envoyé 8000 hommes en renfort à la frontière ouzbèke.

> À 12h38 (heure du Québec), des explosions violentes sont entendues à Kaboul.



Sur Time Square, à New York, les passants exprimaient leur inquiétude à l'annonce des frappes des États-Unis et de la Grande-Bretagne sur l'Afghanistan. C'est à Brooklyn que la réaction a été la plus vive: la communauté arabe dénonce la décision de George W. Bush.

Colère et indignation à Brooklyn

HUGO DUMAS

NEW YORK – Atlantic Avenue, à l'angle de la 3^e Avenue, au coeur du plus important quartier arabe de New York, dans Brooklyn. Latif Sadiq hurle sa colère à la face du journaliste planté devant lui.

«Les États-Unis doivent changer leur politique internationale et arrêter de se ranger du côté d'Israël. Ça fait des années que les Américains ne font rien quand des Palestiniens et leurs enfants sont tués. Les Américains sont des terroristes depuis bien longtemps. Le président Bush ne connaît même pas l'Islam et il prend des décisions irréfléchies », crie-t-il.

La puissante voix de Latif Sadiq, un animateur de télévision communautaire au fort gabarit, résonne dans tous les coins du minuscule commerce Noor As-Sunnah, qui vend livres et autres produits arabes. Rapidement, tous les clients de la boutique encerclent Latif Sadiq et en rajoutent. Derrière eux, la télévision est allumée à CNN.

«Les Américains doivent reculer. Les musulmans veulent la paix. Cette guerre tue des gens qui ne l'ont pas voulue », explique Serigne Mahammed, un Noir qui a passé toute sa vie dans Brooklyn.

Plus calme, Mustafa Rodriguez rappelle que toute action entraîne une réaction. «Ça ne peut qu'être pire maintenant », dit le petit homme, un Portoricain converti à l'Islam il y a 19 ans.

À l'extérieur du commerce Noor As-Sunnah, la nuit est tombée et Atlantic Avenue est déserte, mis à part les policiers new-yorkais qui sont postés pratiquement à tous les deux coins de rue. Le vent est glacial. Au Café égyptien Mélange,

Sofiane Ali dit ne plus rien comprendre. «Maintenant, les New-Yorkais ne se sentiront plus en sécurité nulle part. Est-ce qu'il y aura une guerre chimique? Qui peut prédire ce qui peut arriver maintenant? », demande le garçon de café.

Quelques portes plus loin, Mohamed Zohny, propriétaire du magasin Islamic Fashion, est triste.

«Je pense à tous les Afghans qui vivent déjà dans la pauvreté et qui ne mangent pas à leur faim. Ça ne pourra pas aller mieux pour eux. J'espère que les Américains comprennent que les musulmans ne sont pas tous des intégristes et que la grande majorité d'entre nous n'endossons pas ce qu'ils font », explique le sympathique grand-père, qui tient boutique sur Atlantic Avenue depuis 21 ans.

Mohamed Zohny ne comprend pas pourquoi le président George W. Bush s'est empressé de bombarder Kaboul. «Les Américains ne savent pas où est Oussama ben Laden. Ils ont tiré à l'aveuglette, dit-il. Quand on a mal au ventre, le médecin s'assure de savoir exactement quel organe est malade avant d'opérer. Ça devrait être la même chose dans une guerre: le président devrait savoir où se cache ben Laden avant de lancer des missiles sur des innocents. »

De sa fenêtre, Mohamed aperçoit la grande mosquée Masjid Al-Farooq. Deux agent du NYPD en gardent l'entrée. Est-ce une nouvelle mesure de sécurité déployée depuis la riposte américaine? « Non, répond bêtement le policier. C'est comme ça partout dans New York. »

En effet. Les policiers new-yorkais contrôlent les accès aux ponts, patrouillent les lieux touristiques, les stations de métro et dirigent la circulation à travers toute la Grosse Pomme.

En conférence de presse hier, le

maire de New York, Rudolph Giuliani, a indiqué que les mesures de sécurité ont été accrues partout dans sa ville après les premières frappes en Afghanistan. Rudolph Giuliani a aussi demandé aux touristes de ne pas s'agglutiner aux abords de ce qui reste du World Trade Center, par respect pour les milliers de morts. «Ce n'est pas une attraction touristique, mais peut-être le plus grand cimetière dans l'histoire américaine », a expliqué le maire, en rappelant que Wall Street n'était pas un endroit pour les touristes maintenant.

Des journaux ont même rapporté que des touristes franchissent le périmètre de sécurité et tentent par tous les moyens de s'approcher des décombres. Certains essaient même de voler des débris noircis par les incendies.

La Statue de la liberté et les Nations unies sont toujours fermées aux visiteurs. Ceux qui veulent grimper en haut de l'Empire State Building doivent obligatoirement présenter des pièces d'identité.

Hier matin, New York semblait pourtant avoir repris goût à la vie, un mois après les attaques terroristes. Dans Central Park, des milliers de joggeurs participaient à un festival de la santé. L'église St. Vincent Ferrer, à l'angle de l'avenue Lexington et de la 66^e rue, était bondée d'ados et de jeunes familles, venus prier pour ceux qui ont péri dans les tours du World Trade Center. Et les clients entraîaient à pleines portes dans les grands magasins comme Bloomingdale's et Saks Fifth Avenue.

À la radio hier soir, Rudolph Giuliani a assuré que le grand défilé du Columbus Day, prévu ce midi sur la 5^e Avenue, aurait toujours lieu. Cet événement organisé en l'honneur de Christophe Colomb sera le premier grand rassemblement tenu depuis le 11 septembre.

Le vice-président Dick Cheney mis à l'abri

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le vice-président américain Dick Cheney a été installé dans une nouvelle résidence tenue secrète à titre de précaution, à la suite des frappes déclenchées par les États-Unis en Afghanistan.

« Le vice-président a pris quartier dans un autre endroit dimanche après-midi », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer.

« Comme il y a trois semaines, diverses mesures de sécurité ont été prises », en raison du déclenchement des opérations militaires contre le chef fondamentaliste Oussama ben Laden et des objectifs militaires talibans en Afghanistan.

L'administration Bush a d'ailleurs appelé les Américains à une vigilance renforcée, en estimant que les frappes allaient augmenter les risques de nouveaux attentats, qui selon des sources officielles restent très

réels. « Cette action pourrait se traduire par un fort sentiment anti-américain et des mesures de représailles contre les citoyens et les intérêts américains dans le monde, de la part de terroristes et de ceux qui leur sont favorables ou soutiennent le terrorisme en général », a indiqué le département d'État dans un communiqué.

48 h après les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center et le Pentagone, les responsables de la sécurité présidentielle avaient déjà estimé nécessaire de séparer physiquement le président George W. Bush et M. Cheney, afin que la continuité du pouvoir aux États-Unis puisse être assurée quoi qu'il arrive.

M. Cheney s'était alors installé pendant quelques jours à Camp David, la résidence de campagne présidentielle située à environ 90 km au nord-ouest de Washington.

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit

Associated Press

NATIONS UNIES — Le conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies (ONU) se réunira aujourd'hui à la demande des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour discuter des attaques aériennes en Afghanistan, a déclaré hier un porte-parole des Nations unies.

Les diplomates américains et britanniques doivent rencontrer les 13 autres membres du Conseil lors d'une réunion à huis-clos organisée

à 23 h (21 h GMT) aujourd'hui afin de les informer sur leurs opérations, selon Manoel de Almeida e Silva, porte-parole adjoint de l'ONU. Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre perpétrés aux États-Unis, en reconnaissant le droit des États-Unis à « une autodéfense collective ou individuelle ».

L'ONU a qualifié ces attaques de « menace à la paix et à la sécurité internationales » et exprimé sa vo-

lonté de « prendre toutes les mesures nécessaires » pour répondre aux attaques subies par les États-Unis et combattre toutes les formes de terrorisme. Les Nations unies ont également mis en place une commission sous la tutelle de l'ambassadeur britannique Jeremy Greenstock, chargée de contrôler la mise en place de mesures de lutte contre le terrorisme. Tous les pays membres doivent soumettre dans les 90 jours un rapport sur les actions entreprises.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

La guerre fait peur

Permettez que je reprenne les choses depuis le début.

Pourquoi la tuerie du 11 septembre ? Pour terroriser. Pourquoi Ben Laden veut-il terroriser les Américains ?

La guerre sainte ? Si vous voulez. Mais la guerre, sainte ou non, a toujours un objet. Au bout du compte, au bout des combats, il s'agit d'imposer quelque chose. De nouvelles limites territoriales, une idéologie. Si on parle de guerre sainte, d'imposer une religion.

Ben Laden songe-t-il à imposer l'islam — dans sa sanglante interprétation — aux États-Unis ? Réve-t-il d'envahir les États-Unis, y raser Hollywood, interdire la télévision et le cinéma comme en Afghanistan ?

Non. Ben Laden a-t-il voulu punir les États-Unis de leur indéfectible parti pris pour Israël dans le conflit palestinien ?

Non plus. Ben Laden n'a rien à foutre des Palestiniens. Ben Laden n'est pas un politicien. C'est un intégriste. Un hyper curé. Tout ce qu'il veut, c'est le Bien. Il veut purifier le monde. Le guérir. Le nettoyer de ses impuretés, de ses maladies. Il ne veut pas d'une société civile (lois et institutions). Il veut que le peuple suive La Voie (la Charia).

Contrairement à ce que pense M. Bush, Ben Laden est très peu interpellé par les va-

leurs de la société américaine. Comme tous les intégristes, l'homogénéité de sa communauté, la communauté musulmane — l'Oumma — est au cœur de ses préoccupations. Il n'a absolument rien à foutre des Chrétiens. Le milliard de musulmans dans le monde, voilà ce qui l'occupe. Et l'inquiète au plus haut point.

C'est que le monde musulman est loin de suivre La Voie. Loin de partager l'aversion de Ben Laden pour le progrès technique, la démocratie, l'égalité des sexes, les droits de l'homme. Il ne faudrait pas grand-chose en Iran pour que tombent les mollahs, en Syrie, en Irak pour que tombent les tyrans. Les jeunes du Bangladesh et du Pakistan ne sont pas moins épris de modernité que les jeunes du monde entier. Et ça, ça terrifie Ben Laden.

Ben Laden n'a pas peur des bombes. Il a peur d'un système éducatif de qualité. Il a peur du contrôle des naissances. Il a peur de l'égalité des sexes. Ben Laden n'a pas peur des commandos. Il a peur des institutrices laïques.

Quand Ben Laden a lancé ses terroristes à l'assaut de New York le 11 septembre, c'est horrible à dire, mais c'était en quelque sorte une diversion. Il était en train de perdre la seule guerre qui le préoccupe — contre l'occidentalisation de sa communauté — et il se



demandait quel choc cathartique pourrait arrêter le cours inéluctable de l'Histoire. Il se demandait autour de quoi rassembler sa communauté, recréer le mythe de l'Oumma homogène, sans laquelle il n'y a pas d'intégrisme. Et il a trouvé, merci Allah : une guerre sainte.

Le 11 septembre, quelques heures après le choc, sans se donner le temps de revenir de sa stupeur, M. Bush déclarait très imprudemment : les États-Unis sont en guerre.

Une guerre que, dès lors, Ben Laden ne pouvait plus perdre. Sur le terrain sans doute, il perdra. Et encore, non sans gagner quelques petites batailles qui ajouteront à son prestige. Sur le terrain sans doute il y laissera sa vie, mais dans le cœur une fois de plus humilié d'un milliard de musulmans, il a déjà gagné.

La guerre fait peur. Elle installe un trou noir dans un dimanche après-midi presque tranquille. Elle installe des fatalités contre lesquelles ne peuvent rien nos volontés, nos systèmes, nos politiques. La guerre est un échec.

Ce n'est pas pour cela qu'il ne faut pas la faire quand on a essayé tout le reste.

A-t-on tout essayé ?

Encore une fois, comme toutes les fois qu'il s'agit des musulmans, l'Occident a saupoudré ses millions de dollars humanitaires tout en refusant sa confiance aux gens, aux intellectuels et aux politiques. Comme toutes les fois elle a négocié avec des potentats féodaux, des dictateurs militaires (au Pakistan, en Ouzbékistan, en Arabie).

Encore une fois l'Amérique débarque avec ses gros sabots. Elle n'a pas compris que les musulmans partageraient son deuil et sa douleur mais pas son humiliation. Humiliés eux-mêmes si souvent. Des voix s'élèvent partout où l'on a massacré au nom du bien, et où les pilotes étaient américains. Une comptabilité de l'effroyable, un humour de l'horreur, circule sur Internet.

La guerre fait peur. Elle installe des fatalités contre lesquelles ne peuvent rien nos volontés. La guerre est un échec. Ce n'est pas pour cela qu'il ne faut pas la faire. Je suis presque d'accord, il faut bien faire la guerre aux talibans et à ben Laden. Pas parce qu'ils incarnent le mal. Parce que le contraire. Ils incarnent le Bien.

Mais les Américains aussi incarnent le Bien.

La guerre fait peur parce qu'elle oppose le Bien contre le Bien. La guerre fait peur parce que c'est toujours le Bien qui gagne.

Ben Laden : un nom lourd à porter

Un frère d'Oussama ben Laden se livre au *Boston Globe*

AGNÈS GRUDA

DEPUIS LE 11 septembre, Abdullah Binladin n'utilise plus sa carte de crédit, il évite de dire son nom à des étrangers et il a cessé ses séances de jogging le long de la rivière Charles, à Boston — la ville qu'il habite depuis pas loin de dix ans.

Abdullah Binladin est l'un des plus jeunes frères du terroriste le plus recherché de la planète : Oussama ben Laden. Dans un message préenregistré qui a fait le tour de la planète, hier, celui-ci menace les Américains de ne plus jamais pouvoir vivre en sécurité chez eux. Mais de nombreux membres de sa famille ont vécu ou vivent encore en Amérique.

C'est le cas d'Abdullah Binladin. Dans une entrevue publiée par le *Boston Globe*, cet homme de 35 ans qui détient un doctorat en droit de Harvard, raconte comment son nom est devenu lourd à porter depuis les attentats terroristes du mois dernier.

Abdullah affirme s'être senti très triste au lendemain de cette tragédie. « Mais j'ai senti que c'était aussi une tragédie pour ma famille. Comment les gens vont nous regarder maintenant ? » a-t-il raconté au quotidien bostonnais.

Le père d'Abdullah et d'Oussama, Mohammed Binladin, a eu 54 enfants avec un nombre indéterminé de femmes. Si Mohammed était un analphabète doué, paraît-il, d'une mémoire prodigieuse, il a tenu à ce que ses fils soient instruits. Et la plupart d'entre eux ont fait des études en Occident.

Les Binladin — c'est de cette manière que la majorité des membres de la famille écrivent leur nom en anglais — connaissent bien Boston. Un des frères d'Abdullah est venu y étudier au début des années 70. Plusieurs membres de la famille sont passés par Harvard, qui a pu à plusieurs reprises profiter de la générosité de cette riche famille saoudienne. Celle-ci a donné par exemple un million de dollars à l'École de design.

Ces derniers temps, douze Binladin, pour la plupart des neveux et des nièces d'Abdullah, vivaient dans la région de Boston. Huit jours après les attentats, onze d'entre eux sont montés à bord d'un avion affrété saoudien et ont quitté les États-Unis. Seul Abdullah est resté. Mais, ainsi qu'il le confie au *Boston Globe*, sa vie a changé.

Selon des informations qui ont déjà circulé au cours des dernières semaines, Oussama ben Laden a glissé progressivement vers l'intégrisme après s'être engagé à libérer l'Afghanistan des envahisseurs soviétiques, au début des années 1980. Son cheminement était mal vu par sa famille, indique son frère cadet. Et la guerre du Golfe a précipité la rupture entre Oussama et les autres Binladin.

Oussama ben Laden n'a jamais accepté que l'Arabie Saoudite accueille des troupes américaines sur son territoire. Pour lui, cela équivalait à abandonner à des forces impies le lieu de naissance du prophète Mahomet. « Au début des années 90, la famille a fait plusieurs tentatives pour inciter Oussama à modérer ses opinions », raconte son frère Abdullah. Quand ces tentatives ont échoué, la famille a décidé de couper les liens. Oussama a été unanimement répudié et déshérité en 1994.

Abdullah n'a pas très bien connu son grand frère. C'est en 1988, aux funérailles d'un de leurs frères, qu'Abdullah a vu Oussama pour la dernière fois. En 1991, l'Arabie Saoudite a forcé Oussama ben Laden à l'exil.

Si Oussama a adopté une lecture très rigoriste du Coran, ses frères et soeurs ont opté pour un mode de vie plus moderne. Par exemple, tous les frères d'Abdullah sont monogames. Abdullah, lui, est toujours célibataire.

« Nous sommes une grande famille, chaque famille a un mouton noir », dit-il en parlant de son grand frère.

Un mouton noir qui coûte cher : au lendemain des attaques du 11 septembre, plusieurs compagnies occidentales ont coupé les liens avec le Groupe Binladin. « Oussama a kidnappé notre nom », constate son jeune frère Abdullah.



La partie de football opposant les Steelers de Pittsburgh et les Bengals de Cincinnati hier après-midi, à Pittsburgh, a été interrompue à la mi-temps par le discours de George W. Bush à la nation. Le président faisait le point sur les frappes conjointes des États-Unis et de la Grande-Bretagne en Afghanistan.

Bush a décidé samedi d'attaquer l'Afghanistan

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président George W. Bush a pris samedi la décision de déclencher des frappes en Afghanistan, a indiqué hier la Maison-Blanche en précisant qu'il avait communiqué sa décision samedi soir aux dirigeants du Congrès et à Tony Blair, le premier ministre britannique.

« Le président a appelé les dirigeants du Congrès la nuit dernière. Il les a notifiés de l'imminence d'opérations militaires », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer.

Un autre responsable a précisé que Tony Blair avait été également prévenu samedi soir. Des sous-marins britanniques ont participé aux frappes en tirant des missiles Tomahawk sur des cibles en Afghanistan.

M. Fleischer s'est en revanche refusé à préciser quand exactement samedi M. Bush avait pris la décision de déclencher les frappes.

Le président s'était rendu vendredi après-midi dans sa résidence de campagne à Camp David, à environ 90 km au nord-ouest de Washington. Il était accompagné du secrétaire général de la présidence Andrew Card et de sa conseillère pour la sécurité nationale Condoleezza Rice.

Samedi dans la matinée, il avait tenu

un nouveau conseil de guerre depuis Camp David, en téléconférence avec ses principaux conseillers pour la sécurité nationale.

Il est rentré en milieu de matinée hier à la Maison-Blanche par hélicoptère.

En arrivant dans le bureau Ovale de la Maison-Blanche à son retour, il avait confié à M. Fleischer sur un ton grave : « Je les ai honnêtement avertis, mais ils ont décidé de ne pas en tenir compte. »

Deux heures et demi plus tard, M. Bush annonçait le début des frappes dans une allocution télévisée en direct à la nation.

Entre-temps M. Bush et le vice-président Dick Cheney avaient pendant près d'une heure multiplié les coups de téléphone pour prévenir une douzaine de dirigeants étrangers que les opérations militaires allaient démarrer.

Ils ont appelé les présidents Vladimir Poutine (Russie), Jacques Chirac (France) Pervez Musharraf (Pakistan), Islam Karimov (Ouzbékistan), le roi Abdallah de Jordanie, le prince héritier saoudien Abdallah ainsi que les Premier ministres Jean Chrétien (Canada), Junichiro Koizumi (Japon) Ariel Sharon (Israël) et Atal Behari Vajpayee (Inde) ainsi que le secrétaire général de l'OTAN Lord Robertson.

Après son intervention télévisée, M. Bush a réuni quelques proches collabora-

teurs pour un rapide déjeuner composé de sandwiches. La conversation a tourné « autour de l'importance de la mission qui reste à accomplir », a précisé M. Fleischer.

Le porte-parole a indiqué que le président lui était apparu hier « résolu et déterminé ».

« Il sait que sa première tâche est de donner aux militaires et à tous ceux engagés dans cette bataille les outils nécessaires pour réussir cette mission. Mais il sait qu'il a aussi la tâche d'expliquer au pays ce que fait le gouvernement et pourquoi (...) et d'aider la nation à panser ses plaies, a ajouté M. Fleischer. Aucun président ne lance une mission militaire sans une totale compréhension du sérieux qu'elle représente », a-t-il noté.

« Et pour avoir été en déplacement avec lui le 11 septembre, je suis bien placé pour dire que dès les premiers moments il avait compris qu'il s'agissait d'une guerre et qu'il allait devoir y préparer la nation, le pays ayant été attaqué », a encore affirmé le porte-parole.

Aujourd'hui, M. Bush aura l'occasion de revenir sur la campagne engagée contre le terrorisme, en participant à la prestation de serment du nouveau coordinateur pour la lutte antiterroriste aux États-Unis, l'ex-gouverneur de Pennsylvanie Tom Ridge, lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche dans la matinée.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Oussama ben Laden, l'homme le plus recherché de la planète

Agence France-Presse

KABOUL — L'islamiste Oussama ben Laden, qui, selon l'ambassadeur des talibans à Islamabad, est sorti vivant hier soir des premiers bombardements américano-britanniques sur des cibles en Afghanistan, est sans aucun doute l'homme le plus recherché de la planète.

Celui qui s'est ouvertement réjoui des attentats qui ont frappé l'Amérique et promis que celle-ci ne connaîtrait « plus jamais » la sécurité, est depuis 1996 l'« hôte » des talibans au pouvoir à Kaboul.

Ben Laden, 44 ans, 12^e enfant (sur 58) d'un magnat saoudien de la construction, proche de la famille royale, est depuis dix ans la bête noire des services occidentaux.

Cet homme grand et mince, qui arbore toujours le turban traditionnel, est recherché par la justice américaine pour les attentats contre les ambassades des États-Unis à Nairobi et Dar es-Salaam en 1998, qui avaient fait au total 224 morts — dont une douzaine d'Américains — et des milliers de blessés.

Il est aussi soupçonné d'avoir commandité en octobre 2000 une attaque à l'explosif contre le destroyer américain *USS Cole* dans le port d'Aden, au Yémen, où 17 marins américains ont trouvé la mort.

Dès 1973, ben Laden se lie à des groupes islamistes. Après l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, il se rend dans ce pays où il prend le commandement et finance une brigade de quelque 20 000 hommes recrutés dans différents pays du monde arabe. Il lutte contre l'envahisseur soviétique avec l'aide de la CIA, l'agence de renseignement américaine. Son réseau, al-Qaeda (la base), daterait de 1988, soit un an avant le retrait soviétique de l'Afghanistan. Après le déclenchement de la guerre du Golfe en 1991, ben Laden déclare la « guerre sainte » aux États-Unis, accusés d'avoir occupé sa terre natale, l'Arabie Saoudite, en y déployant des troupes après l'invasion du Koweït par l'Irak.

Il regagne l'Arabie en 1992, mais son passeport saoudien lui est retiré par Ryad, qui l'accuse de soutenir des groupes islamistes en Égypte et en Algérie.

Ben Laden s'installe au Soudan, mais les services de renseignement américains le soupçonnent de financer des camps d'entraînement terroristes. Sa nationalité saoudienne lui sera finalement retirée en 1994, après la publication de « fatwas » dénonçant les États-Unis et la famille royale saoudienne. En 1996, c'est le Soudan qui lui demande de partir, sous la pression des Nations unies qui menacent Khartoum de sanctions. Il refait ensuite surface en Afghanistan d'où il lance de nouveaux appels antiaméricains.

Considéré par les États-Unis comme le



Photo AP

Oussama ben Laden, 44 ans, 12^e enfant (sur 58) d'un magnat saoudien de la construction, proche de la famille royale, est depuis dix ans la bête noire des services occidentaux.

financier du terrorisme islamiste, ben Laden a été placé par le FBI en 1999 sur sa liste des 10 personnes les plus recherchées dans le monde. Le 23 septembre dernier, Washington a même décidé d'offrir 25 millions de dollars pour toute information permettant d'appréhender Oussama ben Laden.

En dépit des demandes répétées de Washington, les talibans ont systématiquement refusé d'extrader leur « hôte ».

Ben Laden était réputé passer l'essentiel de son temps à Kandahar, ville du sud de l'Afghanistan où réside également le chef suprême des talibans, le mollah Omar.

Depuis les attentats du 11 septembre, il aurait quitté Kandahar et se déplacerait de camp en camp le long de la frontière pakistanaise et dans les déserts entourant la ville.

Le siège des Talibans a été touché

Associated Press

ISLAMABAD, Pakistan — De la fumée noire ondoyait de la résidence du chef suprême des talibans, le mollah Muhammad Omar, à la suite d'une vague d'attaques au missile qui a frappé hier le coeur de la milice au pouvoir en Afghanistan, ont indiqué des sources proches des talibans.

Le mollah Omar a survécu, a déclaré l'ambassadeur des talibans au Pakistan. Mais le fief taliban de Kandahar — déjà une ville miteuse, dont les rues ont été trouées par les roquettes et les maisons balafrees par des balles — semblait avoir souffert de la riposte anglo-américaine visant à expulser les terroristes qui vivent en Afghanistan.

L'assaut contre la ville du sud de l'Afghanistan s'est déroulé en trois vagues au moins, selon des sources des talibans qui ont parlé à l'Associated Press par téléphone, à la condition de garder l'anonymat.

La première vague visait l'aéroport, qui avait été construit par les États-Unis comme point de ravitaillement entre l'Europe et l'Inde, avant que les long-courriers Boeing 747 n'entrent en service.

Lors de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, qui a débuté en 1979, l'aéroport servait de base aux frappes aériennes contre le mouvement de résistance islamique, à l'époque appuyé par les États-Unis.

Aujourd'hui, le complexe aéroportuaire comprend 300 bâtiments construits en 1996 pour les combattants du réseau terroriste Al-Qaeda, dirigé par Oussama ben Laden, le principal suspect des attentats du 11 septembre aux États-Unis.

Le gouvernement américain a soutenu que les frappes d'hier visaient le leadership des talibans pour avoir hébergé ben Laden et Al-Qaeda, qui compte des camps d'entraînement à la grandeur du pays.

Dans la deuxième vague, plus précise que la première, des missiles ont atteint le siège militaire des talibans au coeur de



Photothèque AP

Le mollah Muhammad Omar, qui se qualifie de serviteur de l'islam, vit modestement, selon ses proches.

la ville, de même que la résidence fortifiée du mollah Omar, située à environ 14 kilomètres de Kandahar, ont précisé les sources.

Omar avait emménagé dans le complexe fortifié, l'an dernier, après qu'une forte explosion soit survenue à l'extérieur de sa demeure du centre-ville. Plus de 40 personnes avaient été tuées dans la déflagration, dont plusieurs de ses gardes.

L'Alliance du Nord avait à l'époque été blâmée pour cet attentat.

Les frappes d'hier étaient bien ciblées. Selon les sources des talibans, les demeures de terre cuite entourées de hauts murs sises dans les environs du quartier général militaire ont apparemment été éparpillées — quoique les autorités n'aient pas été en mesure de vérifier de très près pour s'en assurer.

La semaine dernière, plusieurs résidents de Kandahar qui se sont réfugiés au Pakistan ont indiqué que les talibans lourdement armés que l'on avait l'habitude de voir flâner autour du quartier général avaient disparu. Dans l'édifice, les rares personnes visibles étaient pour la plupart des Arabes membres d'Al-Qaeda, racontaient-ils.

Dans la ville de Jalalabad, dans l'est, on rapportait hier trois explosions, l'une d'entre elles étant apparemment survenue à Farmada, où vivaient naguère des centaines de guerriers arabes.

Rishkore, un camp situé à la périphérie sud de Kaboul, a aussi été pris pour cible hier. Il avait cependant été déserté des mois avant que surviennent les attaques terroristes du mois dernier contre les États-Unis, affirment des résidents de la capitale afghane. L'infrastructure existait toujours, cependant : on y retrouvait des maisons, des bureaux et des sites d'entraînement.

Les Afghans qui traversent librement la frontière pakistanaise affirment que la plupart des camps utilisés par les militants terroristes — la plupart Arabes, Pakistanais, Ouzbeks et Tchétchènes — ont été désertés après les attentats du 11 septembre.

Détruire les camps d'entraînement d'Al-Qaeda dans les régions montagneuses qui parsèment l'Afghanistan sera beaucoup plus difficile, avancent certaines sources chez les talibans — tout comme d'autres sources, qui les connaissent bien.

« Ils ont des camps dans chaque province », a révélé un haut responsable taliban qui n'a pas voulu révéler son identité.

Les grandes dates de l'Afghanistan depuis 1973

Agence France-Presse

KABOUL — Voici les grandes dates de l'Afghanistan depuis la déposition du roi Zaher Shah par le général Daoud, en 1973, et la proclamation de la république après 200 ans de monarchie.

> **Juillet 1973** : le prince Mohammed Daoud, ancien premier ministre prosoviétique (1953-1963), renverse son cousin le roi Zaher Shah qui s'exile en Italie. Il proclame la république dont il deviendra le premier président.

> **Avril 1978** : Daoud est tué dans un coup d'État appuyé par Moscou. Mohammed Taraki devient chef de l'État.

> **27 décembre 1979** : les Soviétiques envahissent l'Afghanistan, exécutent Hafizullah Amin qui s'était emparé de la présidence trois mois plus tôt et installent Babrak Karmal au pouvoir.

> **Mai 1986** : démission de Karmal, remplacé par le chef de la police secrète Mohammed Najibullah.

> **Mai 1988** : début du retrait, qui s'achèvera en février 1989, des troupes soviétiques vaincues par les moudjahidines soutenus par les États-Unis. La guerre a fait environ 1,5 million de morts et entraîné l'exode vers l'Iran et le Pakistan de quelque cinq millions d'Afghans.

> **1989 à 1992** : lutte entre les moudjahidine et le gouvernement communiste de Najibullah qui se retire en avril 1992. Il est remplacé par Burhanuddin Rabbani, un modéré soutenu par le commandant tadjik Ahmed Shah Massoud.

> **16 avril 1992** : démission de Najibullah qui met fin au régime communiste au pouvoir depuis 14 ans, mais ouvre une guerre civile entre moudjahidine, divisés en factions ethniques et régionalistes.

> **Mai 1992** : le commandant Massoud du Jamiat-i-Islami (parti islamiste modéré) devient ministre de la Défense. Le mois suivant, le Tadjik Rabbani, chef du Jamiat, est nommé président intérimaire avant d'être élu président en décembre.

> **Mars à mai 1993** : accord de paix entre les factions rivales prévoyant un partage du pouvoir. Massoud accepte d'abandonner son portefeuille de la Défense. Mise en place d'un gouvernement dirigé par Gulbuddin Hekmatyar (pachtoune, ethnique majoritaire), chef du Hezb-i-Islami (fondamentaliste).

> **Octobre 1994** : apparition sur la scène afghane de la milice islamique des talibans soutenus par le Pakistan. En moins d'un an, ces « étudiants en théologie » qui veulent imposer la charia (loi islamique) contrôlent la moitié sud du pays.

> **Mai 1996** : Hekmatyar et Massoud s'entendent sur la composition d'un gouvernement dont Hekmatyar devient premier ministre le 26 juin.

> **27 septembre 1996** : les talibans s'emparent de Kaboul, exécutent Najibullah et instaurent un « système islamique complet ». Les talibans ferment les écoles pour filles, interdisent le travail des femmes et rétablissent les châtements islamiques.

> **Octobre 1996** : accord d'assistance militaire entre le communiste ouzbek Abdul Rachid Dostam, le tadjik Massoud et le Hezb-i-Wahdat de Khalili (chiite pro-iranien). Cette opposition contrôle le nord du pays.

> **24 mai 1997** : avec l'aide du général Abdul Malik qui a chassé le général Dostam, les talibans s'emparent de Mazar-i-Sharif, la « capitale » de l'opposition. Ils la perdront deux jours plus tard avec le revirement de Malik.

> **20 août 1998** : treize jours après un double attentat contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie (224 morts et quelque 5000 blessés), les États-Unis bombardent des camps d'extrémistes musulmans visant, sans l'atteindre, le milliardaire islamiste Oussama ben Laden. Réfugié en Afghanistan depuis 1996, après le retrait de sa nationalité saoudienne, il est accusé d'avoir commandité les opérations terroristes.

> **Septembre 1998** : les talibans contrôlent plus de 80 % du pays mais ne sont reconnus que par le Pakistan, l'État des émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

> **6 juillet 1999** : les É.-U. décident d'imposer des sanctions économiques au régime taliban.

> **14 novembre 1999** : entrée en vigueur des premières sanctions de l'ONU : embargo aérien et gel des avoirs du régime taliban à l'étranger.

> **3 novembre 2000** : accord talibans-opposition pour des pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU.

> **20 novembre 2000** : les talibans rejettent un plan de paix de l'ex-roi Zaher Shah, en exil à Rome depuis 1973.

> **20 décembre 2000** : nouvelles sanctions de l'ONU.

> **20 février 2001** : environ un million de personnes sont au bord de la famine, déclare l'ONU dont les bureaux à Kaboul doivent être fermés sur ordre des talibans.

> **1^{er} mars 2001** : début du dynamitage des statues, y compris les célèbres bouddhas géants de Bamiyan (centre), ordonné par le chef suprême des talibans le mollah Mohammad Omar.

> **9 septembre 2001** : Massoud, le chef de l'opposition, est victime d'un attentat-suicide à la caméra piégée, cinq mois après avoir été reçu à Paris, Strasbourg et Bruxelles.

> **11 septembre 2001** : des avions de ligne détournés s'écrasent à New York et Washington faisant au moins 6807 morts ou disparus de 62 pays. Les États-Unis exigent l'extradition de ben Laden, le suspect numéro un.

> **15 septembre 2001** : annonce du décès du commandant Massoud.

> **20 septembre 2001** : des centaines d'oulémas d'Afghanistan appellent les talibans à faire en sorte que ben Laden « quitte l'Afghanistan de son plein gré ». Le président Georges W. Bush menace les talibans de partager le sort des terroristes s'ils ne livrent pas ben Laden immédiatement.

> **7 octobre 2001** : Le président Bush annonce que les frappes américaines ont débuté contre des camps d'entraînement des terroristes et des installations militaires des talibans en Afghanistan.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

Sans joie



Nous ne savons que ce qu'on a bien voulu nous en dire. Nous ne savons pas comment les frappes ont été faites. Ni le nombre de victimes. Ni si l'on est plus avancé ce matin.

Mais après avoir entendu la réaction d'Oussama ben Laden, hier après-midi, qui pense encore que la voie pacifiste pouvait dénouer quoi que ce soit ?

Dans cette morbide partie d'échecs, Oussama ben Laden savait à l'avance quel serait son prochain coup. Les bombes viendraient bien à tomber. Où exactement, combien, quel jour, cela importait assez peu pour la suite de la partie : il savait ce qu'il y avait à dire de cela.

La sentence avait donc été préenregistrée. La cassette a été jouée à la télé arabe immédiatement après l'annonce des premières frappes. Ben Laden, dans ce qui ressemble à un fond de scène afghan, a été entendu. Et pas seulement sur Al Jazeera. Partout.

Vous, Américains — vous non plus — ne serez plus en sécurité, a-t-il dit. Ni dans vos villes, ni dans vos maisons, ni dans vos têtes.

Ce n'est que la traduction en mots de ce que nous a dit le 11 septembre. Mais peut-être voulait-on l'oublier ? Ou penser, comme bien des Canadiens, que nous ne sommes pas directement concernés ?

À tous ses publics, il veut faire croire qu'il s'agit d'une guerre religieuse. Il veut présenter la terreur comme une guerre sainte. Et que l'on en vienne à confondre l'islam et sa guerre à lui. Pour que le feu se nourrisse de lui-même.

Pour que, chez les alliés, des voix s'élèvent : vous voyez bien, ces ripostes nous fragilisent ! Nous tombons dans le piège de ben Laden ! D'autres bombes viendront !

Bien sûr qu'il s'agit d'un piège. Mais la guerre sainte contre les « croisés » et les juifs, elle a été déclarée par ben Laden il y a plusieurs années. Comment ne pas voir dans l'horreur du 11 septembre, dans sa minutieuse planification, avant, pendant et après, l'annonce d'autres atrocités ? Pense-t-on sé-

rieusement qu'il allait s'arrêter en si bonne voie, alors qu'il touche son plus grand succès ? Pense-t-on que toute la diplomatie du monde puisse venir à bout de tant de détermination dans l'horreur ?

« Ce sont des temps difficiles qui nous mettent tous à l'épreuve, a dit l'homme de l'heure, Tony Blair. Les gens ont raison de se demander ce que les terroristes feront en retour. »

Il a voulu se faire minimalement rassurant. Mais c'est ce que nous nous demandons tous. Y compris ceux qui voudraient jouer la carte pacifiste. En ce sens, le message de ben Laden a été reçu 10 sur 10.

Il y aura des ripostes, c'est entendu. Des ripostes ? L'on pourrait dire, simplement, la continuation de la terreur.

C'est pourquoi le premier ministre britannique a raison, encore une fois, de dire qu'il s'agit d'un moment d'extrême gravité pour le

monde. Et qu'il arrive parfois que pour préserver la paix, il faille se battre.

Sans joie et en tremblant. Mais nous sommes promis aux tremblements et déjà, il n'y a rien de bien joyeux.

■ ■ ■

Une question, comme ça : où est le Tony Blair canadien ? Qui aura les mots, l'intelligence et le cœur de mener ce pays, qui a peur lui aussi, dans la longue tourmente qui nous attend ?

Je ne suis pas bien sûr que le gouvernement Chrétien partage, au même niveau, très exigeant, ce sentiment d'urgence, de gravité et de détermination dans l'action. Je me demande si, comme cela est tentant, il ne s'en trouve pas à Ottawa pour espérer que la discrétion nous garantisse plus de sécurité.

À moins qu'encre ce matin, il s'en trouve pour se sentir spectateurs. Sympathiques, certes, mais spectateurs ?

Les habitants de Kaboul n'ont pas paniqué lors des raids américains

AMIR SHAH
Associated Press

KABOUL — Il était presque 23 h dans la capitale afghane et peu d'Afghans se trouvaient dans les rues de Kaboul par cette nuit claire. Le couvre-feu commençait une demi-heure plus tard et les milices des talibans qui ont la mainmise sur la capitale ne plaisaient pas avec les violations du couvre-feu.

Alors, soudain, cinq explosions tonitruantes ont retenti. Des tirs de défense antiaérienne ont illuminé le ciel. Des missiles occidentaux volaient au-dessus de Kaboul et venaient se loger... quelque part, mais personne ne savait exactement où.

Mais ce qui se passait relevait de l'évidence même. Après avoir averti les talibans la veille qu'il ne leur restait « plus beaucoup de temps », le président des États-Unis George W. Bush transformait ses mots en réalité.

Les hôtes de la capitale afghane — ses immeubles tout comme le million d'habitants qui la peuplent — sont des habitués de la guerre depuis longtemps déjà, si bien que lorsqu'un avion non identifié a zébré le ciel clair de Kaboul samedi en plein jour, la réaction générale n'était pas la crainte, mais la curiosité.

Dimanche soir, c'était différent. Cette fois, c'était réel. Mais il y a eu peu de signes de panique. Les lumières de la ville se sont rapidement éteintes. À Kaboul, dans un quartier autrefois élégant ornés de bosquets de roses, de vérandas et de jardins cachés derrière des murs criblés de balles, où de nombreux talibans demeurent, des soldats barbus se sont entassés à l'arrière de camionnettes.

Quelques minutes après les explosions, les véhicules des talibans se sont lancés à travers les rues de la ville en faisant rugir leurs moteurs, pour entamer des contrôles de sécurité prompts et sévères. De

leurs camionnettes, les soldats ont crié des ordres aux automobilistes, leur demandant de s'arrêter et de montrer leurs papiers d'identité.

D'après les bruits des explosions, la plupart des frappes ont touché le sud-ouest de la ville, le quartier du palais de Darulaman, ancienne résidence royale et du Fort de Balahisar, bâtiment de style mongol.

Pendant plus d'une demi-heure, les tirs de la défense antiaérienne des talibans ont lancé des éclairs dans l'obscurité, les seules lumières dans la ville.

En quelques minutes, des informations ont commencé à sortir au compte-gouttes de l'Afghanistan, certaines issues des agences de presse, d'autres venues de talibans s'exprimant sous couvert d'anonymat. Ils ont parlé d'explosions dans les villes afghanes de Kandahar, de Jalalabad et de Kaboul.

Au Pakistan, l'ambassadeur des talibans Abdul Salam Zaef disait aux journalistes que le chef des talibans, le mollah Omar et Oussama ben Laden, le principal suspect des attentats du 11 septembre, avaient survécu « par la grâce d'Allah ».

La plupart des résidents de la capitale afghane ne savaient rien de tout cela. Mais ils savaient une chose : encore une fois, ils étaient en guerre.

La ville a retrouvé son calme après environ une heure. Les rues sont devenues pratiquement désertes. À minuit, la lumière a été rétablie dans les maisons de Kaboul. Les gens étaient toujours réveillés. Mais les opérations n'étaient pas terminées : tôt lundi matin, un avion isolé a lancé une bombe sur le nord de la capitale. La ville a replongé dans l'obscurité.

Le couvre-feu prendra fin à 4 h 30 du matin. Les habitants de Kaboul pourront alors sortir de chez eux pour aller constater les dégâts dans leur ville.

Lorsqu'un avion non identifié a zébré le ciel clair de Kaboul samedi en plein jour, la réaction générale n'était pas la crainte, mais la curiosité.

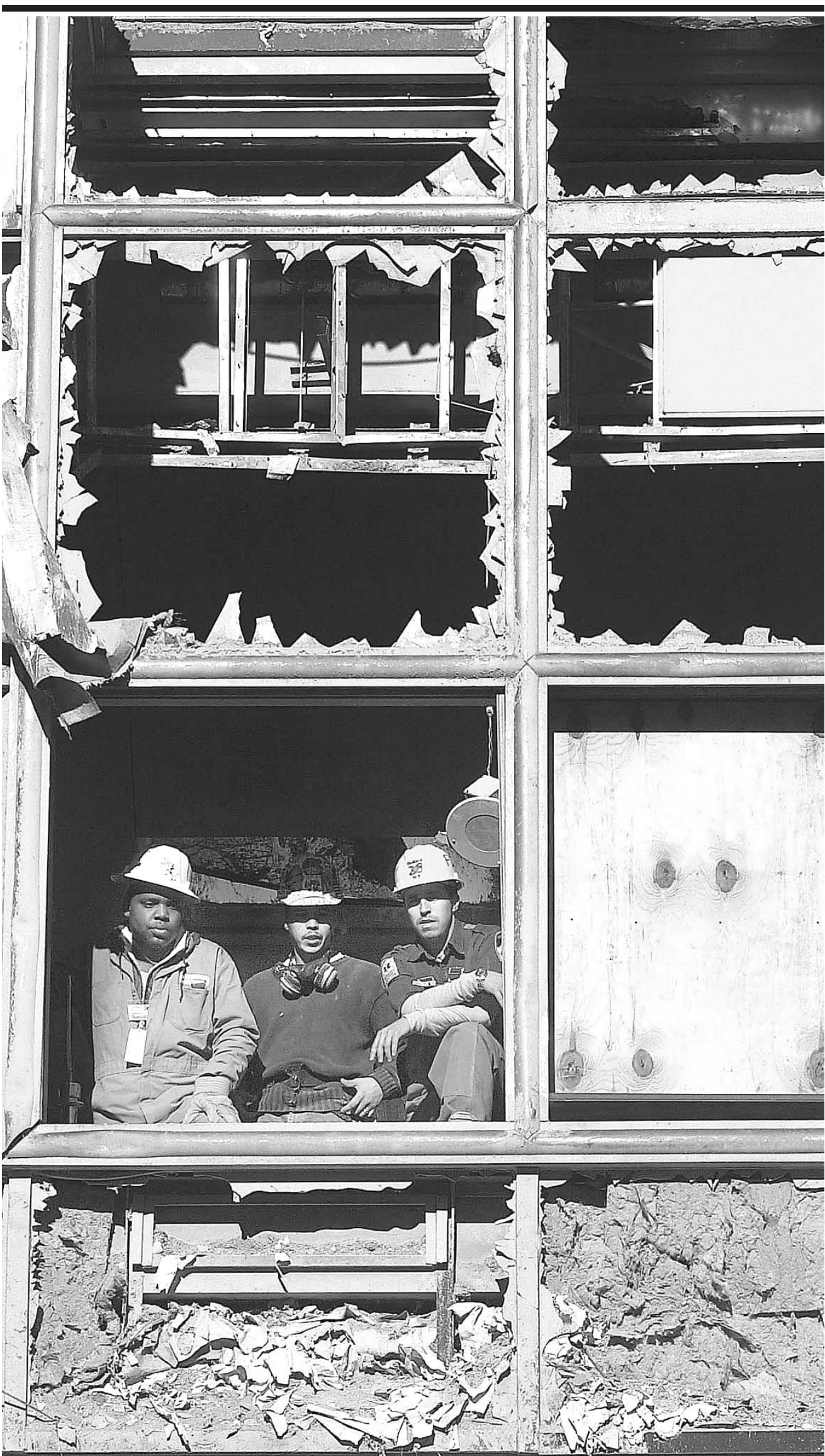


Photo Reuters

La remise des Emmy de nouveau suspendue

Agence France-Presse

LOS ANGELES — La cérémonie de remise des Emmy Awards, qui devait se dérouler hier à Los Angeles et New York, a été une nouvelle fois suspendue à la dernière minute, à la suite du lancement des frappes militaires menées par les États-Unis en Afghanistan, ont annoncé les organisateurs.

Les 53^{es} Emmy Awards, les Oscars de la télévision américaine, étaient à l'origine prévues le 16 septembre uniquement à Los Angeles. Mais elle avait été reportée au 7 octobre, après les attentats à New York et Washington, qui ont fait près de 5500 morts et disparus le 11 septembre.

« À ce stade, nous n'appelons pas ça une annulation, nous examinons d'autres options », a déclaré hier Bryce Zabel, président de l'Académie des arts et sciences de la télévision qui décerne les Emmys.

La suspension de la cérémonie n'a pas été décidée à cause de menaces spécifiques, mais parce que nous pensions que « cela aurait été une erreur de nous réunir ce soir », a ajouté M. Zabel lors d'une conférence de presse.

La cérémonie devait, pour la première fois en 25 ans, se dérouler hier dans deux villes, New York et Los Angeles, certains artistes préférant éviter de prendre l'avion.

Les travailleurs du World Trade Center saluent l'action militaire contre l'Afghanistan

Les travailleurs de Ground Zero qui s'occupent du déblaiement et du nettoyage des débris du World Trade Center ont appris la nouvelle des frappes militaires américaines en Afghanistan par la télévision et le bouche à oreille. Et malgré une réaction plutôt discrète, sans acclamations ni applaudissements, les équipes de Ground Zero ont salué les représailles américaines. « C'est le moment de rendre des comptes », a lancé un ouvrier du chantier, Charles Rios, 38 ans. « Je suis tellement content maintenant. Il y a vraiment un sens patriotique de la vengeance », a ajouté Duane Hinkson, qui s'occupe de rétablir les lignes téléphoniques autour de la zone dévastée par les attentats. Un autre travailleur, Joseph Bonneau, a ajouté qu'il était d'accord avec les frappes « du moment qu'ils s'assurent qu'ils auront (Oussama ben Laden) et que nous ne perdrons aucun soldat là-bas. » Un peu plus tôt hier, plusieurs centaines de travailleurs ont pris part à un service religieux et à une prière d'une demi-heure organisés sur place au World Trade Center, au milieu des ruines des Twin Towers. « Tout le travail que vous tous accomplissez ici est le travail de Dieu, c'est un travail sacré, et nous l'apprécions et nous vous aimons pour cela », a déclaré l'aumônier des pompiers John Delendick. Pour Jimmy Morrison, qui s'occupe d'enlever l'amiante du site, les attaques militaires de dimanche sont tardives : « Il était grand temps. À mon avis, ils sont en retard d'environ trois semaines. » Sur son casque de construction, on pouvait voir le dessin d'un crâne violet et les inscriptions « c'est l'heure ».

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Un « passager » de l'OTAN?

Un haut responsable britannique déplore l'incapacité militaire du Canada à contribuer à la guerre

Presse Canadienne

OTTAWA — Le président du comité parlementaire de la Défense du Royaume-Uni a affirmé, samedi, que le Canada n'était qu'un « passager » dans l'OTAN en raison de son incapacité militaire à contribuer utilement à la guerre au terrorisme.

Bruce George, un haut responsable du gouvernement de Tony Blair, a indiqué que le Canada était un maillon faible au sein de l'Alliance atlantique, qui compte 19 pays. Il a ajouté que la contribution du Canada n'était pas proportionnelle à sa richesse.

« Le Canada est un joueur important dans le monde, et nous espérons que cela se reflétera dans un engagement plus substantiel au sein de l'OTAN et dans un investissement plus important dans ses forces armées, a-t-il déclaré, en marge de la 47^e conférence parlementaire de l'OTAN, qui se déroule à Ottawa.

M. George, qui s'était levé au cours d'un atelier sur l'expansion de l'OTAN, s'est plaint de ce que l'organisation était en train de devenir une alliance « bilatérale » des États-Unis et de l'Angleterre, et dont les autres pays membres n'étaient que des « passagers » en matière de collecte de renseignements stratégiques et de capacités militaires.

« Votre ministre des Affaires étrangères a indiqué très, très clairement que si le Canada souhaite être pris au sérieux sur la scène internationale, il devra faire plus que ce qu'il fait actuellement », a conclu M. George.



Le jour même des attentats, le 11 septembre dernier, un appel à la bombe a forcé la GRC à fermer la rue Wellington en face du parlement — photo ci-dessus. Plusieurs experts considèrent que les édifices fédéraux — à Ottawa et ailleurs au pays — sont vulnérables à des attaques terroristes.

Une modeste armée

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Même s'il ne dispose pas d'une armée des plus imposantes, le Canada a apporté sa modeste contribution lors de récents conflits en mettant ses avions de combat CF-18 à la disposition des États-Unis, en 1991, lors de la guerre du Golfe, et de l'OTAN, en 1999, lors des frappes aériennes en Bosnie.

En tout, le Canada dispose de 122 avions CF-18, dont près de la moitié se trouvent à la base militaire de Cold Lake, en Alberta. Les autres avions sont à la base militaire de Bagotville, au Québec, ou font l'objet d'un entretien mécanique.

Lors de la guerre du Golfe, 24 CF-18 ont été envoyés au Qatar pour participer aux opérations « Bouclier du désert » et « Tempête du désert » menées par les Américains afin de libérer le Koweït des forces d'occupation irakiennes.

Durant ce conflit, les pilotes canadiens ont effectué plus de 5700 heures de vol, dont environ 2700 en missions de patrouille aérienne de combat, pour protéger les trois navires de guerre canadiens qui se trouvaient dans le golfe Persique à l'époque.

En 1999, 18 avions CF-18 ont participé à la campagne aérienne de l'OTAN de 79 jours contre la République fédérale de Yougoslavie dirigée par l'ancien président Slobodan Milosevic, qui avait entrepris un nettoyage ethnique au Kosovo.

Durant cette campagne, les pilotes de chasse canadiens et leurs 18 CF-18 ont effectué 678 sorties, cumulant plus de 2600 heures de vol dans les Balkans, soit 10 % des missions effectuées par les forces alliées.

Aujourd'hui, six appareils demeurent stationnés à Aviano, en Italie, et continuent à participer à des missions de paix dans les Balkans.

Au cours des dernières années, un certain nombre de CF-18 ont été modernisés afin d'augmenter leur précision de frappe.

Les édifices fédéraux jugés vulnérables à des attentats

JOHN WARD
Presse Canadienne

OTTAWA — Les édifices gouvernementaux sont très vulnérables aux attaques terroristes, soutiennent des experts des questions de sécurité.

Qu'il s'agisse des édifices du parlement à Ottawa ou des quartiers généraux de la Défense nationale, tout indique que ces institutions sont bien mal protégées contre d'éventuels attentats.

Mais cette situation s'explique, selon les experts consultés, par le fait que le Canada est un pays démocratique, qui préfère l'excès d'ouverture aux excès de sécurité.

De l'avis de Clive Addy, un général à la retraite qui dirige le Corps canadien des commissaires, chargé d'assurer la sécurité de plusieurs édifices gouvernementaux, il est illusoire de croire qu'on

puisse aisément se prémunir contre toute attaque terroriste visant ces institutions.

« Je ne crois pas que c'est cela que la population veut. (Ces édifices) sont le symbole de notre démocratie et de notre ouverture. Si on dit aux gens qu'ils ne peuvent plus avoir accès aux édifices du gouvernement, cela revient à dire que les terroristes ont gagné », a-t-il dit.

« Ce que nous devons réussir à mettre en place, c'est un système où on réussit à limiter les dégâts si et quand des événements surviennent », a-t-il ajouté.

Il est important pour un pays de trouver le point d'équilibre entre le souci d'ouverture et le besoin de se protéger contre tout danger possible et toute menace, a fait valoir de son côté un spécialiste des questions de défense de l'Université York, Martin Shadwick.

« Si la préoccupation pour ac-

croître les mesures de sécurité devient trop apparente et que vous vous portez comme un pays en état de siège, indirectement vous aidez les terroristes à arriver à leurs fins. Il faut vraiment trouver le point d'équilibre entre les deux attitudes », selon lui.

Le gouvernement fédéral a mis sur pied, cette année, un bureau chargé d'assurer la sécurité des édifices gouvernementaux, mais il en est encore rendu à l'étape de faire l'inventaire des immeubles et autres infrastructures appartenant au gouvernement.

Le fait que certains immeubles publics — dont ceux de la Défense nationale — aient pignon sur rue à proximité de voies publiques achalandées n'aide en rien quand on réfléchit en termes de sécurité.

Il y a près de 15 ans, faute d'argent, le ministère de la Défense avait dû mettre sur les tablettes un projet de déménagement de ses bu-

reaux dans un endroit plus sécuritaire, en banlieue de la capitale.

À Winnipeg, où se trouve le centre nerveux de la défense aérienne du pays, les bureaux des forces sont situés dans une tour qui pourrait être vulnérable aux attaques terroristes comme celle qui a mené à l'effondrement des tours du World Trade Center, a fait valoir récemment, devant un comité des Communes, le vice-amiral Greg Maddison.

Selon un professeur de science politique à la retraite, Reg Whitaker, ce n'est cependant pas du côté des édifices gouvernementaux qu'il faut craindre l'action terroriste, mais plutôt du côté des infrastructures, comme le réseau de pipelines de gaz naturel ou le réseau de transmission d'électricité. « C'est un cauchemar. Si on veut protéger les pipelines, on parle d'un réseau qui s'étend sur des milliers de kilomètres. C'est assez terrifiant », a-t-il dit.

Des doutes planent sur l'utilité d'une police de l'immigration?

LOUISE ELLIOTT
Presse Canadienne

TORONTO — Les avis divergent quant à savoir dans quelle mesure le fait d'accroître les contrôles en matière d'immigration pourrait améliorer la sécurité du pays.

Le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, est d'avis qu'une escouade policière nouvellement chargée de traquer les immigrants illégaux en Ontario fera de la pro-

vince la plus peuplée du pays un endroit plus sécuritaire.

Mais les experts de ces questions, de même que ceux qui travaillent sur le terrain, ne semblent pas lui donner raison. Ils sont plutôt d'avis que le groupe de travail mis sur pied la semaine dernière ne fera pas de l'Ontario un endroit plus sûr, et ne permettra pas de régler le problème des multiples reports dans les dossiers de déportation.

« Les immigrants illégaux ne sont pas une priorité parce qu'ils ne causent pas de problèmes », soutient l'avocat Clayton Ruby, qui estime qu'il faudrait revoir l'application des lois, ainsi que l'importance accordée aux services du renseignement de sécurité.

Des 15 000 immigrants illégaux recherchés au Canada, on peut estimer que la moitié a déjà quitté le pays, a calculé Me Ruby. Ceux qui restent ont des emplois mal payés

ou travaillent au noir, mais ce ne sont pas des terroristes, selon lui.

Et même si on retrouvait leur trace, rien n'indique qu'ils pourraient être déportés plus rapidement, a soutenu un avocat de Toronto spécialisé dans les questions d'immigration, Jonathan Leebosh. « Il y a toutes sortes de raisons bureaucratiques pour expliquer pourquoi on ne peut pas chasser du pays les immigrants illégaux », a-t-il dit.

Pendant ce temps, aux États-Unis, il y a toujours 300 000 avis de déportation qui n'ont pas eu de suite.

En annonçant la formation de la nouvelle escouade policière, le premier ministre Harris avait indiqué, la semaine dernière, que dans son esprit, cette initiative ne devait pas être isolée, et que l'escouade devait plutôt faire partie d'une vaste organisation de lutte au crime organisé et au terrorisme.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

RIMA ELKOURI

relkouri@lapresse.ca

Teta a peur

« On a quitté la Syrie pour avoir la paix. Voilà ce qui nous arrive ! » C'était l'heure du dessert. J'étais chez mes parents. Plutôt rare le dimanche. D'habitude, ce jour-là, j'écris. Pour une fois, j'avais congé. Mais il faisait si gris que même le congé me pesait.

On mangeait tranquillement en discutant de guerre, de paix et de mouhamara. « Encore un peu, Rima ? »

La mouhamara, c'est une purée de piments avec des noix. Délicieuse. Ma grand-mère en fait de l'excellente, ma mère de la très bonne, et moi, je n'en fais pas du tout. Les talents culinaires, hélas, ne sont pas héréditaires.

Il était 14 h 30. On ne savait pas encore. À l'heure du dessert, ma mère a dit : « Je vais appeler Teta pour qu'elle vienne prendre le café avec nous. »

Teta savait.

Teta, c'est ma grand-mère. Elle a 80 ans, mais elle le cache bien. Du genre à écouter le hockey et à commencer des cours d'espagnol à 78 ans.

« Qu'est-ce que tu fais ? » lui demande ma mère.

— J'écoute les mauvaises nouvelles depuis deux heures.

Teta a un « dish ». « El dish ». Mot anglais, transformé dans sa bouche en mot arabe, pour désigner l'antenne parabolique qui lui permet de capter « El Djeziré », le CNN du monde arabe.

Les mauvaises nouvelles ? Quelles mauvaises nouvelles ? Je pensais que ma Teta, qui a un bon sens de l'exagération (quand je

lui ai annoncé que je déménageais dans le Plateau, elle a dit, terrifiée : « Plateau ! Avec les drogués ! », je pensais donc qu'elle lançait ça comme ça, parce qu'il faisait gris, que le monde a changé et surtout, parce qu'elle a maintenant un « dish » qui lui permet de regarder en continu les nouvelles en arabe. Vues en continu, les nouvelles finissent toujours par avoir l'air plus mauvaises qu'elles ne le sont.

Mais non, elle ne fabulait pas, la Teta. Les nouvelles étaient vraiment mauvaises. Les bombardements en Afghanistan avaient commencé. Et ben Laden, ce « fou » à qui il faudrait « casser la gueule », comme le dit Teta, a dit aux Occidentaux une phrase terrible sur les ondes d'El Djeziré. « Vous ne serez jamais en sécurité chez vous tant que le monde islamique sera en danger ».

Teta arrive chez mes parents pour le café. Elle réclame plutôt un verre de vin. Elle commence à nous raconter dans un mélange de français et d'anglais ce qu'elle a entendu à la télé. Rapidement, elle passe à l'arabe. Signe qu'elle est énervée, signe que les langues secondes ne suffisent plus à la tâche. Même la langue maternelle est en état de panique, à court de mots justes.

« On a quitté la Syrie pour avoir la paix. Voilà ce qui nous arrive ! » me dit Teta, en faisant la moue.

Des souvenirs de 1967 refont surface dans sa mémoire. Elle vivait alors avec son mari et

ses quatre enfants, à Alep, ville du nord de la Syrie où la minorité chrétienne du pays est bien établie. « Laurice, allez, on s'en va », lui a dit un jour mon grand-père Naïm.

Naïm était un survivant du génocide arménien. Il y avait perdu son père et son grand frère, tous deux égorgés aux mains des Turcs en 1914. En 1967, il a décidé qu'il en avait assez de survivre. Il voulait vivre, avec un grand V, il voulait un avenir pour ses enfants, loin de tous les « peut-être » qui planaient, et planent toujours, sur le Moyen-Orient.

Son pays sans « peut-être », Naïm n'a pas vraiment pu en profiter. Il est mort d'une crise cardiaque deux ans après avoir atterri à Montréal. Maintenant, les « peut-être » sont partout. Tout ça pour rien ? se demandait Teta en regardant les nouvelles. Elle zappe et ne peut s'empêcher de faire un commentaire à propos des animateurs qui défilent. « Peter Mansbridge, il est tellement beau ! Un journaliste remarquable. Mais c'est triste, il n'a pas d'enfants. » Loyd Robertson, à CTV, est « trop vieux », tranche-t-elle (ai-je précisé qu'elle avait elle-même 80 ans ?). Céline Galipeau, quelle « brave journaliste ». « Elle a dû mettre un voile pour tourner un topo au Pakistan, tu te rends compte ? »

Elle parle aussi de la soirée des Emmy Awards qui devait avoir lieu hier soir (mais

qui a finalement été annulée) et me prévient qu'en ces temps de deuil et de retenue, il n'y aura « pas de place pour les décolletés ». Elle fait avec ses mains un signe de V qui part des épaules et descend jusqu'au nombril. Et puis, elle laisse tomber les frivolités et recommence à me parler de sa peur.

« C'est très différent de toutes les autres guerres », observe-t-elle, en faisant une comparaison avec la Deuxième Guerre mondiale. À l'époque, il n'y n'avait pas de télé. Les gens restaient l'oreille collée au transistor. On en savait moins. Ça faisait moins peur.

Maintenant, la peur est partout. De sa fenêtre, Teta a remarqué que même ses voisins d'en face avaient peur. Ils sont musulmans. Leur fille porte le voile. Elle va sans doute dans une école musulmane. Tous les matins, elle montait à bord d'un autobus scolaire qui portait des inscriptions en arabe. Mais depuis le 11 septembre, l'autobus ne passe plus. Le père de la petite va la conduire tous les matins à l'école.

« Cette fois-ci, il y aura des effets pour le monde entier », lance Teta, qui a hâte qu'on se débarrasse pour de bon de ce « fou » de ben Laden. A-t-elle peur que des innocents perdent la vie ? « C'est ça la guerre, me dit-elle, en haussant les épaules. C'est sûr que des innocents vont encore mourir. On entre dans une nouvelle phase. La routine, c'est fini. La peur est partout. »

C'est le début d'une longue guerre, me dit Teta. La vie sans « peut-être », c'est fini.

Davantage de contrôles à Dorval

MATHIEU PERREAULT

LES RAIDS AÉRIENS d'hier ont ralenti les arrivées à l'aéroport de Dorval, à cause de contrôles accrus sur les bagages. La tension était palpable : les conversations étaient excitées — « Y t-ont-tu arrêté ? » — et les services de sécurité fuyaient les médias comme la peste.

« Il y avait beaucoup d'attente aux carrousels à bagages », a commenté Jean-Paul, qui arrivait de Londres. « Ils dirigeaient beaucoup de monde vers la fouille. Particulièrement ceux qui avaient l'air arabe. » Il n'avait par contre pas noté d'attente particulière à la vérification de passeports.

Marchant sur des oeufs, les services de sécurité ne donnaient aucune information sur la situation. Du personnel de Delta et Air Canada ont référé *La Presse* aux informations, où un agent a suggéré de parler à son superviseur, M. Tremblay. Ce dernier ne voulait rien savoir des médias, renvoyant aux relations publiques d'Aéroports de Montréal, qui ne répondaient pas hier soir.

Comme c'était un dimanche soir de longue fin de semaine, les couloirs de l'étage de départ étaient presque vides hier. La section des arrivées internationales était effervescente, remplie de proches qui égrenaient résignés les minutes de retard, et qui s'exaltaient à la vue de la personne qui attendait. « Pis, t'es-tu fait fouiller ? As-tu eu peur ? J'étais assez inquiet pour toi ! » entendait-on régulièrement. Un groupe d'hommes arrivant de Paris se racontaient d'un ton amusé leurs aventures avec les douaniers.

Virginie Pfeiffer a vu son inquiétude augmenter en apprenant que Kaboul avait été attaqué, pendant qu'elle attendait à St. Louis de partir pour Montréal. « J'ai quand même eu peur à l'idée de prendre l'avion. Je suis suisse, alors ça m'a inquiété. » Mme Pfeiffer rapportait que les vols partant de St. Louis avaient une bonne demi-heure de retard. « Ils fouillaient tous les bagages des passagers à destination du Canada. »

Tony, qui arrivait de Paris, a remarqué que la sécurité à l'aéroport Charles-de-Gaulle était particulièrement musclée : « Il y avait des militaires partout. Ici, c'était beaucoup moins serré. »

Un homme d'affaires montréalais d'origine pakistanaise, qui arrivait de son pays via Londres, était surpris de ne pas s'être fait questionner « plus que d'habitude ». « J'ar-



Un jeune garçon attendait patiemment ses proches hier, fleurs à la main, en face d'une immense publicité.

Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

rive d'un mois à Karachi, alors je pensais que la sécurité serait beaucoup plus serrée », a dit M. Farooki avec un ton amusé. « En fait, je suis inquiet pour ma femme et mes enfants. Je leur avais dit que j'aurais probable-

ment du retard à cause des douanes, mais ça fait une heure que je les attends. Ils arrivent d'Ornstown, c'est un bon bout de chemin », a-t-il ajouté en regardant la chaussée mouillée qui luisait dans la nuit noire.

Les autorités civiles en état de veille

SILVIA GALIPEAU

Contrairement à New York, Los Angeles, Moscou ou une foule d'autres grandes villes du monde, Montréal n'est pas en état d'alerte.

L'intervention américaine en Afghanistan n'a pas mis les autorités civiles sur le pied de guerre. Pas sur le pied de guerre, mais tout de même en état de veille.

« Nous sommes en état de veille. Le centre de contrôle est ouvert et nous suivons la situation de près », a affirmé hier Isabelle Gendron, agente d'information à la Sûreté du Québec (SQ). Le centre de contrôle a été ouvert hier, et les officiers, tout comme le personnel de renseignement-sécurité et des enquêtes criminelles, suivent de près l'évolution de la situation.

Pour l'instant, contrairement à New York, entre autres, où le maire Rudolph Giuliani a annoncé la mise sur pied de mesures de sécurité supplémentaires, rien de tel n'est encore prévu ici. Plusieurs grandes villes du monde ont pris de telles mesures suite aux déclarations pour le moins belliqueuses du leader islamiste Oussama ben Laden. Prenant la parole dans un message préenregistré une heure à peine après le début des frappes américaines, celui-ci a déclaré : « je jure par Dieu que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes. »

« Nous sommes prêts à déployer des effectifs dans le besoin. Mais pour l'instant, nous n'avons rien eu, alors nous allons voir au fur et à mesure », a repris Isabelle Gendron.

La direction de la sécurité civile est aussi en état de « veille », sorte de « pré-alerte ». Contrairement au 11 septembre où là, un centre de coordination avait été ouvert, cette fois, on se contente de surveiller la situation de près. « Là, nous n'avons pas ouvert le centre de coordination, a affirmé Rachel Delisle, agente d'information à la Sécurité publique. Nous pourrions dire que nous sommes en pré-alerte. Les gens sont chez eux, mais communiquent entre eux. »

À Montréal, le Service de police de la CUM (SPCUM) garde l'oeil ouvert sur les secteurs où se trouvent des mosquées ou des synagogues, et ce depuis le 11 septembre déjà. Aucun effectif supplémentaire n'a été déployé hier. Idem au Service de prévention des incendies de Montréal (SPIM). Des responsables suivent la situation de près, mais aucune mesure particulière n'a encore été prise. À la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aucune mesure n'a été prise hier, tout simplement parce que tout le nécessaire a déjà été fait depuis le 11 septembre, assure-t-on. « Notre centre d'urgence est opérationnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Nous avons augmenté nos effectifs à certains endroits », a expliqué le caporal Léo Monbourquette, porte-parole de la GRC au Québec. Le centre d'urgence s'occupe continuellement d'analyser l'état de la situation, et d'évaluer les menaces éventuelles.

Les effectifs n'ont pas non plus été augmentés aux douanes, encore une fois parce que tout ce qu'il y avait à faire a été fait depuis le 11 septembre. « Depuis le 11 septembre, nous sommes à l'état d'alerte le plus élevé, a commenté hier Michel Proulx, porte-parole de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Nous ne pouvons pas faire plus de sécurité. » Toutes les identités et toutes les cargaisons sont vérifiées au peigne fin.

Et jusqu'à quand durera cet état de veille ? Tant et aussi longtemps qu'il sera jugé nécessaire, a repris Léo Monbourquette. « Nous avons l'effectif nécessaire, capable de rester ouvert 24 heures, sept jours sur sept pour une période indéterminée. »

Musulmans et juifs du Québec interpellés

MARIE ALLARD

« ON NE SAIT PAS exactement ce qui a été détruit par les bombes. On ne sait pas encore s'il y a eu des victimes. Alors, on est énervés... » Ramich Farouk, Montréalais d'origine afghane, était visé à sa télévision, hier. Comme bien des Québécois juifs, musulmans, arabes, qui se sentent particulièrement interpellés par le conflit, ses réactions étaient nombreuses.

« J'essaie de savoir ce qui arrive », a indiqué M. Farouk, qui compte toujours plusieurs membres de sa famille en Afghanistan. « Je vois que Kunduz et Jalalabad ont été attaqués, et je me demande comment la population civile a pu être épargnée. C'est très très petit, l'Afghanistan, alors en mettant des bombes, vous atteignez forcément des gens, a fait savoir le propriétaire du restaurant Khyber Pass. Pourquoi les Américains n'ont pas attendu un peu ? Pourquoi n'ont-ils pas fermé la frontière avec le Pakistan pour faire tomber les Talibans ? Maintenant, des innocents vont mourir. »

En réactions à ces frappes, Saad Fouad, ancien professeur de sciences politiques au collège Brébeuf, se disait pour sa part « per-

sonnellement très heureux de voir que le droit américain a reçu une gifle et qu'elle nous aide à nous débarrasser de l'extrême-droite musulmane. »

L'imam Saïd Fawaz, de la mosquée Al-Omah Al-Islamiah, située rue Saint-Dominique à Montréal, a quant à lui prié pour la paix. « On espère qu'Allah va guider tout le monde sur le même bon chemin », a indiqué l'imam. « On n'accepte aucun terrorisme, qu'il soit de n'importe quelle religion, de n'importe quel pays. »

Yolande Geadah, militante d'origine arabe impliquée dans différents organismes, déplorait elle aussi les frappes. « Je suis très sceptique quant aux résultats de l'attaque, a dit M^{me} Geadah. Pour retrouver ben Laden, il vaudrait mieux réviser la politique extérieure des États-Unis de fond en comble. On ne peut nier le fait que conflit israélo-palestinien est au coeur des frustrations présentes dans cette région. »

Une affirmation que dément Joseph Gabbe, président du Congrès Juif canadien. « Israël est une excuse, un prétexte pour ce conflit, a-t-il précisé. Dire que ce qui se passe est dû à Israël, c'est ne pas avoir le courage d'affirmer que ce que les terroristes n'aiment pas, c'est le type de civilisation

dans laquelle on vit. » Selon M. Gabbe, le conflit en cours n'est pas une guerre de religion, mais une guerre contre le terrorisme. « Ce qui caractérise la société Québécoise, c'est qu'on n'y fait pas d'amalgames indus, heureusement », a souligné le président.

Robert Silverman, porte-parole de l'Alliance juive contre l'occupation, un organisme pro-palestinien, se disait quant à lui bouche bée par les attaques. « C'est absolument épouvantable, cette guerre est tellement inégale, a souligné le militant. Les Américains ont un bizarre sens de l'impunité. Ils ne se rendent pas compte que cette guerre est contre-productive, qu'on les a attaqués à cause de ce type de gestes ? Tout ce qu'ils font, c'est enrager les Afghans, les Palestinais, et l'ensemble des musulmans, ce qui est très dangereux. »

Également membre de l'Alliance juive contre l'occupation, Lillian Robinson, une citoyenne Américaine résidant à Montréal, a qualifié les frappes « de tragédie pour le peuple Afghan et pour mon peuple ». Seule la faible implication d'Israël dans ces frappes, qui laisse croire à M^{me} Robinson qu'une solution au conflit israélo-palestinien est possible, a réjoui la militante.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

L'Afghanistan, où les frappes américaines et britanniques ont commencé hier, est un pays aride et montagneux qui a découragé nombre d'envahisseurs. Cette «forteresse imprenable», ce «cimetière des armées d'invasion» est dirigé depuis septembre 1996 par la milice islamiste intégriste des talibans. En voici un aperçu.



AFGHANISTAN: LA FORTERESSE MONTAGNARDE



Population: 25,8 millions (estimation).

Composition ethnique: Pachtounes 40%, Tadjiks 25%, Ouzbeks 6%, Hazaras 8%.

Religion: Musulmans sunnites 84%, Chiites 15%.

Revenu par personne: 350 dollars \$ par année.

Gouvernement: Les talibans contrôlent 90% du pays, l'opposition se maintient dans le Nord-Est

Relations extérieures: Les talibans sont reconnus par le Pakistan, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis. Le gouvernement de l'opposition est seul reconnu internationalement.

Source: AFP

L'AFGHANISTAN EN BREF

REGIME: au pouvoir depuis 1996, la milice fondamentaliste des talibans contrôle environ 95% du territoire. Son chef est le mollah Mohammed Omar qui vit en reclus, installé dernièrement à 15km de Kandahar (sud). Dans le nord du pays, les forces de l'Alliance du Nord, autrefois dirigées par le commandant Massoud, combattent les talibans.

SITUATION GÉOGRAPHIQUE: situé au coeur de l'Asie centrale, ce pays aride et montagneux de 652 225 km² est enclavé entre trois républiques musulmanes de l'ex-URSS, la Chine, le Pakistan et l'Iran. Constitué à 85% de montagnes escarpées, il est traversé d'est en ouest par la chaîne de l'Hindu Kush, qui culmine à 8400 m.

POPULATION: 25,8 millions. 19 groupes ethniques, les principaux étant les Patchounes (environ 40%), les Tadjiks (25%), les Hazaras (8%) et les Ouzbeks (6%). Le pays étant en guerre depuis plus de vingt ans, de nombreux Afghans l'ont fui et nombre d'entre eux tentaient d'entrer au Pakistan et en Iran ces derniers jours devant la menace des raids américains. Le Pakistan accueille déjà plus de deux millions de réfugiés afghans et l'Iran quelque deux millions.

CAPITALE: Kaboul (environ un million d'habitants). Mazar-i-Sharif (nord), qui a accueilli de nombreux réfugiés, est actuellement la ville la plus peuplée.

LANGUES: les deux langues officielles sont le pachtou et le dari (vieux persan). Il y a également des langues turques, principalement l'ouzbek et le turkmène, et une trentaine de langues minoritaires (essentiellement le balochi et le pachai.)

RELIGIONS: l'islam est la religion officielle (80% de sunnites et 20% de chiites). L'Afghanistan était un grand centre bouddhiste jusqu'à la conquête.

HISTOIRE: L'Afghanistan a été une monarchie jusqu'en 1973. En 1978, il est assassiné lors d'un coup d'État militaire prosoviétique. Le Parti démocratique du peuple afghan prend le pouvoir mais il est profondément divisé. L'Armée rouge envahit son voisin en décembre 1979. Harcelée par les résistants afghans, elle se retirera piteusement dix ans plus tard, laissant un régime prosoviétique à Kaboul qui tiendra trois ans. La prise de Kaboul par les moudjahidines, soutenus notamment par le Pakistan, l'Arabie saoudite et les États-Unis, ne ramènera pas la paix. Profondément divisés, les combattants islamistes, dont le plus célèbre était le commandant Ahmed Shah Massoud régleront eux aussi leurs différends par les armes et, par leurs excès, laisseront une population pourtant acquise au départ. C'est alors qu'émergent les talibans, formés au Pakistan. Entre 1994 et 1997, ils vont conquérir la majeure partie du territoire, instaurant un «émirat islamique» pur et dur. Ils prennent Kaboul en septembre 1996. Les talibans obligent les femmes à porter le tchadri, qui dissimule entièrement les femmes, tout en contraignant les hommes à porter la barbe et en s'efforçant de contraindre leurs épouses à demeurer cloîtrées dans leur foyer. Il y a cinq ans, le pays devient une base arrière toute trouvée pour le milliardaire d'origine saoudienne Oussama ben Laden qui avait quitté le Soudan.

RELATIONS INTERNATIONALES: les talibans se sont proclamés gouvernement légitime de l'«Émirat islamique d'Afghanistan» mais l'ONU continue de reconnaître le gouvernement de Burhanuddin Rabbani, actuellement en exil tandis que l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a laissé vacant le siège de l'Afghanistan. Le Pakistan est désormais le seul pays à entretenir des relations diplomatiques avec le régime islamiste, qu'il soutenait depuis longtemps. Mais Islamabad a clairement tourné le dos à ses anciens alliés en choisissant de coopérer avec les États-Unis dans leur campagne contre le terrorisme. À la suite des attentats du 11 septembre, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite ont eux préféré rompre leurs relations diplomatiques avec les talibans.

ÉCONOMIE: l'Afghanistan est au seuil d'une catastrophe humanitaire due à plus de vingt ans de guerre et plusieurs années de sécheresse, la famine menaçant au moins un million de personnes. Le pays vit essentiellement de l'aide économique et humanitaire de l'ONU. Il est devenu le premier producteur mondial d'opium: (3656 tonnes en 2000).

DÉFENSE: Les effectifs des talibans sont estimés à environ 35 000 hommes opposés aux quelque 10 000 à 15 000 hommes de l'opposition.

—AFP et AP

Une longue tradition de résistance

Les Afghans ont combattu plusieurs des armées les plus puissantes du monde. Déjà, Alexandre le Grand (fondateur de Kaboul, Hérat, Kandahar) avait expérimenté la résistance afghane. Le pays, dont l'histoire fut jalonnée par de nombreuses invasions, dont celle des hordes mongoles de Gengis Khan, connaît jusqu'au XVIII^e siècle la domination notamment des Arabes et des Turcs. Moins d'un siècle après la fondation de la première dynastie nationale afghane par le Pachtoune Ahmed Shah Durrani (1747), à la suite du partage du pays entre les Moghols et les Perses, les Anglais qui tentent de s'emparer du royaume se heurtent à la détermination des patriotes afghans. Les troupes britanniques se font massacrer après avoir dû abandonner Kaboul à l'issue de la première guerre anglo-afghane en 1841. Il ne faudra pas moins de trois conflits entre Britanniques et Afghans pour aboutir enfin à la reconnaissance internationale de l'indépendance de l'Afghanistan, en 1921.

C'est ce même territoire qui, quelques décennies plus tard, sera un véritable bourbier pour l'Armée rouge. Le 27 décembre 1979, elle envahit le pays et doit affronter des moujahidines déterminés qui excellent dans la guérilla de montagne. Dix ans de combats acharnés auront raison de la puissante armée soviétique et le 15 février 1989, les derniers soldats de l'Armée rouge doivent se retirer du pays. La guerre avait basculé début 1987 lorsque la Résistance afghane avait commencé à bénéficier des missiles portables Stinger, fournis par la CIA. Très vite, les Soviétiques avaient perdu la maîtrise du ciel et leur emprise sur ce pays sauvage, montagneux à 85%, devait se réduire comme une peau de chagrin. Le conflit a fait un million et demi de morts côté afghan, et officiellement 15 000 côté soviétique.

—AFP

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Les principaux protagonistes afghans de la lutte contre les talibans

Voici en bref les principaux acteurs politiques et militaires de l'opposition afghane au régime des talibans, au pouvoir à Kaboul depuis 1996:

L'EX-ROI MOHAMMED ZAHER SHAH: 86 ans. Il vit en exil à Rome. À chaque grande crise depuis 12 ans, son nom resurgit. Renversé en 1973 après 40 ans de règne, ce Pachtoune (environ 40% des Afghans appartiennent à l'ethnie pachtoune) est resté populaire parmi les Afghans. Son entourage est particulièrement actif. La communauté internationale a toujours cherché à faire jouer à Zaher Shah un rôle de rassembleur en vue d'une solution, encore plus depuis la crise des attentats du 11 septembre aux États-Unis, et le resserrement de l'état autour des talibans.

BURHANUDDIN RABBANI: 61 ans, le dernier président de l'Afghanistan avant la prise de Kaboul par les talibans en septembre 1996. Il est toujours reconnu comme président par les Nations unies, mais son influence politique reste limitée à une partie de l'opposition. Chef du Jamiat-i-Islami (Société islamique), il est issu de l'ethnie minoritaire tadjike. Rabbani a vécu ces dernières années dans l'ombre du commandant Ahmed Shah Massoud, mort des suites d'un attentat commis le 9 septembre dernier.

ABDUL QASSIM FAHIM: 44 ans. Le nom de ce timide général n'est apparu qu'après l'assassinat de Massoud, auquel il a succédé en septembre. Il est maintenant le mieux à même de menacer directement la capitale, Kaboul, qui n'est qu'à une vingtaine de kilomètres de ses premiers avant-postes. Il est présenté comme un proche ami du «Lion du Panchir» (le commandant Massoud), qui l'avait lui-même désigné comme successeur.

ISMAIL KHAN: 54 ans, lui aussi d'ethnie tadjike et issu comme Massoud du Jamiat-i-Islami. Il pourrait être l'un des premiers prétendants au contrôle de la ville d'Hérat et de vastes zones de

l'ouest de l'Afghanistan (du côté de la frontière iranienne) si les talibans venaient à s'effondrer. Khan est un militaire de formation et un héros de la lutte contre l'occupation soviétique. Il était gouverneur d'Hérat avant l'arrivée en 1995 de la milice islamiste intégriste des talibans.

ABDUL RASHID DOSTAM: 47 ans. Ce chef de guerre de la minorité ouzbèke, puissant dans le nord de l'Afghanistan, a toujours démontré une parfaite maîtrise du retournement d'alliance tout au long de la guerre civile. Il s'était allié aux communistes et aux Soviétiques avant de passer dans le camp des moujahidines, lors de la prise de Kaboul en 1992. Depuis, cet homme à la réputation de mercenaire n'a pas toujours donné l'impression d'être solidement ancré au sein de l'Alliance du Nord du défunt commandant Massoud.

KARIM KHALILI: âgé d'une cinquantaine d'années, proche de l'Iran, il représente les communautés des Hazaras chiites d'Afghanistan. Khalili a pris la direction du Hezb-i-Wahdat (Parti unifié) en 1995, après le meurtre par les talibans de son prédécesseur Abdul Ali Mazari. Le Hezb-i-Wahdat a été créé en 1990, grâce au rapprochement de neuf groupes chiites, certains soutenus par l'Iran et d'autres indépendants.

GULBUDDIN HEKMATYAR: 54 ans. Peu d'Afghans souhaitent son retour sur le devant de la scène. Chef de guerre brutal et islamiste radical, ce Pachtoune avait été dans les années 80 le protégé des services de renseignements américains et pakistanais. Il n'avait pas hésité à faire pilonner Kaboul, après avoir été écarté du pouvoir en 1992.

SIBGHATULLAH MOJADDEDI, 76 ans. Il avait brièvement dirigé le premier gouvernement moujahidine afghan après la chute du gouvernement pro-soviétique en 1992. Dirigeant modéré, érudit de l'islam, il est membre du courant traditionaliste pachtoune, favorable à l'ex-roi Zaher Shah.

Les principaux protagonistes du «cabinet de guerre» du président

Voici les principaux protagonistes du «cabinet de guerre» du président américain George W. Bush qui gèrent la crise déclenchée par les attentats terroristes du 11 septembre.

GEORGE W. BUSH: président et commandant en chef. À 55 ans, ce Texan d'adoption, fils de l'ancien président George Bush, arrivé au pouvoir de façon controversée en janvier dernier, affronte une crise d'une ampleur inégalée. Homme d'affaires, patron d'une équipe de baseball, puis gouverneur du Texas: son expérience du pouvoir est limitée. Mais il a déclaré une «guerre» sans merci contre les terroristes et a rallié l'Amérique derrière lui.

DICK CHENEY: vice-président. Expérimenté, homme de l'ombre, mi-confident mi-stratège, il joue une place centrale dans l'administration. À 60 ans, cet ancien secrétaire à la Défense pendant la guerre du Golfe a la réputation d'être passé maître dans l'art de l'organisation. Il a vécu cinq passages de pouvoir entre présidents, a été secrétaire général de la Maison-Blanche, parlementaire, ministre et, plus récemment, homme d'affaires. C'est un fidèle des Bush. Seule ombre: des problèmes cardiaques persistants.

COLIN POWELL: secrétaire d'État. Également un ancien de l'équipe Bush père. Général à la retraite, il était chef d'état-major interarmées pendant la guerre du Golfe. M. Powell, 64 ans, premier noir à diriger la diplomatie américaine, est une personnalité très admirée des Américains et a la réputation d'un «modéré» au sein de l'administration. Son rôle actuel: maintenir en place la coalition internationale.

DONALD RUMSFELD: secrétaire à la Défense. À 68 ans, M. Rumsfeld, considéré comme le «faucou» de l'administration avec Dick Cheney, avait déjà été secrétaire à la Défense de 1975 à 1977 sous le président Gerald Ford. «L'his-

toire nous a appris que la faiblesse est dangereuse», a-t-il récemment déclaré. Il est ancien ambassadeur américain à l'OTAN et ancien parlementaire. C'est à lui qu'est revenu de préparer la riposte militaire.

CONDOLEEZZA RICE: conseillère à la sécurité nationale. Très proche du président Bush, cette brillante universitaire noire de 46 ans est la première femme à diriger le Conseil de sécurité nationale (NSC). C'est une spécialiste de la Russie et du contrôle des armements. «Condi» avait déjà fait partie du NSC entre 1989 et 1991. Elle est omniprésente, détaillant à M. Bush tous les développements.

JOHN ASHCROFT: ministre de la Justice (Attorney General). 58 ans. Un ancien procureur et gouverneur du Missouri. Également ancien sénateur, ce fils de pasteur pentecôtiste est réputé pour ses positions conservatrices. Il supervise l'enquête la plus large jamais lancée contre les réseaux terroristes.

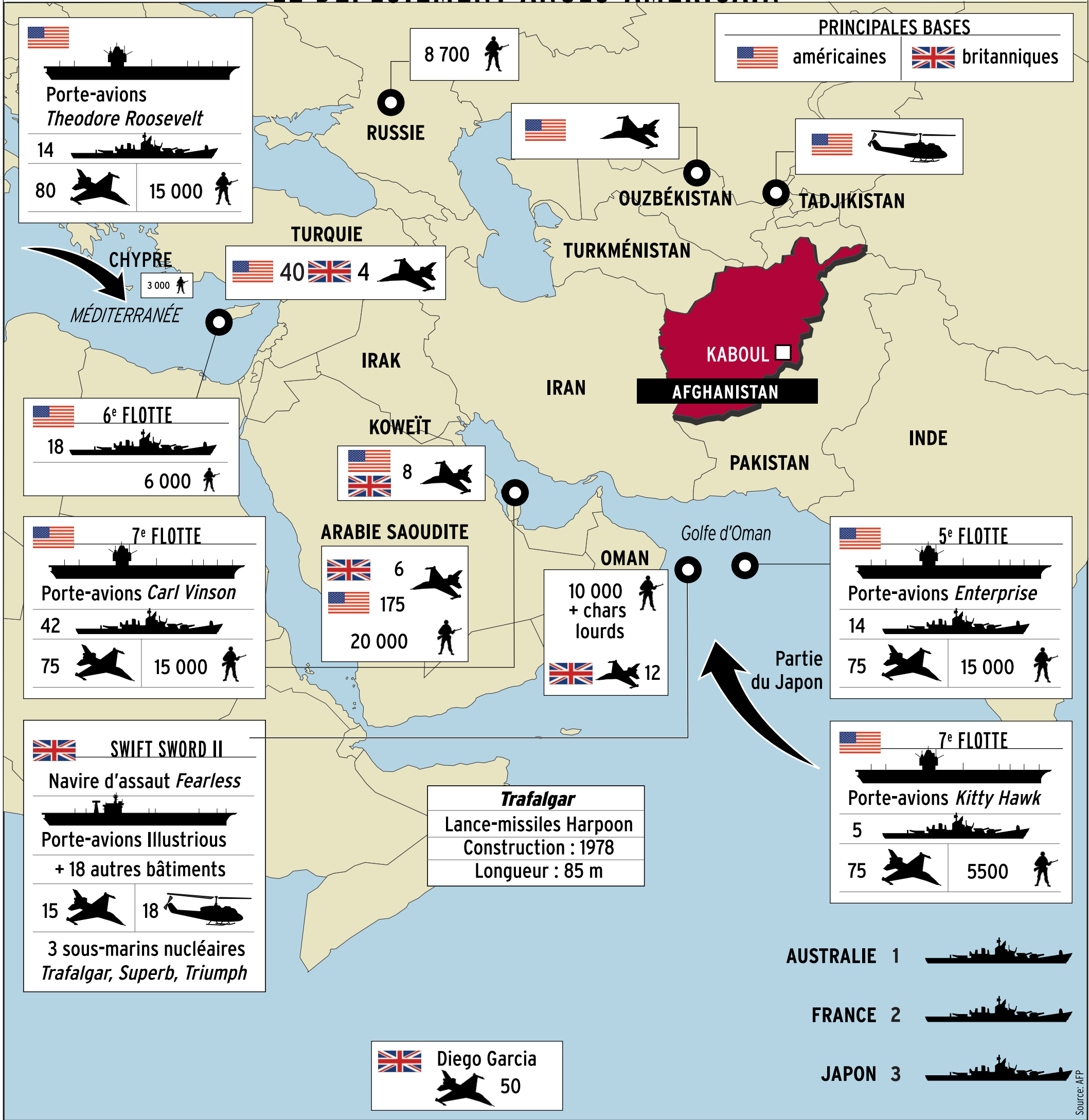
ROBERT MUELLER: directeur du FBI. À 57 ans, il a été nommé en juillet à la tête de la police fédérale. Ancien procureur fédéral, il a déjà eu d'importantes responsabilités au ministère de la Justice sous la présidence de Bush père. C'est un proche d'Ashcroft.

GEORGE TENET: directeur de la CIA. Le seul qui ait fait partie de l'administration de l'ancien président Bill Clinton. M. Tenet, 48 ans, est un vétéran du renseignement, nommé à la tête de la Centrale en mars 1997, puis reconduit par Bush. Il a été critiqué après les attentats pour l'échec des services du renseignement américain à anticiper ce drame.

RICHARD MYERS: chef d'état-major interarmées. Général de l'armée de l'air, le premier de ce corps d'armée à être nommé chef d'état-major interarmées, Myers, 59 ans, est un spécialiste de la défense dans l'espace. Il devra mener une guerre d'un autre type, antiterroriste.

—AFP

LE DÉPLOIEMENT ANGLO-AMÉRICAIN



LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Des colis humanitaires largués en même temps que les bombes

Les États-Unis et leurs alliés veulent montrer leur générosité au « peuple opprimé d'Afghanistan »

LÉON BRUNEAU
Agence France-Presse

WASHINGTON — Les Américains ont commencé hier à larguer des colis humanitaires en Afghanistan, parallèlement aux frappes lancées contre des cibles militaires et des camps terroristes dans ce pays.

« Dans le même temps que nous frappons des cibles militaires, nous larguons des vivres, des médicaments et des provisions pour les hommes, femmes et enfants affamés d'Afghanistan », a affirmé le président George W. Bush en soulignant que « le peuple opprimé d'Afghanistan allait connaître la générosité de l'Amérique et de (ses) alliés ».

Des missiles et des bombardiers américains et britanniques ont frappé des cibles en Afghanistan hier, au premier jour des actions militaires de la guerre contre le terrorisme déclarée par le président Bush après les attentats du 11 septembre à New York et Washington.

Mais l'administration américaine a tenu à rappeler que cette action ne visait pas les Afghans — dont six millions sont menacés de famine —, mais seulement l'islamiste Oussama ben Laden — commanditaire présumé des attentats —, son organisation Al-Qaeda et le régime des talibans au pouvoir à Kaboul accusé de le protéger.

Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a annoncé le début d'opérations d'aide humanitaire dans une conférence de presse au Pentagone, vers 18 h 45 hier.

L'opération « a commencé il y a environ 20 ou 30 minutes », a-t-il indiqué, en précisant qu'elle n'était encore que dans « sa phase initiale ».

Auparavant, le secrétaire à la Défense avait indiqué que les États-Unis et la Grande-Bretagne — qui a participé à l'action militaire d'hier — avaient comme premier objectif de sécuriser l'espace aérien en Afghanistan.

Selon M. Rumsfeld, quelque « 37 500 rations », qui comprennent des vivres, des médicaments et quelques « autres articles » de première nécessité, devaient être largués hier.

« Quant à savoir si elles seront toutes distribuées, nous ne le saurons pas avant plusieurs heures », a-t-il dit.

Interrogé pour savoir si les Américains auraient recours à des parachutes, M. Rumsfeld a répondu : « Non, il ne s'agit pas de parachutes ». Il n'a pas décrit avec précision la manière dont ces vivres seraient envoyés.

« Nous pensons pouvoir être assez efficaces à haute altitude. Et nous cibons des localités reculées auxquelles il est difficile d'accéder par camion », a-t-il ajouté.

Le chef d'état-major interarmées Richard Myers a pour sa part indiqué que deux avions-cargo C-17 avaient été prévus pour ces largages.

M. Rumsfeld a tenu par ailleurs à rassurer les populations locales, en déclarant qu'il « n'y a aucun risque pour les populations au sol ».

Interrogé pour savoir si les forces américaines avaient bien sécurisé le ciel afghan, il a répondu : « Nous n'aurions pas commencé à faire des largages dans certaines parties du pays si nous n'étions pas satisfaits des conditions de sécurité. »

Il y a quelques jours, le programme alimentaire mondial (PAM) avait lancé un cri d'alarme, soulignant qu'après plusieurs années de sécheresse et de guerre, six millions d'Afghans risquaient de mourir de faim si une aide internationale d'urgence n'était pas mise en place.



Si l'opération humanitaire lancée hier atteint son objectif, ces femmes et ces fillettes, réfugiées dans un camp de la province de Takhar, dans le nord de l'Afghanistan, devraient voir leur sort s'améliorer.



Photo REUTERS



Photo AP

Quelque 37 500 rations composées de divers aliments — fèves en sauce tomate, biscuits, tablettes aux fruits, confitures, beurre d'arachides, gâteaux secs, etc. — ont commencé à être largués du haut des airs hier, vers des localités reculées d'Afghanistan. Déjà, les États-Unis avaient fait don de plusieurs denrées, notamment du blé, au programme alimentaire mondial qui ravitaille le centre de distribution situé à Kaboul d'où revient cet Afghane. Les camps de réfugiés bénéficient également de l'aide humanitaire internationale.

Une mission confiée à l'avion-cargo C-17

Agence France-Presse

WASHINGTON — L'avion-cargo C-17 *Globemaster III*, que les États-Unis ont utilisé hier pour des largages humanitaires sur l'Afghanistan, est le dernier-né et le plus polyvalent des appareils de transport militaire américains.

D'une longueur de 53 mètres pour une envergure de 51,7 mètres, le C-17 est un quadrimoteur construit par Boeing. L'avion, avec un équipage de trois personnes, a un poids total maximum au décollage de 265 tonnes et peut transporter jusqu'à 77,5 tonnes de cargaison ou 102 soldats (parachutistes ou fantassins).

Il peut voler à 8500 mètres d'altitude, à 833 km/h avec une auto-

nomie de vol de 3800 km. Ses réacteurs Pratt & Whitney (F-117-PW) équipent au civil le Boeing 757, développant une poussée de 18 tonnes chacun.

Capable d'utiliser des aérodrômes rudimentaires, cet avion-cargo est considéré par l'US Air Force comme étant très souple, pouvant « répondre aux urgences militaires et aux opérations humanitaires partout dans le monde », comme des largages aériens et des transports de troupes. Il est considéré comme très fiable et facile d'entretien.

Le C-17 a effectué son premier vol en septembre 1991. Il est livré depuis 1995 à l'armée de l'air américaine qui a commandé au total 120 exemplaires.

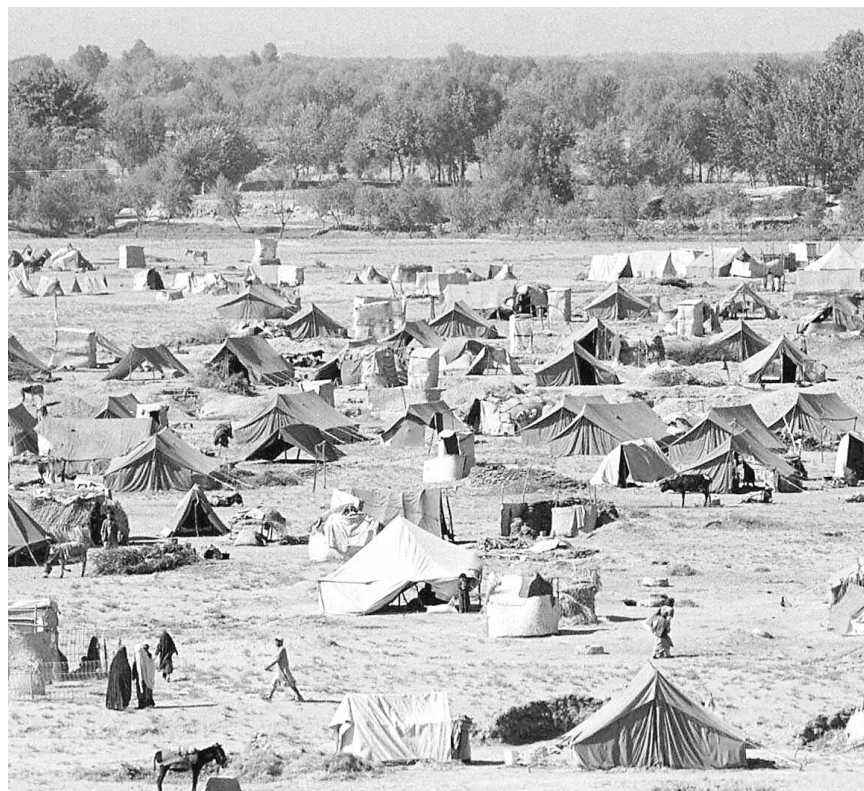


Photo AP

Baptême du feu pour la coalition antiterroriste internationale

CHRISTOPHE DE ROQUEFEUIL
Agence France-Presse

WASHINGTON — Les attaques d'hier en Afghanistan constituent le premier test d'envergure pour la coalition antiterroriste internationale que les États-Unis s'emploient à rassembler depuis un mois, en vue d'une riposte aux attentats de New York et Washington.

Le secrétaire d'État Colin Powell a continué à consolider ce vaste assemblage hétéroclite hier, allant de la solidarité militaire sans faille des Britanniques au soutien tiède et aléatoire de nombreux pays arabes.

M. Powell et son adjoint, Richard Armitage, ont appelé les responsables de pays clés comme le président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, pays voisin de l'Afghanistan, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le haut représentant diplomatique de l'Union européenne, Javier Solana, ou encore le chef de l'État omanais, le sultan Qaboos, a-t-on indiqué au département d'État.

Le chef de la diplomatie américaine doit également se rendre cette semaine au Pakistan et en Inde, avant de se rendre en Chine la semaine suivante pour une réunion du Forum économique Asie-Pacifique, où ce dossier sera de fait au centre des entretiens.

Conscients de l'hétérogénéité du soutien international dont ils bénéficient et des risques dans le monde arabe et musulman, les États-Unis s'emploient avec force à souligner que leur objectif est circonscrit aux cibles « terroristes » — Oussama ben Laden et son réseau Al-Qaeda — et à leur soutien — les talibans afghans.

« Nous ne nous battons pas contre l'islam, les arabes ou le peuple d'Afghanistan », a pris soin de souligner le porte-parole du département d'État, Richard Boucher.

La « forte coalition » antiterroriste que les États-Unis ont promis de mettre sur pied dès le lendemain des attentats n'a qu'un lointain rapport avec celle constituée dix ans plus tôt pour chasser l'Irak du Koweït.

Plus large et plus informelle, elle vise à

mener une action multiforme sur le plan financier, judiciaire et policier, ou encore en renforçant la coopération en matière de renseignement, voire en menant des opérations militaires.

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a récemment défini ce projet comme un assemblage de « coalitions à géométrie variable de pays, qui pourront changer et évoluer ».

Les différentes réponses apportées à travers le monde reflètent cette approche souple, mais aussi plus difficile à coordonner et à faire tenir dans le temps.

Washington ne peut que se féliciter du soutien des pays de l'OTAN, qui ont accepté de faire jouer pour la première fois dans l'histoire la clause de solidarité au sein de l'Alliance. Si la Grande-Bretagne est d'ores et déjà engagée militairement, d'autres pays occidentaux sont prêts à la faire aussi. Le président Bush a cité hier la France, l'Allemagne, l'Australie ou le Canada.

Le président américain s'est également fé-

licité qu'une quarantaine de pays d'Asie, d'Europe, d'Afrique ou du Proche-Orient aient ouvert leur espace aérien aux vols militaires américains.

Washington a également réussi à obtenir le soutien de deux pays clés, dont l'appui était loin d'être acquis d'avance : le Pakistan, jusqu'à récemment meilleur allié des talibans afghans, et l'ex-république soviétique d'Ouzbékistan.

La bienveillance de Moscou et de Pékin envers les initiatives antiterroristes de Washington constitue également un acquis de poids pour la diplomatie américaine, mais pourrait se traduire par des marchandages délicats sur d'autres sujets comme la défense antimissile ou les droits de l'Homme.

La principale inconnue réside dans la solidarité à plus long terme du soutien du monde arabo-musulman, qui, tout en condamnant les attentats, a multiplié au cours des dernières semaines les critiques contre la politique américaine dans le conflit israélo-palestinien.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

RÉACTIONS

RUSSIE

MOSCOU a apporté son soutien aux frappes américano-britanniques, reconnaissant qu'il « est temps d'agir » contre le terrorisme, selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. Il faut « résister par tous les moyens — conformément à la charte de l'ONU — à la menace que représentent les actes terroristes pour la paix et la sécurité internationale », ajoute-t-il, soulignant que « le temps était venu d'agir fermement dans la lutte contre ce mal ». « Les terroristes, où qu'ils soient, en Afghanistan, en Tchétchénie, au Moyen-Orient ou dans les Balkans, doivent savoir qu'ils seront rattrapés par la justice. » Il condamne le régime taliban dont la politique « est directement responsable » de ce qui se passe en Afghanistan.

ALLEMAGNE

L'ALLEMAGNE « soutient sans restrictions l'attaque américaine contre des objectifs terroristes en Afghanistan », en riposte aux attentats du 11 septembre aux États-Unis, et est prête à y participer militairement, a déclaré le chancelier social-démocrate allemand, Gerhard Schroeder. « Il ne s'agit pas d'un combat contre le peuple afghan, mais d'un combat contre le terrorisme et contre ceux qui soutiennent les terroristes », a-t-il poursuivi. « Ce n'est pas non plus une lutte de l'Occident contre l'Islam, comme le montre la grande alliance antiterroriste » qui s'est constituée et qu'il convient « de stabiliser ».

IRAK

« LES VRAIS croyants ne peuvent que condamner cette action, non pas parce qu'elle a été commise par l'Amérique contre un peuple musulman, mais parce qu'il s'agit d'une agression perpétrée en violation de la loi internationale », selon un communiqué diffusé à l'issue d'une réunion du président Saddam Hussein avec ses plus proches collaborateurs. « Ces méthodes n'entraîneront que davantage d'instabilité et de désordre dans le monde ».

IRAN

« CES ATTAQUES à grande échelle lancées sans considération pour l'opinion publique mondiale, notamment celle de pays musulmans, sont inacceptables », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid-Reza Assefi. « Ces attaques feront tort au peuple innocent et opprimé d'Afghanistan, a-t-il ajouté. Les États-Unis doivent respecter l'intégrité territoriale maritime et aérienne de la République islamique d'Iran et doivent s'abstenir de tout acte qui pourrait l'enfreindre. »

CHINE

LA CHINE a exprimé son soutien aux attaques lancées par les États-Unis, tout en souhaitant qu'elles soient limitées à des « objectifs spécifiques » et épargnent les civils. Elle est opposée au terrorisme quelle qu'en soit la forme et soutient les mesures pour l'éradiquer, a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères cité par l'agence officielle Chine nouvelle. Cependant, ces frappes militaires contre le terrorisme doivent être ciblées sur « des objectifs spécifiques et éviter de faire du mal à des civils innocents ».

TURQUIE

LA TURQUIE, « alliée responsable et ami des États-Unis », soutient la lutte antiterroriste de ce pays et se félicite des déclarations américaines selon lesquelles les actions militaires en Afghanistan sont soigneusement ciblées, épargnant les populations civiles, selon un communiqué publié au terme d'une réunion de crise présidée par le premier ministre Bulent Ecevit. « La Turquie, qui soutient de longue date la nécessité d'une lutte internationale, appuie la création d'une coalition internationale ».

JAPON

« LE JAPON soutient fermement cette action », a déclaré le premier ministre Junichiro Koizumi au cours d'une conférence de presse. « Notre pays apportera le plus de coopération possible dans ce combat contre le terrorisme, a-t-il affirmé. Tenant compte de plusieurs facteurs, nous avons conclu que les États-Unis avaient pris la bonne décision ».

ITALIE

« L'ITALIE EST aux côtés des États-Unis et de tous ceux qui sont engagés dans la lutte contre le terrorisme », a déclaré le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi. Il a été averti du déclenchement de la riposte militaire américaine aux attentats terroristes du 11 septembre par le vice-président américain Dick Cheney, qui lui a téléphoné.

ESPAGNE

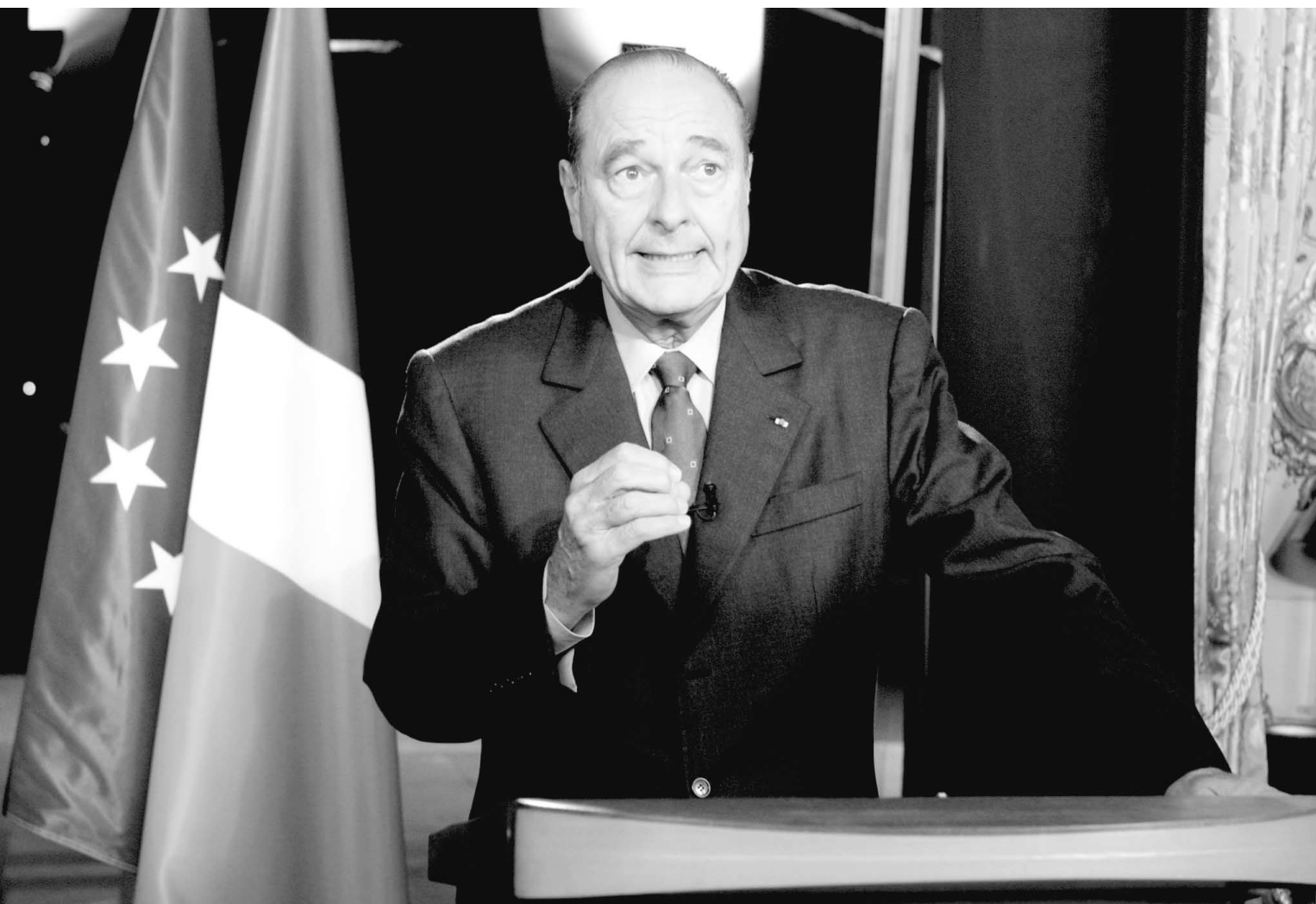
« LA RÉPONSE aux attaques terroristes est un exercice de légitime défense qui a le soutien de la communauté internationale et de ses institutions », selon le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar. « Aucune attaque terroriste ne peut rester sans réponse. Ce n'est pas une attaque contre le peuple d'Afghanistan. Il s'agit d'en finir avec les bases terroristes, avec le soutien que reçoivent les terroristes et d'essayer d'éviter qu'il puisse y avoir de nouvelles attaques terroristes dans quelque pays que ce soit ».

UNION EUROPÉENNE

« JE TIENS comme président de l'Union (européenne) à réaffirmer notre entière solidarité avec les États-Unis ainsi qu'avec le Royaume-Uni et les autres pays engagés dans ces opérations » en Afghanistan, a déclaré le premier ministre belge Guy Verhofstadt, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. « Je rappelle que l'Union européenne, se basant sur la résolution 1368 du Conseil de sécurité (de l'ONU) avait considéré comme légitime cette riposte. »

NORVÈGE

« LA NORVÈGE soutient l'action américaine, mais nous ne sommes pas en guerre au sens traditionnel du terme », a déclaré le premier ministre Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse à Oslo. « Les États-Unis exercent un droit très clair à la riposte » et « il importe que ces personnes (les auteurs des attentats du 11 septembre) soient jugées. »



Le président français Jacques Chirac s'est adressé à ses concitoyens hier soir dans un discours télévisé.

Photo REUTERS ©

La France approuve... dans le brouillard



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

LE DÉCLENCHEMENT des opérations militaires contre l'Afghanistan n'a pas pris les Français totalement au dépourvu : les médias annonçaient des événements imminents depuis 48 heures. Disons qu'elles sont intervenues — vers 19 h, heure de Paris — alors que dirigeants et opinion publique restent dans le brouillard total : quels sont les plans américains ? Personne à Paris n'en sait rien. Que vont demander les Américains aux Français et aux Européens ? On ne le sait pas encore vraiment.

Non seulement les responsables français mais également deux Français sur trois soutiennent l'idée d'un engagement de leur pays aux côtés des Américains. Mais pour l'instant, ils ne savent pas ce que les États-Unis veulent faire concrètement ni ce qu'ils ont l'intention de leur demander.

La nouvelle du début des bombardements est intervenue un dimanche, en début de soirée, à peu près au moment où les Français se disposent à passer à table. Mais surtout, le ministre français de la Défense, Alain Richard, venait à peine d'entamer une émission d'une heure sur LCI (la chaîne d'info continue), où il était interrogé par les journalistes. C'est en direct et en studio que le ministre a appris les événements en cours. « J'ai le sentiment, a commencé M. Richard, que ces opérations vont s'étaler sur un temps assez long... »

— Vous dites que vous avez « le sentiment ». Est-ce que vous parlez en tant que témoin ou en tant qu'acteur des événements ?

Manifestement, le responsable français de la Défense parlait en tant que témoin — et de probable futur acteur. Contrairement à ce qui s'était passé pendant la guerre du Golfe, où les principaux alliés des États-Unis, dont la France, avaient été plus ou moins associés à la préparation des opérations militaires, l'Europe, et la

France en particulier, au lieu de subir comme on s'y attendait une forte pression américaine pour participer à l'expédition militaire, ont eu la surprise d'être simplement tenus à l'écart des projets en cours.

Pendant la guerre du Golfe, certes, les Britanniques avaient consenti un effort militaire plus considérable que celui des Français. Et, ces dernières années, les Britanniques ont été les seuls à participer avec les Américains aux bombardements contre l'Irak. Mais jamais la politique étrangère et militaire de Londres n'avait été à ce point décollée de celle du « continent ».

Dans une région du monde que, il est vrai, les Anglais considèrent comme une (ancienne) zone d'influence, ils sont en train d'intervenir massivement, presque à égalité de moyens avec les Américains, avec 29 000 hommes et quelques dizaines de bateaux de guerre dans la région. Manifestement, ils ont tenu le reste de l'Europe à l'écart de leur propre engagement : cela fait partie de leurs relations privilégiées avec les États-Unis.

La France, qui est naturellement, avec la Grande-Bretagne, la seule autre vraie puissance militaire opérationnelle en Europe, se disposait de toute évidence à discuter ou négocier la nature de sa participation à cette nouvelle guerre. Pas seulement pour donner des gages à ce gros tiers de la population spontanément antiméricain, mais aussi et surtout pour avoir le sentiment d'exister dans cette alliance.

Le fait est qu'il est apparu hier en début de soirée qu'elle avait été jusque-là tenue à l'écart des préparatifs américains. Manifestement, le ministre de la Défense n'avait pas été prévenu du début des hostilités, et ne savait pas si elles allaient durer des semaines ou des mois, se dérouler en continu ou par à-coups. Il est vrai que le reste de l'Europe continentale, qui a exprimé hier soir « son entière solidarité », se trouvait dans la même ignorance, mais l'Allemagne demeure pour l'instant prisonnière en grande partie de sa politique pacifiste et non-interventionniste, et l'Italie n'a guère de poids sur la scène internationale. Le grand laissé pour compte de ce début de guerre, c'est essentiellement la France.

Le président Jacques Chirac, en intervenant à la télévision environ deux heures après le début des frappes, a quelque

peu donné l'impression de courir après l'événement. Le chef de l'État a, comme on s'y attendait, exprimé son total soutien aux initiatives américaines et approuvé l'idée de « trouver et punir Ben Laden ». « Les Français, a-t-il dit, ont récemment éprouvé dans leur chair les effets du terrorisme. Ils sont unis, nous sommes tous unis dans leur soutien à la riposte actuelle. Nous assumerons notre part (dans ces opérations) dans la solidarité et la responsabilité. »

Contrairement à son ministre de la Défense — mais qui appartient au gouvernement « socialiste » de Lionel Jospin —, Jacques Chirac s'est dit au courant du déclenchement des frappes et a tenu à le faire savoir : « J'ai eu un coup de téléphone du président Bush avant le début des opérations. »

Et d'ajouter, comme si la France jouait déjà un rôle majeur : « Certains de nos navires de guerre sont déjà à l'oeuvre. Les Américains nous ont fait ces derniers jours de nouvelles propositions de participation... » En réalité, il n'y a de français près du théâtre d'opération, qu'une frégate lance-missiles et un bateau-ravitailleur, qui se trouvaient postés à Djibouti. Pour l'instant, la France est complètement hors du coup, face à cette expédition que les journalistes français qualifient déjà de « américano-britannique ».

Si l'on additionne au tiers d'antiaméricains tous les Français qui s'estimeront vexés d'être considérés comme des alliés de seconde zone (en comparaison des Britanniques), il est probable que dans les jours et les semaines qui viennent, se manifesteront beaucoup de réticences face à un engagement militaire important de la part de la France.

Déjà hier soir, le même ministre de la Défense, revenu de sa surprise et se démarquant implicitement de Chirac, déclarait en interview : « La principale riposte, les outils majeurs de lutte contre le terrorisme ne sont pas d'abord militaires. Ils relèvent du renseignement et de l'action policière. Quant au plan militaire lui-même, il faut bien comprendre que sur le terrain afghan, il peut être question d'opérations au sol très ponctuelles, quelques heures au plus. En revanche, toute idée de prise de contrôle du territoire afghan est exclue. »

Il y a des nuances, peut-être même des divergences, dans l'air.

Les parlementaires de l'OTAN discutent des répercussions de la riposte

STEPHEN THORNE
Presse Canadienne

OTTAWA — Alors que les premières bombes commencent à tomber sur Kaboul, les délégués à une conférence des parlementaires de l'OTAN discutaient déjà, hier, à Ottawa, des retombées de l'opération — des millions de réfugiés qui ne peuvent sortir de l'Afghanistan et des dizaines de groupes d'aide humanitaire qui ne peuvent y entrer.

Les frontières ont été fermées. Six millions de réfugiés afghans sont prisonniers du pays, tandis qu'un million et demi d'autres sont dispersés dans la région, a indiqué la Canadienne Carolyn McAskie, coordonnatrice adjointe des secours d'urgence pour les Nations Unies.

Le temps presse : le rude hiver afghan prendra sa pleine force dès la mi-novembre.

« Des discussions et une collaboration opportunes avec des partenaires externes, comme les forces militaires, sont indispensables au déploiement et à la coordination de l'aide humanitaire », a expliqué M^{me} McAskie.

Parallèlement aux frappes contre la dé-

fense aérienne des talibans, les dirigeants de l'Afghanistan, et leur petite flotte d'avions de guerre, des avions-cargo militaires américains ont commencé à parachuter des vivres et des médicaments en Afghanistan, dans le cadre des efforts qu'ont promis de faire les États-Unis pour venir en aide aux civils afghans déplacés.

Dans un discours adressé au comité de l'OTAN sur la dimension civile de la sécurité, M^{me} McAskie a rappelé que la crise humanitaire en Afghanistan ne datait pas d'hier. Le pays est « sauvagement » affecté par la guerre et la sécheresse depuis 20 ans, a-t-elle dit.

Les signaux annonçant l'aggravation des crises humanitaire, politique et militaire étaient tous présents, comme ailleurs dans le monde, a-t-elle précisé. La communauté internationale a pourtant choisi de ne pas en tenir compte.

Une once de prévention vaut bien un livre de guérison, a-t-elle lancé. L'appétit pour financer une action préventive est toutefois beaucoup moindre qu'il ne l'est pour financer une réponse militaire, a-t-elle analysé.

Par exemple, au Kosovo, l'ensemble de l'aide donnée au million de personnes qui fuyaient a coûté moins qu'une jour-

née de bombardement. En Somalie, nourrir un seul soldat représentait cent fois le coût de nourrir un réfugié.

Ses mots ont résonné dans la salle de conférence, où étaient réunis quelque 300 délégués de 18 pays membres et de 17 pays associés, y compris la Russie.

Demain, le secrétaire-général de l'OTAN, Lord Robertson, et le président de la Chambre des représentants américaine, Dennis Hastert, doivent prendre la parole à la conférence, qui se déroulera comme prévu malgré la riposte anglo-américaine, a assuré le président de l'assemblée parlementaire de l'OTAN, Rafael Estrella.

Au comité de l'économie et de la sécurité, le président Jos van Gennip, des Pays-Bas, a dirigé hier une discussion sur les conséquences des attentats terroristes du 11 septembre en soulignant que les trois-quarts de la population mondiale est démunie.

« La nécessité d'une réforme du système économique mondial est apparente, a affirmé M. van Gennip. Ce serait une omission si notre comité ne portait pas une attention systématique et intensive à la relation entre sécurité, terrorisme et développement mondial. »

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Un baume pour l'économie des États-Unis?

d'après Reuters et Bloomberg

L'offensive militaire américano-britannique lancée contre l'Afghanistan hier pourrait se révéler un baume pour l'économie américaine assaillie de soucis quant à l'avenir, soutiennent des analystes. Les effets sur le reste du monde sont cependant plus difficiles à mesurer, disent-ils.

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre dernier, un nuage d'incertitude plane au-dessus de l'économie mondiale au moment où différentes entreprises, depuis les sociétés aériennes jusqu'aux restaurants, licencient des employés.

Une partie de l'atmosphère malsaine était due à la crainte de nouvelles attaques aux États-Unis, mais aussi à l'appréhension de ce qui allait se produire en Asie centrale durant les jours et les semaines où les Américains ont préparé leurs frappes.

Celles-ci pourraient en réalité contribuer à redonner confiance, en autant qu'elles soient couronnées d'un succès évident.

« L'attente est bien pire », souligne l'économiste Joel Naroff, de Naroff Economics Inc., à Holland, en Pennsylvanie. « Si l'on présume que tout ira bien, ce sera le début d'un processus qui fera que les gens se sentiront bien enfin. Mais en ce moment même, nous ne savons pas grand-chose. »

Il y a une dizaine d'années, la guerre du Golfe avait créé un précédent et avait été marquée par une période de malaise après l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990. Le malaise disparut lorsqu'une coalition sous

la direction des États-Unis frappa l'Irak en janvier 1991.

« La guerre du Golfe nous a appris que ce qui affecte réellement l'économie, c'est de ne pas savoir ce qui va arriver », explique l'économiste Sung Won Sohn, de la Wells Fargo Bank, à Minneapolis.

Ces derniers temps, il régnait une anxiété dans bien des milieux à propos de la suite des événements, même si l'on savait qu'une action allait finir par suivre l'affrontement entre les États-Unis et les militants établis en Afghanistan que l'on soupçonne d'être derrière les attaques terroristes du 11 septembre.

Bien sûr, tout soulagement pourrait bien être de courte durée si la situation n'évolue pas aussi positivement que voulu ou aussi rapidement que ce fut le cas lors de la guerre du Golfe.

« La clé, ce sera la suite des événements au cours des prochains jours. S'il semble que la question ne sera pas vidée rapidement, alors, toutes sortes de scénarios vont apparaître », estime Anthony Karydak, principal économiste financier à la Bank One Capital Markets, à Chicago.

Un soulèvement populaire parmi les fondamentalistes islamiques au Pakistan ou des attaques à la bombe aux quatre coins du globe seraient susceptibles de déstabiliser les économies et les marchés, dit-il.

Même si les frappes peuvent servir d'exutoires aux États-Unis, elles peuvent aussi faire monter les pressions à l'étranger, ce qui assombrira les perspectives économiques.

La Grande-Bretagne a participé aux frappes d'hier aux côtés des États-Unis, mais certains alliés européens (ils sont nombreux, parmi eux, qui comptent une importante population arabo-phonie) redoutent une hausse des tensions sociales. De plus, le commerce pourrait souffrir de perturbations en raison de bouleversements dans les livraisons et le transport.

« Ils n'ont pas le même engagement (à l'étranger) que nous avons à propos des représailles. Et ils sont plus inquiets à propos des répercussions de la guerre et des bouleversements économiques », précise M. Sohn. « Alors, je prévois que la confiance des consommateurs aux États-Unis sera requinquée, mais les conditions économiques à l'étranger pourraient en vérité se détériorer à cause des frappes. »

Pour sa part, Larry Lindsey, conseiller économique à la Maison-Blanche, a soutenu que le plan de l'administration Bush pour stimuler la croissance aidera « l'économie fondamentalement vigoureuse » des États-Unis à éviter une récession prolongée. Ce plan lui fera retrouver son

taux de croissance de 3 % ou mieux encore quelque part durant l'année 2002.

« Ce que nous tentons de faire, c'est de mettre plus d'argent entre les mains des entreprises de sorte qu'elles puissent embaucher, investir et remettre l'économie en marche », a expliqué M. Lindsey à Fox News Sunday.

Celui-ci a indiqué que les dépenses d'urgence à la suite des attaques terroristes pourraient se traduire l'an prochain par le premier budget déficitaire du gouvernement depuis 1997. Et pourtant, la vigueur de l'économie produira un surplus budgétaire en 2003, selon M. Lindsey.

La raison en est que le ralentissement économique que nous observons maintenant s'évanouira bientôt, dit-il. « Je crois que l'an prochain, nous verrons un retour à une croissance normale, de 3 % et plus », lance M. Lindsey.

Ce dernier s'est aussi élevé contre une analyse faite par l'investisseur milliardaire Warren Buffett selon qui les États-Unis sont dans une récession « relativement profonde ».

« Je ne vois pas ça du tout dans les cartes », avance M. Lindsey. Les consommateurs et les entreprises « sont un petit peu plus prudents », dit-il. « Je crois qu'avec le temps, au moment où les gens se rendront compte que l'économie américaine est fondamentalement saine, nous verrons un retour à la prospérité. »

M. Buffett a fait part de son analyse dans une note aux gestionnaires le 26 septembre et affichée sur le site Web de sa compagnie d'investissements, Berkshire Hathaway Inc.

« La guerre du Golfe nous a appris que ce qui affecte réellement l'économie, c'est de ne pas savoir ce qui va arriver », explique l'économiste Sung Won Sohn, de la Wells Fargo Bank, à Minneapolis.

Les titres du secteur de la défense de nouveau séduisants

d'après Reuters

NEW YORK — Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont déployé leur arsenal hier et utilisé une bonne quantité d'armes faites aux États-Unis dans leurs attaques contre l'Afghanistan, ce qui a amené des analystes de Wall Street à prévoir un regain d'intérêt pour les actions du secteur de la défense.

Les investisseurs anticipaient déjà une riposte militaire des États-Unis aux attaques terroristes du 11 septembre dernier, et les titres des entrepreneurs en matériel de défense s'étaient haussés d'autant. Mais si les achats d'actions s'étaient concentrés sur les fabricants de matériel électronique pour fins militaires, le début des frappes contre l'Afghanistan pourrait signaler un mouvement plus vaste d'achat, disent les analystes.

« Les actions du secteur de la défense sont un choix facile : elles vont être en hausse », avance Phil Orlando, principal responsable de l'investissement de la division Gestion des actifs chez Value Line.

« La plupart de ces titres ont tout de suite grimpé après les attaques d'il y a quelques semaines, et c'est exactement ce que l'on prévoyait », a-t-il indiqué hier. « Et c'est sans tenir compte du fait qu'elles vont continuer leur mouvement à la hausse étant donné le début de notre action militaire. »

Des armes de terre et de mer de même que des aéronefs et des missiles de croisière ont été utilisés durant les frappes, a précisé un officier supérieur. Ainsi, 15 bombardiers américains, 25 avions d'attaque et 50 missiles de croisière ont été utilisés, a précisé l'officier.

Northrop Grumman, fabricant du bombardier furtif B-2 et un leader dans le domaine de l'électronique et de la technologie de renseignements, a vu ses actions grimper de plus de 30 % depuis le 11 septembre.

D'autres bombardiers qui auraient participé aux attaques, les B-1 et les B-52, sont fabriqués par Boeing. Les B-52 Stratofortress sont de gros bombardiers à long rayon d'action capables de transporter des armes atomiques ou des armes à guidage de précision.



Observés par le pilote d'un F-14 Tomcat, des membres de l'équipage du porte-avions USS Enterprise transportaient une charge de missiles hier.

Le B-1 Lancer est un bombardier qui peut voler à Mach 1,2 au niveau de la mer.

Cependant, le titre de Boeing a été sous pression en raison de la crise dans l'industrie aérienne commerciale et il a chuté de plus de 16 % depuis le 11 septembre.

De nombreuses compagnies fabriquent les missiles de croisière. Ce terme regroupe dif-

férents véhicules et diverses capacités, mais il se rapporte la plupart du temps au U.S. Advances Cruise Missile, qui peut parcourir jusqu'à 3000 kilomètres.

Le missile de croisière Tomahawk, conçu pour voler à faible altitude à de hautes vitesses subsoniques, est fabriqué par Raytheon Co. Les Américains et les Britanniques en

font usage et on le considère difficile à détecter en raison de sa petite surface équivalente radar et à la basse altitude où il vole.

Les actions de Raytheon, établie à Lexington, au Massachusetts, ont gagné 41 % depuis le 11 septembre.

La lutte contre le blanchiment d'argent, nouvelle religion américaine

JEAN-LOUIS DOUBLET
Agence France-Presse

WASHINGTON — Le gouvernement américain, au départ plutôt hostile à la coopération internationale en matière de lutte contre les paradis fiscaux, s'est fait une nouvelle religion après les attentats du 11 septembre.

La réunion des grands argentiers des sept pays les plus industrialisés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), samedi à Washington, a scellé ce ralliement dont le but premier est de lutter contre les réseaux de financement des organisations terroristes. « C'était un plaisir d'accueillir cette réunion extraordinaire », a affirmé le secrétaire au Trésor américain, Paul O'Neill, à l'issue de la rencontre.

« J'ai été particulièrement touché lorsque mes collègues ont suggéré que nous montrions ensemble au monde notre volonté et notre détermination commune pour perturber les réseaux de financement du terrorisme », a-t-il affirmé.

C'est pourtant le même Paul O'Neill qui avait jeté en mai dernier un seau d'eau froide sur les velléités de plusieurs pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d'intensifier la lutte contre les paradis fiscaux. C'est lui aussi qui avait mis en doute en février l'utilité des réunions du G7 consistant selon

lui à « voyager à travers le monde pour dire aux autres ce qui se passe dans l'économie ».

Mais les attentats ont tout changé. « Je pense que ce n'est pas un secret de dire que O'Neill a reçu un mandat du président George W. Bush pour dire qu'en matière de lutte financière contre le terrorisme, tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous », a souligné le ministre français des Finances, Laurent Fabius.

En mai, le secrétaire au Trésor américain avait estimé que le projet de l'OCDE était « trop large » et « ne répondait pas aux priorités fiscales et économiques de l'actuelle administration présidentielle ». Cette fin de semaine, il a prôné les vertus d'une coopération tous azimuts.

Le Groupe d'action financière internationale (GAFI), qui ne dépend pas directement de l'OCDE, mais dont le secrétariat est assuré par cette organisation, va se réunir à Washington fin octobre et décider d'étendre à cette occasion ses compétences à la lutte contre le financement du terrorisme.

Créé en 1989, le GAFI est un organisme international indépendant comptant 29 pays membres, parmi lesquels les États-Unis, la France, le Luxembourg, Singapour, le Royaume-Uni ou la Suisse. La Commission européenne et le Conseil de coopération du Golfe en font aussi partie.

Il a commencé à publier l'an dernier des

listes noires de pays jugés non coopératifs dans la lutte contre l'argent sale, leur enjoignant de se mettre en règle avec la législation financière internationale sous peine de sanctions.

Le G7 veut activer la coopération internationale en se servant également d'autres organismes comme le « groupe Egmont ». Ce dernier a été créé en 1995 à l'initiative du FINCEN (Financial Crimes Enforcement Network) américain, de la CTIF (Cellule de traitement des informations financières) belge, et du TRACFIN (Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins) français. Il rassemble toutes les agences antiblanchiment communément appelées unités du renseignement financier.

Les pays du G7 qui n'en font pas encore partie ont été appelés samedi à le rejoindre et à « répondre aussi vite que possible aux demandes d'informations qui lui sont adressées ».

Reste la question des sanctions contre ceux qui ne coopéreront pas. « Les centres offshore doivent eux-mêmes être soumis aux mêmes règles, aux mêmes standards que les autres et donc, concrètement, cela veut dire que nous allons, soit à travers les Nations unies, soit à travers le GAFI ou bien différentes instances, décider des standards qui doivent être appliqués par tous, faute de quoi nous entrerons dans des mécanismes de sanctions », a prévenu Laurent Fabius.



Le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

SOPHIE COUSINEAU > LE MONDE DES AFFAIRES

scousine@lapresse.ca

L'économie de la peur

Cela faisait 26 jours que les Américains préparaient leur riposte, ayant tant bien que mal réprimé leur désir d'une vengeance brutale et sans appel à la faveur d'une campagne plus méthodique et orchestrée. Vingt-six jours à attendre le quand.

Persone n'aurait dû être surpris, donc, lorsque la nouvelle des premières frappes sur Kaboul et sur les principales bases aériennes afghanes est tombée, hier, à l'heure du midi. Et pourtant, quand le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a déclaré en point de presse que cette attaque ne représentait que la première frappe d'une longue campagne militaire, on ne pouvait s'empêcher de penser que, merde ! ça y est.

Cette guerre, on n'en voit pas la fin. Si vous en doutez, parlez-en à ces anciens Soviétiques qui ont croupi pendant 10 ans dans les tranchées creusées au flanc des froides montagnes afghanes.

Or, non seulement elle risque d'être longue, cette guerre, mais on ne sait pas à quel endroit elle frappera. En Afghanistan, bien sûr, mais aussi, on le craint, en Amérique du Nord. Encore. Ceux qui pensaient un peu naïvement que les terroristes se satisferaient de la destruction du World Trade Center ont vu leurs espoirs anéantis par la première déclaration publique d'Oussama ben Laden depuis le 11 septembre, diffusée hier sur les ondes d'une station de télévision du Qatar.

« Je jure devant Dieu que l'Amérique ne connaîtra pas la sécurité tant que la Palestine ne la connaîtra pas et tant que les armées des infidèles ne quitteront la terre de Mahomet, paix soit avec lui », a-t-il déclaré dans un

message préenregistré filmé devant une grotte qui pourrait être sa cache.

« L'Amérique est remplie de peur, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. » Cela me coûte de l'admettre, monsieur ben Laden, mais vous avez raison : comme la plupart de mes amis et collègues, je commence à avoir la chienne.

■ ■ ■

Contrairement à l'Europe, l'Amérique n'a aucune connaissance intime de la guerre qui, depuis la guerre de Sécession dans les années 1860, a toujours été combattue au loin. Et elle n'a jamais connu une telle peur. Cette peur diffuse de l'arbitraire, du « cela pourrait même arriver en prenant le métro de la ligne orange pour aller au bureau ».

L'impact économique de la peur — qu'aucun économiste sérieux ne s'aventurerait à chiffrer — dépasse largement les conséquences économiques immédiates des attentats sur les compagnies aériennes, les fabricants d'avions, les assureurs et compagnie.

À différents degrés, la peur touche tous les consommateurs, dont les dépenses représentent plus de la moitié de l'économie au Canada (56 % du produit intérieur brut au deuxième trimestre de cette année).

Or, les gouvernements et les autorités monétaires, au Canada comme aux États-Unis, semblent mal outillés pour rassurer les consommateurs, pour changer leur humeur.

Les banques centrales et les élus nous invitent à dépenser depuis le début de



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

l'année. Leurs appels ne sont que plus pressants depuis les attentats. Dans les décombres du World Trade Center, le président George Bush a ainsi invité les Américains à « emmener leurs enfants en vacances, à aller voir des matches de baseball ». Mais ces appels à la dépense sonnent creux.

La Réserve fédérale des États-Unis a abaissé neuf fois son taux d'intérêt directeur depuis le début de l'année, qui se situe maintenant à 2,5 %, son niveau le plus bas depuis 1962.

Le taux directeur de la Banque du Canada (le taux de financement à un jour) est pour sa part tombé à 3,5 %, ce qui représente un recul de 225 points centésimaux depuis le début de l'année (100 points équivalent à 1 %). Pour se mettre au diapason avec la dernière baisse aux États-Unis, la banque centrale devrait encore abaisser son taux directeur à sa prochaine réunion, prévue le 23 octobre.

Les baisses de taux d'intérêt prennent toujours du temps, autour de six mois, à se faire sentir. Mais au niveau où ces taux sont rendus, je ne suis plus sûre qu'une nouvelle baisse fasse vraiment une différence, d'autant que déduction faite de l'inflation, les taux d'intérêt réels tournent autour de zéro.

Ce n'est pas ce qui fera courir les foules aux centres commerciaux, surtout à Los Angeles et à New York, où les autorités ont augmenté le nombre des policiers qui

silonnent les rues devant la menace de nouveaux attentats. Les gens ont peur pour leur sécurité et peur pour leur job, deux craintes qui, combinées, peuvent paralyser l'économie.

L'autre instrument par lequel les gouvernements tentent de faire redémarrer l'économie, c'est par leurs politiques budgétaires.

Le président Bush dépense actuellement comme aucun démocrate n'oserait le faire en temps normal de peur de se faire taxer de socialiste. Ainsi, la Maison-Blanche espère que le Congrès adoptera son programme pour stimuler l'économie avec des dépenses oscillant entre 60 et 75 milliards US. Cette somme s'ajouterait aux 40 milliards US d'urgence déjà débloqués ainsi qu'aux 15 milliards US destinés aux transporteurs aériens. Ces dépenses, pour vous donner un ordre de grandeur, représentent autour de 1,3 % du produit intérieur brut des États-Unis de l'an dernier.

Au Canada, aucun plan de stabilisation de l'économie n'a été annoncé, bien que le ministre des Finances, Paul Martin, songe à dévoiler des mesures au cours de la mise à jour économique de l'automne, voire d'un budget extraordinaire. Toutefois, le ministre Martin a écarté d'emblée toute nouvelle baisse des impôts.

Ces dépenses budgétaires réussiraient-elles à stimuler l'économie là où les baisses de taux ne semblent plus avoir autant d'effet ? Quoi qu'il en soit, les dépenses des gouvernements ne se feront pas, elles non plus, sentir de sitôt. Et en attendant, la peur, sournoise, continuera ses ravages.

Des Bourses fébriles

STÉPHANIE GRAMMOND

AU LENDEMAIN de la riposte américaine en Afghanistan, les investisseurs ont les yeux rivés sur les Bourses. Pourtant, hier soir, rien ni personne ne permettait d'entrevoir un écrasement brutal des marchés américains (les marchés canadiens sont tous fermés aujourd'hui en raison du congé férié).

« Ce qui fait mal aux Bourses, ce sont les surprises. Or, la possibilité de représailles américaines était déjà intégrée dans l'évaluation des marchés boursiers », a dit hier soir Clément Gignac, stratège et économiste en chef à la Financière Banque Nationale, qui serait étonné d'assister à une dégringolade ce matin.

Mais, pour prévoir le comportement boursier des prochains jours, l'économiste tient davantage un discours de politologue. « Il faudra voir quelle sera la réaction des populations civiles au Pakistan et en Irak. Au cours des 48 prochaines heures, on surveillera aussi les risques de nouvelles attaques terroristes aux États-Unis. Si tout va bien, les investisseurs vont peut-être dire : OK, le pire est derrière nous », a avancé M. Gignac.

Néanmoins, les marchés asiatiques, les premiers à réagir après les attaques américaines, ont perdu quelques plumes. Les Bourses d'Asie ont toutes ouvert en baisse ce matin, réagissant négativement à l'incertitude provoquée par les bombardements américains de la nuit sur l'Afghanistan.

La principale place de la région, Tokyo, était cependant fermée pour la journée à l'occasion d'un jour férié.

L'or a en revanche grimpé, jouant son rôle traditionnel de valeur refuge. À Hong Kong, l'once a ouvert à 293,00-294,00 US dollars contre 291,75-292,50 à la clôture vendredi.

La bourse de Hong Kong, la seconde d'Asie, a abandonné 2,6 % à l'ouverture. L'indice Hang Seng perdait 264,35 points à 10.013,03.

À Singapour, les cours de la bourse ont chuté de 2,4 % peu après l'ouverture. L'indice Straits Times était en baisse de 25,96 puis 33,15 points à 1.352,30.

Même si les bombardements

étaient largement attendus, les investisseurs attendaient de connaître la suite des événements.

À Séoul, le principal indice était en légère baisse, perdant 2,25 points à 499,67 peu après l'ouverture.

Aux Philippines, le principal indice a chuté de 3,9 %, atteignant son plus bas niveau en dix ans. Il perdait 42,88 points à 1.045,56 en moins d'une heure.

En Malaisie, les actions ont perdu 8,94 points à 600,06 à l'ouverture.

À Sydney, la bourse a également réagi négativement.

À 11 h 20 heure locale, l'indice All Ordinaries perdait 43,7 points, soit 1,4 % à 3070,5 points.

En Nouvelle Zélande, le SP/ASX 200 a également chuté de 1,4 %, perdant 45,6 points à 3133,5 points.

Par contre, les négociations sur les contrats à terme ont donné un bon présage. Les contrats à terme (décembre) qui portent sur l'indice le plus représentatif du marché américain, le Standard & Poor's 500, ont reculé de 3,3 points, à 1068,5. Une telle baisse laisse prévoir une perte de 0,5 % à l'ouverture des Bourses américaines à 9 h 30 ce matin. Les contrats sur NASDAQ 100, l'indice de la Bourse américaine des technologies, a baissé de 8,5 points, pour se fixer à 1272,0. Les contrats sur le Dow Jones n'ont pas été échangés parce qu'ils sont inscrits à la Bourse de Chicago, fermée à cause du Columbus Day.

À la lecture des fluctuations des contrats à termes sur les indices boursiers américains, Pierre Lapointe, stratège chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, a constaté que l'impact des attaques semblait plutôt minimal.

« Les gens savaient que ça s'en venait. Le risque maintenant serait que les attaques américaines donnent lieu à une riposte de la part des terroristes. Ce serait très négatif pour les Bourses, car la confiance en serait très ébranlée. Mais les conséquences sont très difficiles à évaluer, tout dépendant de l'ampleur des événements », a dit M. Lapointe.

« Les indices boursiers pourraient chuter de 15 % s'il y avait



La Bourse des valeurs à terme de Chicago, en janvier dernier. À la lecture des fluctuations des contrats à termes sur les indices boursiers américains, hier, Pierre Lapointe, stratège chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, a constaté que l'impact des attaques semblait plutôt minimal.

d'autres attaques terroristes », a confié en fin de semaine à l'agence Bloomberg le gestionnaire de portefeuille James Paulsen, de la firme Wells Capital Management, qui gère 80 milliards américains.

Dans cette optique, les investisseurs fébriles restent sur le qui-vive, comme en témoignent la réaction des marchés la semaine der-

nière à la suite de certains événements qui ont fait réapparaître le spectre des terroristes. Par exemple, le NASDAQ a perdu soudainement 1 % jeudi, à la toute fin de la séance, lorsque les autorités américaines ont affirmé qu'un homme, en Floride, présentait des signes d'infection qui aurait pu être attribuable à une attaque biologique.

Malgré cette menace latente, M. Lapointe recommande aux investisseurs d'éviter de prendre des décisions de vente en état de panique, ce qui ne ferait que matérialiser leurs pertes. De manière générale, il conseille de s'orienter vers les titres plus défensifs, qui tiennent mieux la route pendant une récession, comme les détaillants d'alimentation ou de produits pharmaceutiques. Et il dit d'éviter les secteurs plus cycliques, comme ceux des sociétés de ressources naturelles.

Le stratège fait remarquer qu'il ne sert à rien d'essayer d'acheter des titres susceptibles de s'élever à cause de la tourmente, comme ceux de l'industrie de la défense ou du secteur refuge de l'or. « C'est impossible d'entrer à un prix raisonnable, car les titres grimpent trop vite », dit-il. Il cite l'entreprise américaine Raytheon, qui est dans le secteur de la défense. À la réouverture des marchés américains, après les attaques du 11 septembre, le titre a ouvert à 36 \$, soit 10 \$ de plus que son cours à la fermeture précédente. Ceux qui s'étaient précipités pour l'acheter ont été déçus, puisqu'il est redescendu à 31 \$ à la fin de la journée.

Le pétrole est un autre secteur qui pourrait s'enflammer, à la Bourse, comme cela a été brièvement le cas après les attaques du 11 septembre.

Les prix du pétrole ont d'ailleurs ouvert en baisse en Asie aujourd'hui.

Les commandes de brut pour livraison en novembre s'échangeaient à 22,39 \$ US le baril, en baisse de 24 cents sur la fermeture de vendredi à New York.

Les courtiers jugeaient difficile d'évaluer la tendance pour les semaines à venir, Washington ayant annoncé que sa campagne antiterroriste serait de longue haleine.

L'OPEP a récemment décidé de maintenir les prix entre 22 \$ et 28 \$.

« Le prix du pétrole est l'indicateur le plus sensible permettant de dire si la guerre aura des répercussions au Moyen-Orient ou si elle se limitera à des interventions chirurgicales. L'Afghanistan n'est pas un pays stratégique en ce qui a trait au pétrole, mais il a des racines qui s'étendent jusqu'aux pays producteurs », a dit M. Gignac.

Baisse du yen par rapport au dollar

D'après Bloomberg

SYDNEY, Australie — Le dollar américain a baissé par rapport au yen en raison d'inquiétudes soulevées par la possibilité d'un conflit militaire prolongé à la suite des raids menés par les États-Unis et les Britanniques contre des cibles terroristes en Afghanistan.

La devise américaine a baissé à l'équivalent de 120,27 yens ce matin, par rapport à 120,51 yens tard vendredi dernier à New York, après avoir atteint un creux de 119,96 dans la journée de vendredi, son plus bas niveau de la semaine dernière. Ce matin, le dollar s'échangeait à 91,94 cents par euro,

soit peu de changements comparativement à 91,83 cents vendredi.

On craint de nouvelles attaques en sol américain après que Oussama ben Laden, principal suspect dans les attaques terroristes du 11 septembre, eut affirmé samedi que des frappes militaires contre l'Afghanistan constitueraient « une agression contre la terre des musulmans » et que toute nation prêtant main-forte aux États-Unis se trouve à combattre l'Islam.

« Les gens hésiteront à détenir des dollars américains et ils auront aussi de l'apprehension quant à la devise anglaise », soutient Jo Masters, stratège en devises chez Macquarie

Bank Ltd. « À New York, les gens sont encore craintifs. On ne peut pas exclure la possibilité d'une autre attaque dévastatrice » aux États-Unis, dit-elle.

Le dollar a accusé une baisse vendredi dernier après que le gouvernement américain eut annoncé que 199 000 emplois non agricoles avaient été perdus le mois dernier, soit près du double de ce que l'on avait prévu. Il s'agissait aussi du pire résultat en plus de dix ans. Le chômage est demeuré inchangé à 4,9 %, alors qu'on s'attendait à 5 %.

Les ministres des Finances et les dirigeants des banques centrales du Groupe des Sept n'ont pas fourni de prévisions économi-

ques ni n'ont discuté de l'état du dollar, du yen, de l'euro et d'autres devises.

Le ralentissement économique aux États-Unis illustré dans le rapport sur la main-d'oeuvre pourrait contribuer à faire baisser le dollar au cours des semaines à venir, indiquent certains analystes.

Il est probable que l'économie américaine affiche un taux annuel de croissance de 0,5 % seulement au cours du troisième trimestre et l'on s'attend à ce qu'il y ait une contraction de 1 % au cours du quatrième trimestre, selon des économistes interrogés par Bloomberg News. L'une des définitions de récession est une production à la baisse pendant deux trimestres consécutifs.

Forum > LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Inévitable



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Les bombes pleuvent sur l'Afghanistan. Nous souhaitons tous que cela ne soit pas nécessaire. Mais la riposte lancée hier par les États-Unis et la Grande-Bretagne, avec le soutien d'une vaste coalition internationale, était devenue inévitable.

L'horreur et la tristesse provoquées par les attentats du 11 septembre commençaient déjà à s'émousser. Il ne faut pas laisser le temps semer l'oubli. Ces attentats ont fait plus de 6000 morts, tous innocents, dans les circonstances les plus atroces qu'on puisse imaginer. Le monde ne pouvait laisser de tels actes impunis.

La riposte alliée a été mesurée. Jusqu'ici, elle s'était déroulée sur les plans politique, financier et policier. Les États-Unis auraient pu, comme on le craignait, bombarder l'Afghanistan sans discernement. L'administration Bush a plutôt choisi d'agir conformément aux valeurs de l'homme civilisé. Elle a donné au régime taliban toutes les chances de s'amender. Il y a déjà plus de deux semaines, M. Bush a formellement exigé que les talibans livrent aux États-Unis les leaders d'al-Qaeda et ferment les camps terroristes érigés en Afghanistan. Depuis, les talibans n'ont cherché qu'à gagner du temps.

Ils ont d'abord prétendu qu'Oussama ben Laden n'avait rien à voir avec les attentats. Le message diffusé hier par ben Laden montre qu'au contraire, non seulement il est coupable, mais il se réjouit d'avoir fait subir cette torture à des milliers de personnes innocentes en « détruisant, Dieu merci, les bâtisses les plus prestigieuses de l'Amérique ».

Les talibans ont ensuite prétendu qu'ils avaient perdu la trace de ben Laden. Puis ils l'ont retrouvée, mais refusaient toujours de le li-

vrer. Enfin, hier matin, ils se sont dits prêts à le juger en vertu de la loi islamique. Mensonges, esquives : les talibans se moquent de la communauté internationale depuis qu'ils se sont emparés du pouvoir.

Leur comportement depuis le 11 septembre confirme qu'avec les talibans comme avec les terroristes, il n'y a aucune négociation, aucun accommodement possible. Vingt-six jours après les attentats, ben Laden a soudainement présenté ses « demandes » : « La sécurité pour les terres saintes et la Palestine. » La Palestine n'est qu'un prétexte commode. En multipliant les attentats contre Israël, les islamistes n'ont eu cesse de faire dérailler les fragiles tentatives de rapprochement entre Israël et les Palestiniens.

Les bombardements alliés ne visent ni l'Islam ni la population afghane. Les militaires américains et britanniques font tout pour éviter qu'il y ait des victimes innocentes. La stratégie terroriste est exactement opposée : le jihad est lancé « contre les juifs et les Américains ». D'un côté, la guerre contre les terroristes et le régime qui les soutient. De l'autre, la « guerre sainte » contre des peuples entiers. Entre les deux camps, il n'y a donc pas qu'une différence d'intérêts, comme certains persistent à le croire. Il y a une différence morale.

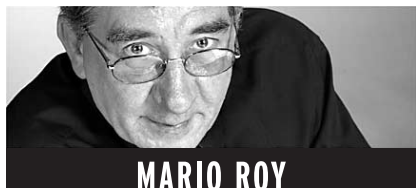
C'est pourquoi la riposte militaire lancée hier n'est pas seulement celle des Américains. C'est la riposte du monde civilisé. C'est notre riposte.

■ ■ ■

Nous avons tous soupiré, hier midi : la guerre, quel malheur ! Tout au long des tragédies qui nous guettent, il ne faudra pas perdre notre sens critique. Si les Alliés commettent des bévues ou des abus, il faudra les dénoncer, comme la démocratie nous permet, nous donne le devoir de le faire.

Mais surtout, il faudra garder à l'esprit les raisons qui ont amené le monde à s'attaquer aux terroristes. La guerre n'est légitime que comme ultime recours, lorsque les valeurs humaines fondamentales sont en jeu. C'est à cet ultime recours que les terroristes nous ont acculés.

Forces et faiblesses des infidèles



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

Pour ceux qui avaient encore le moindre doute sur les motivations de ceux qui ont perpétré les tueries de New York et de Washington, la journée d'hier a certainement été instructive. Ils auront clairement compris que, du côté de la terreur, il s'agit bel et bien d'un conflit religieux et racial ne devant se conclure que par l'extinction totale de l'une ou l'autre des parties.

Une « guerre sainte » est déclarée, où les « croyants » affrontent les « infidèles », c'est-à-dire surtout « les juifs et les Américains ». Et où, déjà, la colère de Dieu s'est abattue sur le « symbole moderne du paganisme »...

Dans des imprécations tout droit sorties du Moyen-Âge, Oussama ben Laden et un de ses lieutenants, Soleiman Abou Ghaith, ont été parfaitement clairs à ce sujet. Le ton de ces homélies donnait froid dans le dos, même après avoir identifié la part de stratégie inhérente à l'intervention de ben Laden, livrée en arabe dans le but premier et évident de rallier la mouvance islamiste à sa cause.

Soyons lucides : malgré l'énorme dissymétrie des forces en présence, l'homme n'est pas démuné.

D'abord, l'Occident ne maîtrise pas très bien ce langage et n'a qu'une connaissance théorique de la haine que peut nourrir le fanatisme religieux ou ethnique.

Certes, le monde arabe et/ou musulman est majoritairement étranger à — et même victime de — ce fanatisme. Les bruyantes manifestations anti-américaines au Pakistan, par exemple, ne doivent pas tromper : rassembler 2000 personnes dans les rues de Peshawar n'est pas plus significatif que de faire défiler 2000 militants dans les rues de Montréal. Tout de même, la laïcité de nos institutions, de nos tra-

ditions, de nos mentalités et de notre vie civile ne nous prédisposent pas à des échanges faciles lorsque la table est mise sur un autel.

Ensuite, il est devenu banal de constater que l'encadrement militaire, policier et juridique de l'Occident n'est pas bien adapté au conflit qui a débuté le 11 septembre.

Enfin et surtout, l'Occident ne sait pas du tout comment vivre une guerre où chacun de ses citoyens, où qu'il se trouve, est une cible potentielle. Le leader terroriste l'a d'ailleurs compris et a brandi l'arme principale qu'il a entre les mains en disant : « L'Amérique est remplie de terreur du Nord au Sud et d'Est en Ouest. Elle ne connaît plus la sécurité... »

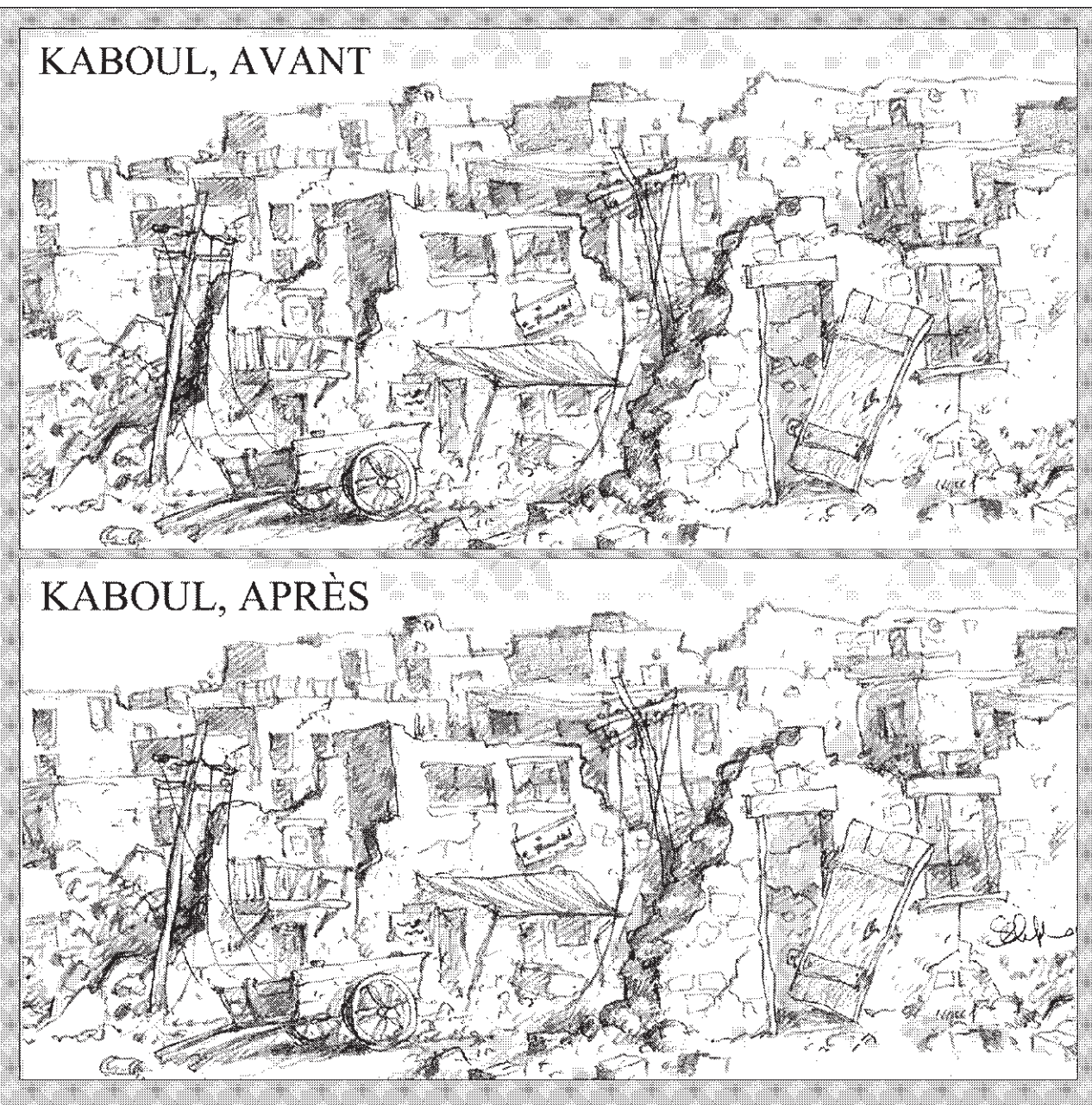
C'est lugubre. Mais, jusqu'à nouvel ordre, parfaitement exact.

Restent les forces relatives de l'Occident : son habileté, sa moralité et son humanisme.

Son habileté, qui devrait lui permettre de conduire des opérations militaires efficaces tout en épargnant les populations innocentes. Sa moralité, qui lui a interdit depuis près d'un mois une réplique précipitée et lui interdit aujourd'hui d'épouser la logique de la religion et de la race. Son humanisme, enfin, qui commande une action humanitaire parallèle aux opérations militaires. Une action, surtout financée et conduite par les États-Unis, qui a débuté il y a plusieurs jours et s'est poursuivie, hier, par le parachutage de vivres en Afghanistan.

Ces valeurs sont si fortement inscrites en nous que c'est précisément sur ces trois points que sera jugée la campagne des alliés, en particulier des Américains. À savoir : jusqu'à quel point on parviendra à ne pas succomber à la haine ; jusqu'à quel point on réussira, non seulement à épargner, mais aussi à nourrir les Afghans, ainsi qu'à mettre en place des conditions favorables à un avenir politique, économique et social décent pour ce pays.

C'est une très grosse commande. Mais existe-t-il d'autre choix ?



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Vos réactions à la riposte

Libérer le peuple afghan

AU PRINTEMPS 2000, je suis passé tout près de la frontière afghane, en Ouzbékistan ainsi qu'au Tadjikistan. J'y ai rencontré quelques Afghans en exil. Après avoir entendu leur histoire, je pense qu'il n'y a aucun doute qu'il fallait attaquer les talibans. Mais pourquoi maintenant ? On aurait dû le faire il y a plusieurs années. La raison est qu'il n'y avait aucune raison économique pour le faire, comme en Irak. Sans l'attaque sur les É.-U., l'Afghanistan serait toujours un pays oublié. Ben Laden a le mérite d'avoir réveillé les Américains et les pays civilisés. Si les Américains capturent ben Laden rapidement, j'espère qu'il n'oublierait pas de finir le nettoyage du pays et ainsi libérer le peuple afghan.

JÉRÔME PELLETIER
 Paris

Attention aux innocents

LES ÉTATS-UNIS et leurs alliés devraient plutôt concentrer leurs efforts à retrouver ben Laden et à anéantir les groupes terroristes au lieu de tuer des innocents. Il y a déjà eu trop de civils décédés, notamment ceux de New York. Étant eux-mêmes victimes, il me semble que les Américains devraient comprendre.

SYLVIE CHAPADOS
 Montréal

Se préparer au pire

LES ÉTATS-UNIS frappent sur une cible qui n'existe pas et qui est très diffuse. Je ne sais pas où cela va les mener mais je crois aussi que les frappes aériennes ne sont pas une solution. Elles ne font qu'accroître la volonté hégémonique des États-Unis de contrôler et de dicter au reste du monde que notre système est le meilleur. Jusqu'à maintenant, rien ne prouve cela. Avec l'aide de la CIA, les Américains ont assassiné plus de personnes que les attentats du 11 septembre depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Bref, on doit se préparer au pire dans les prochaines semaines.

RÉMI DORÉ

Avons-nous le choix ?

AVONS-NOUS le choix ? Oui il est vrai que les Palestiniens devraient avoir leur pays, oui il est vrai que les Américains manquent parfois de tact dans leurs relations extérieures, oui il est vrai que cette politique extérieure n'est pas toujours honnête envers plusieurs peuples.

Mais que je crois que même dans ces circonstances, il y a un très gros problème au niveau mentalité de la part des Musulmans. Lorsque nous traitons les chrétiens d'infidèles, que nous privons les femmes de

leurs droits élémentaires, ou que nous exécutons des gens en public comme dans le temps des Romains, ce problème je ne veux pas me le faire imposer et de ce fait je veux garder ma liberté.

Il y a un prix à payer et oui nous sommes obligés de nous battre et de mourir pour cette liberté et notre manière de vivre. Moi je suis âgé de 58 ans et, s'il le faut, je suis d'accord pour faire ma part pour aider cette cause qui est celle de la liberté de voter, de prier si je le veux, ou d'aller en enfer.

ROLLAND PATENAUDE
 Lasalle

Un peu d'humilité

NON ! JE n'appuies pas les stratégies du gouvernement américain concernant les attaques terroristes du 11 septembre à New York. Les autorités américaines manquent complètement d'humilité dans leur approche et leurs discours. C'est urgent et nécessaire pour les Américains de comprendre qu'ils ont avantagé à réfléchir sur leur politique d'intervention dans le monde et leur contrôle de l'économie mondiale.

Nous devrions mettre de l'avant une grande table ronde de partage mondial sur les revendications des peuples arabes. Les terroristes devraient avoir droit de parole et les Américains devraient reconnaître leurs torts.

Bush ne reconnaît pas les torts de son peuple ! Pour lancer des avions sur le WTC, il faut passablement de frustrations accumulées ! Les États-Unis sont détestés partout... pourquoi ? Si j'étais eux, je prendrais le temps de réfléchir sur les causes de ce sentiment général dans le monde. Je crois que la porte de sortie et la solution pour déboucher dans la paix se trouvent dans ce sentier d'humilité.

Le Canada pourrait être un chef de file dans cette approche différente. Notre gouvernement pourrait interpellier Bush et son équipe. Malheureusement, nous n'avons pas de leadership assez

fort et courageux pour entreprendre une telle démarche.

Les Américains semblent aveuglés autant que les musulmans extrémistes. Deux mondes incapables de se rencontrer pour dialoguer. Non ! Je regrette, les Américains ne sont pas les ambassadeurs de la justice et la paix dans le monde !

BENOÎT SÉGUIN

Coupable de punir ?

EST-CE LA guerre ? Ne serait-ce pas davantage une illusion ? Une incompréhension totale en tout cas. Le terrorisme...

Les États-Unis se défendent. Ils font comme chacun d'entre nous qui a été lésé, attaqué, provoqué. Faut bien se défendre. Et même qu'ils font ça plutôt gentiment. Je te fous quelques missiles mais je te donne un chausson aux pommes pour les civils en exode ! On fait ça avec nos enfants aussi. Je te flanque une claque mais je te fais ton dessert préféré.

Quelque part, on se sent coupable de punir. Quelque part, on sent bien qu'on punit pour boucher les trous de nos incompétences.

Nourrir un sentiment anti-américain est une réaction primaire. Nourrir un sentiment anti-islamisme est encore une réaction primaire. Il y a là deux pôles absolus de pensée. Incompréhension totale de part et d'autre. Nous sommes dans l'irréparable, là où il n'y a exactement plus rien à faire. Quand l'incompréhension s'exacerbe à ce point, s'envenime ainsi, on atteint un point de non retour.

Pourtant, la journée est belle. Le ciel est bleu, les forêts s'éclatent de couleurs. C'est la nuit là-bas, là où les avions jettent leurs bombes, leurs missiles. Cela me rappelle qu'à l'école, parfois, on punit toute la classe pour un seul coupable... Tout comme dans la bible, Dieu a puni toute l'humanité pour la faute d'Adam et Ève...

MICHELLE LANGLOIS
 Cloridorme

Des régimes médiévaux

LES RELIGIONS relèvent d'un fossilisme culturel qui maintient l'humanité dans l'obscurantisme de dogmes remontant à l'antiquité, voire même à la préhistoire.

Nos démocraties laïques célèbrent la liberté religieuse et l'égalité (théorique) entre les citoyens. Dans l'ensemble du monde libre occidental, on peut croire en Dieu, Yahvé, Allah, Krishna, Marx, Farfadet et Mickey Mouse, ou ne pas croire ou même en rire.

Les États islamiques, des dictatures, des théocraties, des tyrannies et des monarchies, n'admettent pas la liberté de conscience ni l'égalité entre citoyens. Ces régimes médiévaux appliquent la loi coranique dans toute la rigueur d'un autre âge : amputations, lapidations, fouet, décapitation.

Nous avons le devoir de libérer nos frères et nos sœurs contemporains du despotisme et des théocraties obscurantistes. Nous devons répandre la démocratie et ses institutions parmi les nombreux peuples qui n'ont jamais connu d'autre gouvernement que le joug des religions et des rois. Surtout que cette ingérence humanitaire devient un geste d'autodéfense du monde libre attaqué dans ses oeuvres vives par l'intégrisme islamique.

MICHEL ALLARD

Forum > LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Le régime de Kaboul a programmé sa propre destruction



JOCÉLYN COULON

L'auteur est directeur du bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix, basé en Nouvelle-Écosse.

Sans l'ombre d'un doute, le régime des talibans va s'écrouler sous les coups de boutoir assénés par la puissance militaire de la coalition antiterroriste.

UN MOIS PRESQUE jour pour jour après les attentats contre New York et Washington, les États-Unis et leurs alliés viennent de frapper de plein fouet le régime taliban à Kaboul. Sans l'ombre d'un doute, ce régime va s'écrouler sous les coups de boutoir assénés par la puissance militaire de la coalition antiterroriste. Car c'est bien là, aujourd'hui, le premier objectif de Washington et de ses alliés en procédant aux frappes aériennes d'hier après-midi. « L'un des objectifs (de ces frappes) est de développer des relations avec les groupes qui, en Afghanistan, s'opposent au régime taliban et aux terroristes étrangers qu'ils soutiennent, a dit le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld. Nous devons créer les conditions d'un effort soutenu qui assistera les forces qui s'opposent aux talibans et au mouvement al Qaeda ».

Cette détermination à chasser les talibans du pouvoir a reçu hier un appui presque unanime de la communauté internationale. Ainsi, alors qu'on le sentait plutôt timide au début de la crise, le gouvernement russe a offert un appui inconditionnel aux frappes militaires en soulignant, avec une rare violence, que la politique actuelle du régime de Kaboul « est directement responsable » de ce qui se passe en Afghanistan. Il y a bien quelques voix discordantes, mais il faut savoir lire entre les lignes. L'Iran a dénoncé les frappes, mais personne n'est dupe. Même les ayatollahs veulent en finir.

À partir du moment où, le 12 septembre dernier, l'administration américaine avait formellement identifié Oussama ben Laden comme l'instigateur des attentats, le régime taliban qui l'accueillait en trait d'union sur la scène internationale allait pâtir de la riposte qui se préparait alors. Quelques jours après les attentats, le président américain avait clairement indiqué le sort qu'il réservait à ceux soutenant les terroristes. « Vous livrez les terroristes ou vous partagez leur sort », avait-il dit dans un discours devant le Congrès. En refusant de chasser Oussama ben Laden et ses acolytes, le régime taliban a programmé sa propre destruction.

Rassembler une coalition

Les Américains ne pouvaient toutefois pas agir immédiatement. Dans cette lutte longue et implacable qui s'engage contre le terrorisme, Washington se devait de rassembler le plus d'appuis possibles. Il ne s'agit pas seulement d'obtenir des soutiens politiques, un exercice somme toute assez facile compte tenu du meurtre de quelque 6000 personnes, mais de s'assurer de la participation militaire et géographique de pays clés en Europe, au Moyen-Orient et en Asie pour atteindre un double objectif : frapper les terroristes et renverser les talibans. Sans cela, la riposte risquait d'être une action unilatérale aux conséquences diplomatiques et politiques douteuses pour Washington. Malgré les objections des faucons du Pentagone, l'offensive militaire immédiate et foudroyante a donc été écartée au profit de la démarche diplomatique préconisée par le secrétaire

d'État Colin Powell.

L'ancien héros de la guerre du Golfe ne répugne pas à engager les forces américaines pour défendre les intérêts vitaux américains. Il estime, cependant, que cet engagement doit appuyer des objectifs politiques clairs et recevoir un appui sans faille de la population américaine. Ces conditions réunies, Powell a aussi fait valoir au président Bush ainsi qu'aux faucons que l'appui de la communauté internationale était important pour atteindre le double objectif défini par Washington. L'administration américaine a tissé sa toile de façon tout à fait remarquable. Au lendemain des attaques, puis le 28 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté deux résolutions accordant aux États-Unis le droit de se défendre.

Puis, le 13 septembre, Washington obtenait de ses 18 alliés de l'OTAN l'activation de l'article 5 de la Charte de l'organisation qui énonce le principe de solidarité mutuelle des États membres en cas d'attaque contre l'un d'entre eux. La solidarité affirmée, chacun restait toutefois maître de son engagement. Depuis hier, tous peuvent constater que les pays de l'OTAN, la Grande-Bretagne en tête, sont directement engagés dans la riposte. Des navires et des avions européens

participent aux frappes. Les espaces aériens ont été ouverts et les ports et aéroports ont été mis à la disposition de la coalition. La solidarité a été sans faille.

L'appui des pays occidentaux acquis, Washington s'est alors tourné vers les États du Moyen-Orient et d'Asie. Plusieurs d'entre eux entretenaient des liens étroits avec le régime taliban. Il était absolument nécessaire pour les Américains de briser ces liens et d'établir autour de l'Afghanistan un cordon sanitaire et une série de points d'appui d'où mener les attaques. La diplomatie américaine, appuyée par un Tony Blair plus déterminé que jamais, a mis quelques semaines à nouer la corde. Un à un, les Émirats arabes unis, puis l'Arabie saoudite et, enfin, le Pakistan, ont rompu avec Kaboul. Tous les pays d'Asie centrale, mais en particulier l'Ouzbékistan, ont joint la coalition et ouvert leur espace aérien et leurs aéroports. L'Iran et la Syrie se sont montrés bienveillants. Israël a été invité à adopter un profil bas. Du Japon aux Philippines, de l'Inde à l'Australie, les appuis sont venus, parfois sans même que les Américains ne demandent quoi que ce soit.

L'après-talibans

Mais, il n'y a pas que l'option militaire qui viendra à bout du terrorisme et des talibans. Comme la souligné hier soir le président français Jacques Chirac, « la lutte contre le terrorisme est un combat complexe et sans merci qui se joue sur de nombreux fronts ». Il faut donc préparer l'après-talibans. Si les Américains et les Britanniques sont déterminés à éliminer ce régime, c'est la France qui a présenté le plan le plus détaillé et le plus complet pour remplacer le pouvoir en place à Kaboul. Depuis longtemps, d'ailleurs, Paris milite dans ce sens. La semaine dernière, le ministre français de la Défense, Alain Ri-

chard, a été formel. Il est « profondément légitime, a-t-il dit, de détruire le régime des talibans. Il y avait déjà de bonnes raisons de souhaiter que le régime des talibans soit remplacé par un régime plus acceptable. Ces raisons se sont évidemment amplifiées depuis les attentats du 11 septembre ».

Il y a quelques jours, donc, Paris a transmis à ses partenaires de l'Union européenne, un « plan d'action Afghanistan ». Ce plan en six points porte sur la phase de transition après le départ des talibans. Les propositions vont de l'aide humanitaire d'urgence pour les réfugiés et les personnes déplacées à la coordination des efforts internationaux pour reconstruire un pays ravagé par vingt-cinq ans de conflits.

Paris envisage de créer un groupe de concertation entre l'Europe, les États-Unis, la Russie et les États voisins de l'Afghanistan pour assurer la venue au pouvoir d'un gouvernement élargi et représentatif de l'ensemble de la population. Pour Paris, la transition doit être supervisée par les Nations unies et doit prendre en considération les intérêts de tous les acteurs.

Si l'après-talibans repose sur une solution de rechange crédible et représentative, reste à savoir si l'Alliance du Nord, c'est-à-dire le gouvernement légal d'Afghanistan, aura les moyens et la détermination de reprendre et de contrôler le pays. Les frappes militaires aideront certainement ses soldats à passer à l'offensive. Toutefois, c'est l'attitude de la population qui sera déterminante. Hier, l'agence de presse iranienne IRNA annonçait que des affrontements entre les talibans et la population avaient lieu dans certaines villes afghanes près de la frontière. Cela recoupe les informations de la semaine dernière faisant état de nombreuses défections dans le camp taliban. Les frappes pourraient porter le coup fatal.



L'ambassadeur des talibans au Pakistan, Abdul Salam Zaeef (au centre à droite) a fait la lecture d'une déclaration à la presse, hier, à sa résidence d'Islamabad.

PHOTO AP

L'opposition devrait choisir son camp

NORMAN SPECTOR

L'auteur (nspector@hotmail.com) a été chef du cabinet de Brian Mulroney et ambassadeur du Canada en Israël.

À la suite de la décision de Jean Chrétien de faire appel aux forces militaires, personne ne peut remettre en question son engagement à combattre le terrorisme.

LE PREMIER MINISTRE Jean Chrétien a annoncé hier que le Canada entrait en guerre en compagnie des États-Unis et des autres alliés contre le régime taliban d'Afghanistan. L'objectif est d'y abolir le soutien dont jouissent les camps d'entraînement de terroristes sous la gouverne d'Oussama ben Laden.

Si M. Chrétien s'est attiré de nombreuses critiques dans les médias et au Parlement pour sa performance depuis les attaques terroristes du 11 septembre, il a toutefois bien saisi l'humeur des Canadiens qui ont approuvé son approche modérée et prudente. Et aujourd'hui, à la suite de sa décision de faire appel aux forces militaires du pays, personne ne peut remettre en question son engagement à combattre le terrorisme.

Lisant un texte préparé à l'avance, le premier ministre a précisé qu'il avait avisé les quatre chefs des partis d'opposition, en ajoutant qu'il s'attendait à bénéficier de leur ap-

pui. Voilà qui constituerait un changement opportun par rapport au ton partisan qu'ils ont adopté jusqu'à maintenant.

Si certains croient que les attaques terroristes ont été une aubaine pour Stockwell Day, celui-ci doit savoir que son sursis n'est que temporaire. Le réflexe du leader de l'Alliance de compter sur les États-Unis pour concevoir une politique l'a amené à devancer George W. Bush sur le plan militaire, et c'est M. Day qui a eu le plus l'air d'un cow-boy.

Faire des réfugiés des boucs émissaires ne fera que raviver les soupçons de sectarisme. Des améliorations s'imposent au système d'immigration au Canada, on en convient, mais il vaut aussi la peine de noter que tous les 19 terroristes impliqués dans les attaques du 11 septembre étaient entrés aux États-Unis munis de visas d'étudiants ou de touristes.

Depuis le 11 septembre, les chefs des au-

tres partis d'opposition n'ont guère été plus impressionnants que M. Day. Alexa McDonough a également fait un faux départ : elle a battu le tambour anti-guerre bien avant que les Américains ne tirent une seule salve.

Les attaques terroristes ont à vrai dire mis en évidence un conflit de civilisations entre des sociaux-démocrates, en l'occurrence Mme McDonough, et Tony Blair, premier ministre britannique. Tandis qu'elle poursuit ses efforts pour recruter un vaste éventail de partisans de l'antiaméricanisme, M. Blair se porte à la défense de la mondialisation et il a même loué les États-Unis. Le premier ministre britannique suit les traces de Winston Churchill alors que Mme McDonough est dans la tradition de l'un de ses prédécesseurs, J.S. Woodsworth, qui vota contre l'entrée en guerre du Canada en 1939.

Pierre Trudeau, également, décida de pas prendre part au combat contre les nazis ; des années plus tard, après avoir abandonné le NPD et être devenu premier ministre, il s'abrita nos budgets militaires et mina nos traditions. De nos jours, ses penchants pacifistes trouvent écho dans les questions que pose aux Communes le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et aussi dans certaines réponses de M. Chrétien.

On serait porté à croire que ni M. Duceppe ni Mme McDonough n'auraient de mal à choisir leur camp. De la même façon que l'écrivait George Orwell à propos de la Deuxième Guerre mondiale, le pacifisme aujourd'hui signifie prendre le parti des tali-

bans, dont le régime opprime les femmes et hésite, à propos des homosexuels, entre deux châtiments : ou les jeter des édifices les plus hauts ou les enterrer vivants dans une fosse.

M. Blair s'élève à la hauteur de la barre fixée par Margaret Thatcher lors de la guerre du Golfe. Elle avait conseillé à George Bush père de ne pas chercher à obtenir une résolution de l'ONU, affirmant que les États-Unis disposaient du droit à l'autodéfense en vertu de l'Article 51 de sa Charte. Malheureusement, le président prêta l'oreille au Canada et à d'autres pays hésitants, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles Saddam Hussein se trouve encore au pouvoir.

Nous vivons à une époque dangereuse : des extrémistes sont prêts au suicide au nom de l'Islam et à utiliser des armes de destruction massive contre des civils innocents pour purifier leur monde d'une influence non musulmane. Il est vraisemblable que des « cellules en sommeil » soient parmi nous. Nous avons fait preuve de négligence pendant de nombreuses années avant le 11 septembre ; si nous ne faisons rien maintenant, ou si nous ne réussissons pas à remporter une victoire décisive, ils vont finir par acquérir des armes chimiques, biologiques et mêmes atomiques.

Voilà ce que les chefs des partis d'opposition devraient marteler lorsqu'ils interpellent Jean Chrétien à la période de questions. Et ils devraient demander comment il s'y prendra pour protéger les familles canadiennes dans les années à venir.

Forum > LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Des sentiers inconnus...

JEAN-PHILIPPE RACICOT

L'auteur est chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

La boîte de Pandore que représentent les conflits modernes s'ouvre à nouveau. Qu'en ressortira-t-il cette fois ? Nul ne peut le prédire avec certitude.



LA SCÈNE EST familière pour ceux qui ont été témoins des événements de février 1991, lors de la guerre du Golfe : on allume la télévision pour voir les images verdâtres, irréelles, diffusées par les caméras spécialement conçues pour filmer la nuit ou avec une très faible luminosité (*low-light cameras*) afin de suivre la guerre en direct.

Tout rapprochement avec le conflit de 1991 devrait toutefois s'arrêter là. Hier, l'opération Liberté durable a pris un tournant qui mènera la communauté internationale sur des sentiers encore inconnus. La guerre au terrorisme a amorcé sa phase militaire, mais le résultat de ces opérations demeure aussi flou que les images télédiffusées en direct d'Afghanistan. Loin de la clarté de la guerre contre l'Irak avec ses impératifs légaux, économiques et moraux, la guerre contre le terrorisme est une première à bien des égards. Et s'il est clair qu'on peut identifier le début des opérations contre le régime des talibans, la fin de ce nouveau conflit est plutôt incertaine. Il est toutefois important de comprendre que les représailles alliées se feront simultanément sur quatre fronts distincts : sur le front économique, le front diplomatique, le front humanitaire et sur le front militaire.

Les finances des terroristes

L'argent, on le sait, est le nerf de la guerre. C'est ce qui explique pourquoi le gouvernement américain a choisi comme premier geste concret dans sa campagne contre le terrorisme le gel des avoirs des individus et des organisations reliées au terrorisme international. Moins spectaculaires que des frappes immédiates, la saisie de plusieurs dizaines de millions de dollars est certainement un premier moyen efficace pour contrer un ennemi qui n'est pas aussi clairement identifiable qu'un État-nation. Dans les circonstances suivant les événements du 11 septembre, face à un manque de renseignements précis sur les véritables auteurs de l'attentat, la contre-offensive économique des alliés était non seulement un geste stratégique prudent, mais elle s'avérera probablement le geste qui aura les conséquences les plus probantes à long terme. Surtout si les réformes anticipées face au secret bancaire et aux libertés des paradis fiscaux se concrétisent.

Sur le plan diplomatique, les efforts effectués par l'administration Bush lors des dernières semaines sont remarquables, certains diront même surprenants, mais il est lui aussi essentiel dans la lutte à long terme au terrorisme international. La détermination des membres de l'équipe Bush, Colin Powell en tête, à regrouper le plus d'États possible et surtout à gagner le soutien de certains États arabes et musulmans clés offrira à l'opération alliée un soutien non négligeable dans les moments les plus intenses de la campagne contre le terrorisme. La visite éclair de nations du Golfe persique et d'Asie centrale effectuée par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, indiquait certes qu'une attaque était imminente, mais soulignait aussi l'importance que la superpuis-

sance américaine accorde aux États de la région.

L'offensive alliée se fera aussi à travers l'aide humanitaire internationale. Dans l'espoir d'alléger la souffrance des réfugiés déplacés par les frappes, les États-Unis se sont engagés à offrir près de 320 millions de dollars en aide humanitaire. Cette aide, annoncée le 4 octobre dernier, laissait elle aussi présager d'éventuelles frappes car les vivres et les médicaments seront acheminés par la voie aérienne. Or, il était hors de question d'exposer ces convois humanitaires à des frappes anti-aériennes afghanes. L'espace aérien devait donc être exempt de toute menace. Cette aide a commencé à être acheminée alors même que les frappes continuaient. Il faut voir dans cette aide non seulement de la compassion pour les victimes de ce conflit, mais aussi un intérêt à faire clairement la distinction entre les véritables cibles de cette offensive. Tout au long de ses interventions, le président Bush a toujours spécifié que c'était l'organisation al Qaeda qui était la cible et non le peuple afghan, et encore moins les musulmans à travers le monde.

Opérations militaires

Finalement, les frappes d'hier ont annoncé l'ouverture du front militaire par les membres de la coalition internationale. Les opérations militaires en Afghanistan se dérouleront certainement pendant plusieurs jours et se feront selon deux axes principaux. Le premier axe est celui des frappes aériennes. L'attaque d'hier, menée par le lancement de missiles de croisière, de missiles Tomahawk et autres munitions guidées par satellites visait les quatre principales villes d'Afghanistan, soit Kaboul, Kandahar, Jalalabad et Hérat.

Comme en 1991, l'objectif de ces frappes est de « décapiter » l'adversaire afin de paralyser le régime des talibans en détruisant les centres de communication, les installations radars, les batteries anti-aériennes et certains édifices gouvernementaux clés. De plus, certains camps d'entraînement terroristes ont été visés afin d'éviter qu'ils ne soient utilisés de nouveau. Lancées à partir des bombardiers B-1, B-52 et B-2 (ces bombardiers furtifs qui ont encore une fois décollé du Missouri pour aller attaquer leurs cibles en Afghanistan !) ainsi qu'à partir de navires et sous-marins américains et britanniques, les munitions sophistiquées de la coalition internationale détruiront peu à peu les sites stratégiques et permettront de contrôler l'espace aérien au-dessus de l'Afghanistan.

Mais comme nous l'ont démontré les missions aériennes de l'OTAN au Kosovo, la puissance aérienne peut être annulée par la topographie, le climat ou des défaillances techniques. C'est pourquoi un second axe militaire est nécessaire. Il est plus que probable que la guerre au sol se fera via l'opposition afghane plutôt que par des forces américaines ou internationales.

Les membres de la coalition ne chercheront pas à conquérir le territoire, mais assisteront les résistants afghans dans leur lutte contre les talibans. Les forces spéciales amé-



Les frappes américaines ont touché plusieurs cibles sur le territoire de l'Afghanistan. Les militaires ont utilisé diverses plateformes de tir, comme ici un missile Tomahawk lancé à partir du navire USS Philippine Sea.

ricaines et britanniques qui sont déjà sur le terrain ne serviront donc pas uniquement à effectuer de la reconnaissance en vue d'autres frappes, mais aussi à coordonner les attaques rebelles avec le support aérien que pourra offrir la coalition internationale. Ces unités spéciales tenteront aussi de capturer Oussama ben Laden et les principaux lieutenants de l'organisation al Qaeda, même si le terrain est plus que favorable pour dissimuler celui qui est devenu un paria international.

Comme nous l'ont indiqué à peu près tous

les chefs d'État qui sont intervenus hier, la guerre contre le terrorisme sera longue et les frappes ne seront que les illustrations visibles de cet affrontement. Un combat se déroulera aussi dans l'ombre pour faire face à une menace qui émane de l'ombre. C'est ce qui rend cette situation si complexe et inquiétante à la fois. Même avec la plus grande prudence et la préparation la plus minutieuse, la boîte de Pandore que représentent les conflits modernes s'ouvrira donc à nouveau. Qu'en ressortira-t-il cette fois ? Nul ne peut le prédire avec certitude.

Chronique d'une crise humanitaire annoncée

YVAN CONOIR

L'auteur est coordonnateur de programme au bureau montréalais du centre Pearson pour le maintien de la paix et chercheur associé à la Chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM (www.unites.uqam.ca/dandurand).

Les talibans ont autant besoin d'assistance alimentaire que les populations qu'ils oppriment.



LES BOMBARDEMENTS qui viennent de frapper Kaboul et quatre autres villes d'Afghanistan vont accélérer le chaos intérieur et jeter sur les routes tous ceux qui pourront fuir. Pourtant, la crise humanitaire qui s'annonce existe déjà en pratique depuis des années. Mais, faute de guerre, elle était restée silencieuse...

Les grandes crises humanitaires causées par l'homme se suivent mais ne se ressemblent pas. La crise au cœur et autour de l'Afghanistan ressemble pourtant trop à la chronique d'une catastrophe humanitaire annoncée. Un peu comme autour de Sarajevo, en Bosnie, quand la communauté internationale regardait, en 1992, impassible, l'hiver venir et l'état se resserrer autour de centaines de milliers de civils pris dans la spirale des violences interethniques.

Cette fois-ci, la crise humanitaire ne nous prendra pas par surprise, comme en Albanie ou en Macédoine en 1999, quand plus de 700 000 réfugiés ont fui en toute hâte les exactions serbes pour trou-

ver refuge dans les pays voisins. Rien à voir non plus avec l'ampleur et la surprise de la crise des Grands Lacs, quand plus d'un million de rwandais, victimes et complices du génocide de 1994 mélangés, sont venus en quelques jours s'entasser au Zaïre sur les rives d'un lac Kivu déjà surpeuplé. La spécificité de la crise humanitaire afghane que nous attendons tous est qu'elle était là AVANT celle que tout le monde attend et que vient possiblement de déclencher l'attaque contre Kaboul et quatre autres villes afghanes ce dimanche 6 octobre.

La somme de toutes les catastrophes

La crise humanitaire à venir est évidemment la somme et la conséquence de ce que nous savons tous : une guerre internationale qui a laissé un pays exsangue, une guerre civile non achevée depuis 1996 entre les Talibans et ceux qui leur résistent, les tremblements de terre de 1998, une sécheresse terrible qui sévit depuis quatre ans et qui a vidé les réserves alimentaires

de régions entières. La somme de ces années de guerres interminables, ce sont aussi quatre millions de réfugiés déjà dispersés entre l'Irak, le Pakistan et l'Asie Centrale, des indicateurs de développement humains parmi les plus désespérants de la planète : une espérance de vie de 43 ans, une mortalité infantile de 257 pour 1000 naissances d'enfants vivants ; et une discrimination inhumaine à l'encontre des femmes face au droit à l'accès aux soins de santé, le droit à la nourriture, pour ne rien dire des autres interdits qui les prive des moyens de survie minimaux.

Aujourd'hui, possiblement au vu des seuls satellites occidentaux et bientôt à celui des caméras du monde entier, possiblement des centaines de milliers de personnes marchent au devant de leurs peurs, fuyant tout à la fois le régime actuel, une nouvelle guerre, les recrutements forcés, l'hiver qui s'en vient et leurs greniers désespérément vides...

Paradoxalement, les effets immédiats de cette crise pourraient en être amoindris par un ensemble de facteurs inédits. Les talibans ont autant besoin d'assistance alimentaire que les populations affamées qu'ils oppriment. Cela explique sans doute pourquoi le Programme alimentaire mondial a réussi à faire parvenir son premier convoi à Kaboul, chargé de 200 tonnes de blé, la semaine dernière au profit des populations civiles, même s'il est vrai que personne ne pourra avant longtemps contrôler l'impartialité des procédures de distribution de cette aide.

Ensuite, les organisations internationales, en première ligne desquelles les Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), l'UNICEF ou Médecins Sans Frontières, pourront logiquement appuyer leur intervention aux frontières de l'Afghanistan sur des équipes locales et internationales aguerries. Les administrations iranienne et pakistanaise disposent aussi de structures de gestion des réfugiés expérimentées et d'un personnel local formé depuis des années à la gestion de camps. L'Irak a aussi agréé à l'idée d'ouvrir des couloirs humanitaires pour permettre aux organisations de secours d'aller travailler avec les afghans déplacés à l'interne plutôt que d'accueillir de nouveaux réfugiés.

Crise prévisible

Ensuite, la prévisibilité de la crise a, à la différence de bien d'autres, permis de commencer à renforcer en urgence les stocks de biens matériels au profit des nouveaux arrivants : bâches plastiques, matériel pour la chloration des eaux ou des puits, équipements sanitaires, médicaments, etc. Un seul avion Ilyushin-76 en provenance d'Europe permet à lui seul de transporter assez de bâches pour abriter près de 50 000 personnes. Et les cargos humanitaires n'ont pas arrêté de se succéder les uns après les autres depuis plus de dix jours aux frontières afghanes. Les équipes nationales, au sein même de l'Afghanistan sont elles aussi en « stand by » opérationnel si les choses venaient rapidement à changer.

De même, beaucoup de communautés afghanes réfugiées, même dans des conditions aux confins de la pauvreté absolue dans leur pays d'accueil, seraient demain en mesure d'accueillir ceux de leurs qui viendront frapper à leur porte. Enfin, ultime paradoxe : le meilleur allié des humanitaires dans leur course contre le temps pour mieux être prêts a été la relative lenteur ou veille stratégique des autorités militaires américaines.

Aussi, les Nations unies ont lancé il y a huit jours un appel conjoint censé anticiper les besoins humanitaires de 7,5 millions d'Afghans pour les six prochains mois. Un appel de 584 millions de dollars américains, lequel enregistre une augmentation nette de 50 % d'une population bénéficiaire qui avait déjà besoin d'assistance, même en situation de non conflit. Cet appel sera sans doute plus entendu qu'en temps de paix de la part des bailleurs internationaux, politique internationale, sentiment de responsabilité et médias obligent. George Bush vient déjà d'annoncer une contribution de 320 millions de dollars US pour supporter cet effort international et d'annoncer de futurs parachutages de vivres. Cela ne pourra néanmoins cacher longtemps la réalité : « Des millions de personnes sont dans un état extraordinairement mauvais », confirme un officiel humanitaire depuis Quetta. Non pas à cause de la guerre qui commence. Mais à cause de celle qui dure depuis 21 ans...

Forum > LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

« La paix et la liberté vaincront ! »

GEORGE W. BUSH

Le président américain s'est adressé dimanche au peuple américain pour annoncer le début des frappes militaires contre les talibans en Afghanistan. Voici le texte intégral de son intervention traduit par l'AFP.

« SUR MES ORDRES, l'armée des États-Unis a commencé des frappes contre les camps d'entraînement terroristes d'al Qaeda et les installations militaires du régime des talibans en Afghanistan.

Ces actions soigneusement ciblées visent à arrêter l'utilisation de l'Afghanistan comme base d'opérations terroristes et à attaquer les capacités militaires du régime des talibans.

Nous sommes rejoints dans cette opération par notre allié loyal, la Grande-Bretagne. D'autres alliés y compris le Canada, l'Australie, l'Allemagne et la France ont promis des forces au fur et à mesure que l'opération se déroule.

Plus de 40 pays du Proche-Orient, d'Afrique, d'Europe, et d'Asie ont accordé le droit de survoler leur territoire. D'autres ont partagé (les informations glanées par leurs services de) renseignement. Nous sommes soutenus par la volonté collective du monde.

Il y a plus de deux semaines, j'ai adressé aux dirigeants taliban une série de demandes claires et spécifiques : fermer les camps d'entraînement terroristes, livrer les dirigeants du réseau al Qaeda et laisser partir les étrangers, dont des citoyens américains, détenus injustement dans leur pays.

Aucune de ces demandes n'a été satisfaite. Et aujourd'hui, les talibans vont (en) payer le prix.(...)

Vu la nature de nos ennemis, nous allons gagner ce conflit en accumulant patiemment les réussites, en relevant une série de défis avec détermination, volonté et finalité.

Aujourd'hui, nous nous concentrons sur l'Afghanistan, mais la bataille est plus vaste. Chaque nation a un choix à faire. Dans ce conflit, il n'y a pas de neutralité. Tout gouvernement qui parraine des hors-la-loi et des meurtriers d'innocents, devient lui-même hors-la-loi et meurtrier. Et il suivra cette voie solitaire à ses risques et périls.

(...) Nous sommes une nation pacifique. Cependant, comme nous venons de l'apprendre si soudainement et si tragiquement, il ne peut y avoir de paix dans un monde de terreur. Face à la nouvelle menace d'aujourd'hui, le seul moyen de rechercher la paix, c'est de poursuivre ceux qui la menacent.

Nous n'avons pas demandé à effectuer cette mission mais nous allons la remplir.

Le nom de l'opération militaire d'aujourd'hui est « Liberté immuable ». Nous défendons non seulement nos libertés précieuses mais également la liberté des gens partout afin de vivre et d'élever leurs enfants loin de la peur.

Je sais que beaucoup d'Américains ressentent de la peur aujourd'hui. Et notre gouvernement est en train de prendre de grandes précautions. Tous les services de renseignement et forces de l'ordre travaillent avec acharnement partout en Amérique et dans le monde.

À ma demande, plusieurs gouverneurs ont activé la garde nationale pour renforcer la sécurité dans les aéroports. Nous avons appelé les réservistes pour renforcer nos capacités militaires et la sécurité de notre territoire.

Dans les mois à venir, notre patience sera l'une de nos forces : la patience face aux longues attentes liée à une sécurité accrue, la pa-



Le président des États-Unis, George W. Bush.

tience de savoir qu'il faudra du temps pour réaliser nos objectifs et la patience face à tous les sacrifices à venir.

Aujourd'hui, ces sacrifices sont le fait de membres de nos forces armées qui sont en train de nous défendre loin de chez eux et de leurs familles fières et inquiètes.

Un commandant en chef n'envoie les fils et les filles de l'Amérique au combat dans une terre étrangère qu'après avoir fait preuve du plus grand soin et de beaucoup de prières.

Nous demandons beaucoup de ceux qui portent l'uniforme. Nous leurs demandons de quitter ceux qu'ils aiment, de voyager de grandes distances, de risquer d'être blessés, et même d'être prêts à faire l'ultime sacrifice de leurs vies.

Ils sont dévoués. Ils sont des gens d'honneur. Ils représentent ce qu'il y a de mieux dans notre pays et nous leur sommes reconnaissants.

À tous les militaires, hommes et femmes, marins et soldats, pilotes, garde-côtes et Marines, je vous dis : votre mission est bien définie. Les objectifs sont clairs. Votre cause est

noble. Vous avez toute ma confiance et vous aurez tous les outils dont vous avez besoin pour remplir votre devoir.

J'ai récemment reçu une lettre émouvante qui en raconte long sur l'état d'esprit de l'Amérique dans ces temps difficiles. Cette lettre a été écrite par une élève en classe de huitième et dont le père est militaire.

« Même si ne je veux pas que mon père aille combattre, écrit-elle, je suis prêt à vous le donner. »

C'est un cadeau précieux. Le plus grand qu'elle puisse offrir. Cette jeune fille sait ce que veut dire l'Amérique.

Depuis le 11 septembre, une génération entière de jeunes Américains ont une meilleure compréhension de la valeur de la liberté, ainsi que de son prix et des sacrifices.

La bataille s'engage maintenant sur de nombreux fronts. Nous ne faiblirons pas, nous ne fatiguerons pas, nous ne trébucherons pas et nous n'échouerons pas. La paix et la liberté vaincront.

Merci. Que Dieu puisse continuer à bénir l'Amérique. »

« L'Amérique a été frappée par Dieu »

Voici une déclaration préenregistrée faite par Oussama ben Laden et diffusée hier sur les ondes du réseau de télévision qatarien al-Djazira. Cette déclaration, prononcée en arabe, semble avoir été faite avant les attaques d'hier contre l'Afghanistan.

« JE SUIS témoin de ce qu'il n'existe d'autre Dieu qu'Allah et que Mahomet est son prophète.

« L'Amérique a été frappée par Dieu dans un de ses points sensibles. Ses édifices les plus imposants ont été détruits, et je remercie Dieu pour cela. L'Amérique est aujourd'hui habitée par la peur, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Je remercie Dieu pour cela.

« Ce que l'Amérique vit aujourd'hui ne représente rien en comparaison de ce que nous vivons depuis de très nombreuses années. Notre nation, le monde islamique, vit cette humiliation et cette déprédation depuis au-delà de 80 ans. Ses fils ont été tués, son sang a été versé, ses symboles religieux ont été attaqués, et personne n'écoute, ni ne s'en soucie.

« Quand Dieu a béni un groupe islamiste, les Vengeurs de l'Islam, il a détruit l'Amérique. Je prie pour que Dieu les élève au rang de martyrs et les bénisse.

« Des millions d'enfants innocents sont tués au moment même où je m'adresse à vous. Ils meurent en Irak, mais pourtant commette aucun péché, et nous n'entendons aucune fatwa (un décret religieux) de la part des dirigeants.

« Aujourd'hui, des blindés israéliens infestent la Palestine, à Jenin, Ramallah, Rafah, Beit Jalla, et en d'autres endroits sur le territoire islamique, et nous n'entendons personne élever la voix, ni bouger le petit doigt.

« Lorsque enfin le sabre s'abat (sur l'Amérique), après 80 ans, l'hypocrisie montre sa terrible figure. Ils déplorent et désavouent les meurtriers, qui ont usuré le sang, l'honneur et les symboles religieux des musulmans.

« Le moins que l'on puisse dire au sujet de ces gens est qu'ils sont dépravés. Ils acceptent l'injustice. Ils préfèrent le bourreau aux victimes, l'opresseur plutôt que l'enfant innocent. Puisse Dieu leur montrer sa colère et leur réserver le sort qu'ils méritent.

« J'affirme que la situation est limpide. Après les événements, le chef des infidèles du monde entier, Bush, et ceux qui l'entourent sont sortis en force avec leurs hommes et ont retourné même des pays islamiques dans leur tricherie. Ils veulent faire le beau devant Dieu pour combattre l'Islam, pour tuer des gens au nom de la lutte contre le terrorisme.

« Quand des gens à l'autre bout de la terre, au Japon, ont été tués par centaines de milliers, jeunes et vieux, ce n'était pas un crime de guerre à leurs yeux, ils ont trouvé une justification. Des millions d'enfants en Irak, encore une justification.(...)

« Chaque musulman doit faire en sorte que sa religion sorte victorieuse. (...)

« À l'Amérique et à son peuple, je ne dirai que quelques mots. Je jure devant Dieu, qui a élevé et maintient les cieux sans piliers, que ni l'Amérique ni le peuple qui y vit ne pourront être en sécurité tant que nous ne pourrions être en sécurité en Palestine, et pas avant que les armées infidèles n'aient quitté le territoire de Mahomet, que la paix soit avec lui.

« Dieu est grand, que l'Islam demeure fier. Que la paix et la miséricorde de Dieu vous accompagnent. »

« Nous allons gagner »

JEAN CHRÉTIEEN

Nous vous présentons ici le texte de l'allocation prononcée, hier, par le premier ministre canadien.

« LE 11 SEPTEMBRE 2001, le Canada, tout comme le reste du monde entier, a regardé avec horreur et consternation le pire attentat terroriste jamais commis contre des milliers de victimes innocentes à New York et à Washington.

Il s'agissait d'un meurtre prémédité d'une ampleur sans précédent pour lequel il n'existe aucune justification ou explication. Cette attaque n'était pas seulement contre notre partenaire et ami le plus proche, les États-Unis, mais aussi contre les valeurs et une façon de vivre si chères à tous les êtres libres et civilisés de la terre.

Dès l'instant même des attaques, j'ai été en communication constante avec le président Bush, qui a été un symbole de courage, de détermination et de sagesse pour l'ensemble du monde. Je lui ai dit que le Canada serait côte à côte avec lui et le peuple américain.

Nous sommes parties d'une coalition sans précédent qui a été formée afin de combattre la menace du terrorisme. Une coalition qui va agir sur plusieurs fronts. Cela comprend les aspects militaires, diplomatiques, financiers, humanitaires et législatifs. Tout comme des initiatives pour la sécurité intérieure. J'ai clairement indiqué depuis le début que le Canada ferait partie de cette coalition. À chaque étape.

Vendredi soir dernier, les États Unis ont demandé au Canada de considérer sa participation à une coalition militaire multinationale contre le terrorisme international. J'ai immédiatement donné des instructions à notre ministre de la Défense nationale pour qu'il donne son accord. Hier, j'ai rencontré le chef de l'État major afin de confirmer la forme

que prendrait la participation canadienne dans cette coalition.

Lors d'une conversation téléphonique juste avant midi aujourd'hui, j'ai confirmé au président Bush que nous allions fournir le support militaire qui a été demandé.

Juste après midi, j'ai demandé au chef de l'État major qu'il donne ordre à certaines unités d'être prêtes.

Tous les Canadiens comprennent ce qui est demandé aux hommes et aux femmes des Forces canadiennes, ainsi qu'à leurs familles. Comme toujours, ils sont prêts à servir. Et comme toujours, ils feront honneur au Canada.

J'ai aussi parlé aux leaders des partis de l'opposition, qui m'ont assuré de leur collaboration. Et je les en remercie.

Bien que, pour des raisons évidentes, je ne pourrai fournir aux Canadiens et aux Canadiennes des précisions opérationnelles qui pourraient mettre des vies en danger, j'ai l'intention d'offrir des mises-à-jour régulières sur nos objectifs et notre appui.

Je rencontrerai mon cabinet cette semaine et un débat spécial aura lieu aux Communes lundi de la semaine prochaine. Nous allons aussi présenter une série de mesures tant sur le plan des programmes que sur le plan législatif afin de faire face à la menace du terrorisme.

Je voudrais remercier tous les Canadiens et Canadiennes qui ont travaillé sans arrêt afin d'aider nos amis américains dans ces moments difficiles.

Comme je l'ai mentionné clairement depuis les événements du 11 septembre, la lutte contre le terrorisme sera longue.

Nous devons demeurer forts et vigilants. Nous devons continuer à vivre selon nos conditions. Selon nos propres valeurs. Et non pas selon les conditions dictées à partir de l'ombre.

Je ne peux pas promettre que la campagne contre le terrorisme sera facile. Mais je peux vous promettre qu'elle sera gagnée ! »

« Un moment extrêmement grave »

TONY BLAIR

Voici un extrait de l'allocation prononcée hier par le premier ministre britannique.



« COMME VOUS LE savez tous, après l'annonce du président Bush, une opération militaire a été déclenchée contre des cibles en Afghanistan. Je peux confirmer que des forces britanniques participent à cette opération. (...)

Aucun pays n'engage avec légèreté ses forces dans une opération militaire et les risques que celle-ci implique. Nous avons dit clairement après les attentats du 11 septembre aux États-Unis que nous agirions une fois les responsables identifiés. Il n'y a pas de doute dans mon esprit, pas plus que dans l'esprit de tous ceux qui ont étudié toutes les preuves disponibles, y compris des éléments confidentiels, que ces attaques ont été menées par le réseau Al-Qaeda dirigé par Oussama ben Laden.

Il est tout aussi clair qu'ils sont protégés et soutenus par le régime taliban à l'intérieur de l'Afghanistan. (...)

L'opération militaire que nous lançons aura pour cible des endroits liés au réseau terroriste Al-Qaeda ainsi que l'appareil militaire des talibans. Elle a été planifiée en tenant compte de notre détermination de faire tout notre possible pour éviter des pertes civiles.

Je ne peux pas révéler quelle sera la durée de cette opération. Mais nous ferons preuve de discernement et de détermination. Nous avons pour objectif de poursuivre les responsables des attentats, d'éradiquer le ré-

seau terroriste de ben Laden et d'agir contre le régime taliban qui le soutient.

En ce qui concerne la participation britannique, je peux confirmer que le gouvernement des États-Unis a présenté mercredi dernier une requête spécifique pour l'utilisation d'un certain nombre d'éléments des forces armées britanniques dans l'opération qui a maintenant commencé et j'ai autorisé le déploiement de ces éléments.

Ils comprennent la base de Diego Garcia, des appareils, notamment de reconnaissance, ainsi que des sous-marins lance-missiles. Les sous-marins lance-missiles sont en action cette nuit. L'appui aérien sera prêt à être utilisé dans les prochains jours.

Les États-Unis fourniront bien entendu le gros des forces requises et ils mèneront l'opération. Mais celui-ci est un effort international. Tout comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Australie et le Canada se sont engagés à y participer. (...)

Le monde comprend que, bien qu'il y ait des risques à agir comme nous le faisons, les risques de l'inaction sont beaucoup, beaucoup plus grands : la menace de plus d'atrocités, les menaces pour nos économies, la menace pour la stabilité du monde. (...)

C'est un moment extrêmement grave pour le monde. Aucun des dirigeants engagés dans cette opération ne veut la guerre. Aucun des nos pays ne la veut. Nous sommes pacifiques. Mais nous savons que parfois, pour défendre la paix, nous devons nous battre. La Grande-Bretagne a appris cette leçon plusieurs fois au cours de son histoire. Nous ne le faisons que si nous croyons que la cause est juste. Cette cause est juste. »

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN



Préparatifs militaires à bord du *USS Enterprise*, dans le nord de l'océan Indien. À l'avant-plan, des membres de la marine discutent aux côtés d'un chasseur F-14 Tomcat.

Washington veut s'assurer la maîtrise du ciel afghan

Agence France-Presse

WASHINGTON – Les États-Unis ont engagé hier leurs opérations de bombardement de l'Afghanistan en privilégiant un premier objectif stratégique : s'assurer la maîtrise du ciel en détruisant les défenses antiaériennes et l'aviation des talibans.

Ces premières frappes chirurgicales, qui ont mobilisé avions et navires américains ainsi que des sous-marins britanniques, se poursuivaient toujours, plus de trois heures après leur déclenchement à 12 h 30 (heure de Washington, 11 h 30 heure avancée de l'Est).

« Ce n'est pas terminé », a assuré le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, lors d'une conférence de presse au Pentagone. « Les premières cibles ont été touchées vers 12 h 30, a précisé le chef d'état-major inter-armées, le général Richard Myers, présent à ses côtés.

Cette première vague de bombardements « vise à créer les conditions pour la conduite sur le long terme d'opérations antiterroristes et d'aide humanitaire en Afghanistan. Pour cela, il faut, entre autres, que nous supprimions la menace posée par les défenses aériennes et les avions des talibans », a expliqué le secrétaire à la Défense. « Nous avons besoin d'être libres pour opérer dans les airs et au sol », a-t-il ajouté.

M. Rumsfeld a confirmé que des bombardiers stratégiques B-1, furtifs B-2 et B-52, ainsi que des missiles de croisière et des bombes à guidage de précision, avaient été utilisés. Il a affirmé ne pas avoir été informé d'appareils américains touchés par les tirs des batteries de défense antiaérienne (DCA) des talibans.



Le général Richard Myers (à gauche), chef d'état-major interarmes, flanqué du secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld, lors d'un point de presse.

Environ 50 missiles de croisière Tomahawk ont été tirés lors de cette première vague, selon le général Myers.

« Une quinzaine de bombardiers basés à terre, quelque 25 avions de combat basés sur des porte-avions américains et des sous-marins britanniques ont été utilisés pour frapper des cibles terroristes et ont tiré approximativement 50 missiles Tomahawk », a-t-il dit.

Selon le consul général afghan à Peshawar, au Pakistan, près de la frontière afghane, des missiles de croisière se sont abattus hier soir en Afghanistan sur des zones proches des bases aériennes de Kaboul et de Kandahar (sud), ainsi que dans la banlieue de Jalalabad (est).

Le Pentagone n'a donné aucun détail sur la nature des cibles retenues pour ces premières frappes, mais il était probable qu'outre les centres de commandement et les sites de défenses aériennes, les infrastructures aéroportuaires aient été parmi les premières visées.

Les talibans, qui affirment avoir levé une armée d'environ 40 000 à 60 000 hommes, possèdent peu d'équipements stratégiques militaires, et la plupart sont relativement anciens, selon le *Jane's Intelligence Review*.

L'arsenal de défense antiaérienne des talibans comprend quelques batteries de missiles sol-air, des canons d'artillerie antiaériens (DCA), des lanceurs de roquettes multitudes ainsi que des missiles portables sol-air Stinger de fabrication américaine, qui avaient été fournis par Washington aux moudjahidines pendant leur lutte contre l'occupant soviétique dans les années 80.

Leur aviation se limite à quelques avions de combat russes, parmi lesquels des Mig-21, des Sukhoï 22, des jets d'entraînement L-39 Albatross, ainsi que quelques vieux hélicoptères, également de fabrication russe.

M. Rumsfeld a aussi annoncé le début des opérations de largage d'aide humanitaire sur l'Afghanistan. « Cela a commencé il y a environ 20 à 30 minutes », a précisé M. Rumsfeld vers 18 h 45 GMT, en ajoutant que l'opération en était encore « dans sa phase initiale ». Il a parlé d'un envoi de 37 000 rations alimentaires.

Interrogé pour savoir si les forces américaines avaient sécurisé le ciel afghan, M. Rumsfeld a répondu : « Nous n'aurions pas commencé à faire des parachutages dans certaines parties du pays si nous n'étions pas satisfaits des conditions de sécurité. »

L'ARSENAL UTILISÉ



Photo REUTERS ©

Bombardier B-2 Spirit

Le B-52 : un bombardier lourd pour les frappes stratégiques

LE B-52 STRATOFORTRESS est un bombardier lourd à huit réacteurs et à très long rayon d'action, spécialement conçu pour des missions de frappes stratégiques à capacité mixte, conventionnelle ou nucléaire. Le B-52 est un mastodonte de 73 tonnes à vide (221 tonnes charge pleine) et de 49 m de long pour une envergure de 57 m. Il est équipé de huit réacteurs Pratt and Whitney TF33 de 7,7 tonnes de poussée chacun. Construit par Boeing à 744 exemplaires pour un coût unitaire d'environ 74 millions US, il est entré en service en 1954. À ce jour, environ une centaine de ses deux versions les plus récentes sont encore en service dans les unités de l'aviation américaine. Le rayon d'action du B-52 oscille, selon les versions, entre 12 000 et 14 000 km pour une altitude de croisière maximale de 50 000 pieds (15 150 m). Comme on peut le ravitailler en vol, il peut voler aussi longtemps que l'endurance de son équipage le permet. À cette fin, certains B-52 volent avec deux équipages de six hommes qui se relaient aux commandes. Le Stratofortress ne vole qu'à une vitesse de 955 km/h, une lenteur qu'il compense par sa capacité destructrice.

Le B-2, fleuron de l'armée de l'air

LE BOMBARDIER FURTIF B-2 Spirit, mobilisé hier au cours des frappes sur l'Afghanistan, est un avion à long rayon d'action, en forme de delta plane indétectable au radar, conçu pour des missions de bombardement stratégique à haute altitude derrière les lignes adverses. Ce fleuron de l'armée de l'air américaine est aussi l'avion de combat le plus cher du monde (2,3 milliards US). Seuls 21 exemplaires ont été construits. Objet de secrets jalousement gardés, le B-2, construit par Northrop Grumman, est un chef-d'oeuvre de la technologie militaire. Cette « aile volante » de 21 m de long et 52 m d'envergure, au profil plat (5,1 m de haut), dépourvue de tout empennage, est pilotée grâce à des gouvernes spéciales commandées par ordinateur.

Quadriréacteur biplace de 152 tonnes, il peut voler aussi bien à l'altitude maximale de 50 000 pieds (15 152 m), hors de portée des défenses ennemies, ou en rase-mottes à 200 m du sol. Sa vitesse maximale, gardée secrète, est proche de la vitesse du son. Il possède un rayon d'action de 11 000 km sans ravitaillement. Si l'on en croit les rares détails rendus publics, le B-2 emporte jusqu'à 18 tonnes d'armement conventionnel ou nucléaire. Il est réputé indétectable.

Le missile de croisière Tomahawk

LES MISSILES de croisière Tomahawk, utilisés hier au cours des frappes américano-britanniques sur l'Afghanistan, ont été employés pour la première fois le 17 janvier 1991 lors du déclenchement de l'opération Tempête du désert contre l'Irak. Cette arme, tirée de loin, est particulièrement efficace contre des infrastructures importantes comme des bâtiments, des camps militaires ou des aéroports. Fabriqué par General Dynamics, puis en coopération avec McDonnell Douglas, le missile de croisière BGM-109 Tomahawk, opérationnel depuis 1983, est l'un des engins de ce type les plus perfectionnés. Doté d'une tête nucléaire ou d'une charge classique, il existe en plusieurs versions qui peuvent être tirées de sous-marins, de bâtiments de surface ou de lanceurs terrestres. D'une longueur de 6,25 m, il vole vers sa cible à la vitesse de mach 0,7 (environ 880 km/h) à une altitude comprise entre 15 m et 100 m du sol, dont il épouse tous les contours pour rester le plus discret possible. Sa portée varie selon les versions entre 460 km et 2500 km, et il peut atteindre sa cible avec une précision de 80 m.

Qu'est-ce qu'un groupe aéronaval ?

UN GROUPE AÉRONAVAL, composé d'un porte-avions, et de nombreux navires de guerre, constitue une force de frappe formidable, dotée surtout d'une capacité de projection rapide aux quatre coins du globe. La marine américaine dispose d'une douzaine de porte-avions, dont quatre sont actuellement déployés avec des groupes aéronavals dans le cadre de l'opération Liberté immuable. Typiquement, un groupe aéronaval est composé d'une dizaine de navires de guerre qui transportent entre 12 000 et 15 000 hommes. Les porte-avions transportent à eux seuls plus de 5000 personnes, dont les pilotes des 75 appareils à bord. Cette flotte aérienne inclut généralement des escadrons de F/A-18 Hornet, de F-14 Tomcat et des appareils de type EA-6B, spécialisés dans le brouillage électronique. Ils sont en général accompagnés de croiseurs équipés de missiles guidés, trois ou quatre destroyers également équipés de missiles guidés, des destroyers, des frégates transportant des missiles, deux sous-marins d'attaque et des navires de soutien logistique. La plupart des bâtiments équipés de missiles guidés disposent également du système de défense anti-aérienne ultra performant Aegis, qui permet, selon le Pentagone, de détruire plus d'une centaine de cibles en même temps. — d'après AP et AFP



Photo U.S. NAVY ©

Un F/A-18 Hornet s'apprête à décoller du porte-avions *USS Carl Vinson*.